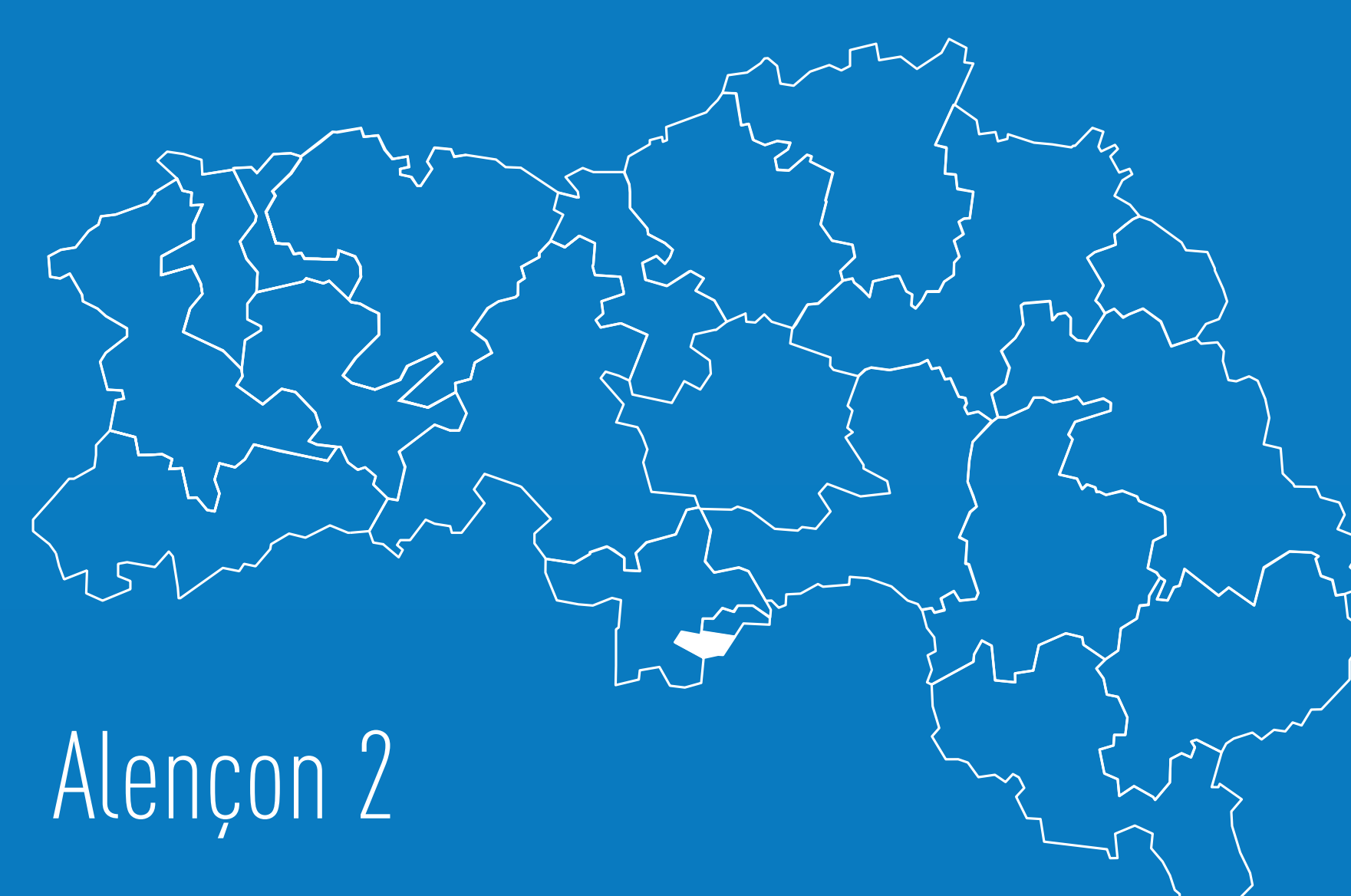
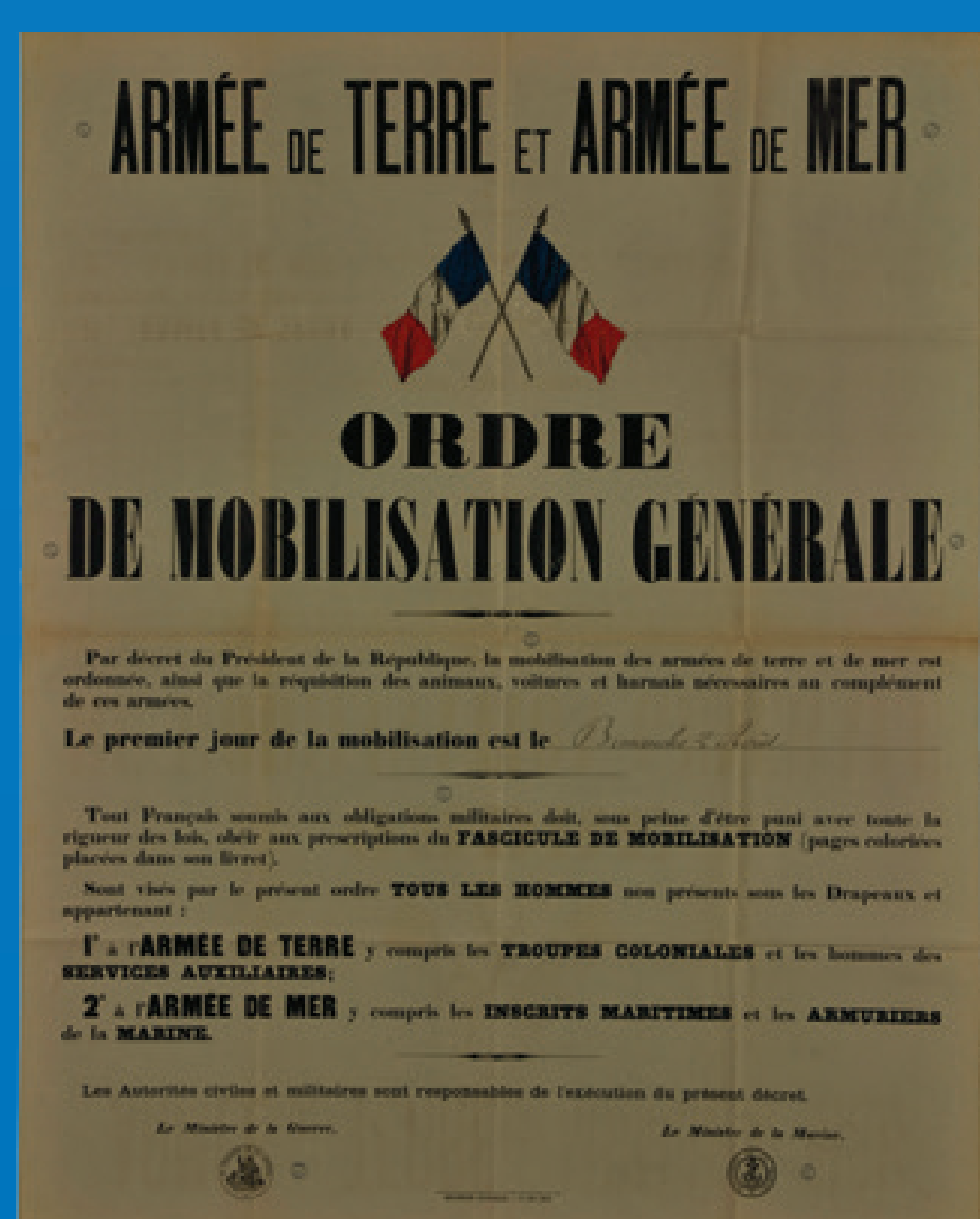


L'entrée en guerre des villes ornaises



Alençon 2



Affiche de la mobilisation (1914)
(Arch. dép. Orne, M 51)

L'histoire et la mémoire de la Grande Guerre occupent, aujourd'hui encore, une place importante dans l'opinion, tant elles annoncent le « terrible XX^e siècle ». Si l'Orne, département de l'arrière échappe aux bombardements, ses habitants - civils et militaires - ont pris leur part de souffrance et d'abnégation dès le mois d'août 1914.

L'entrée en guerre de la ville d'Alençon

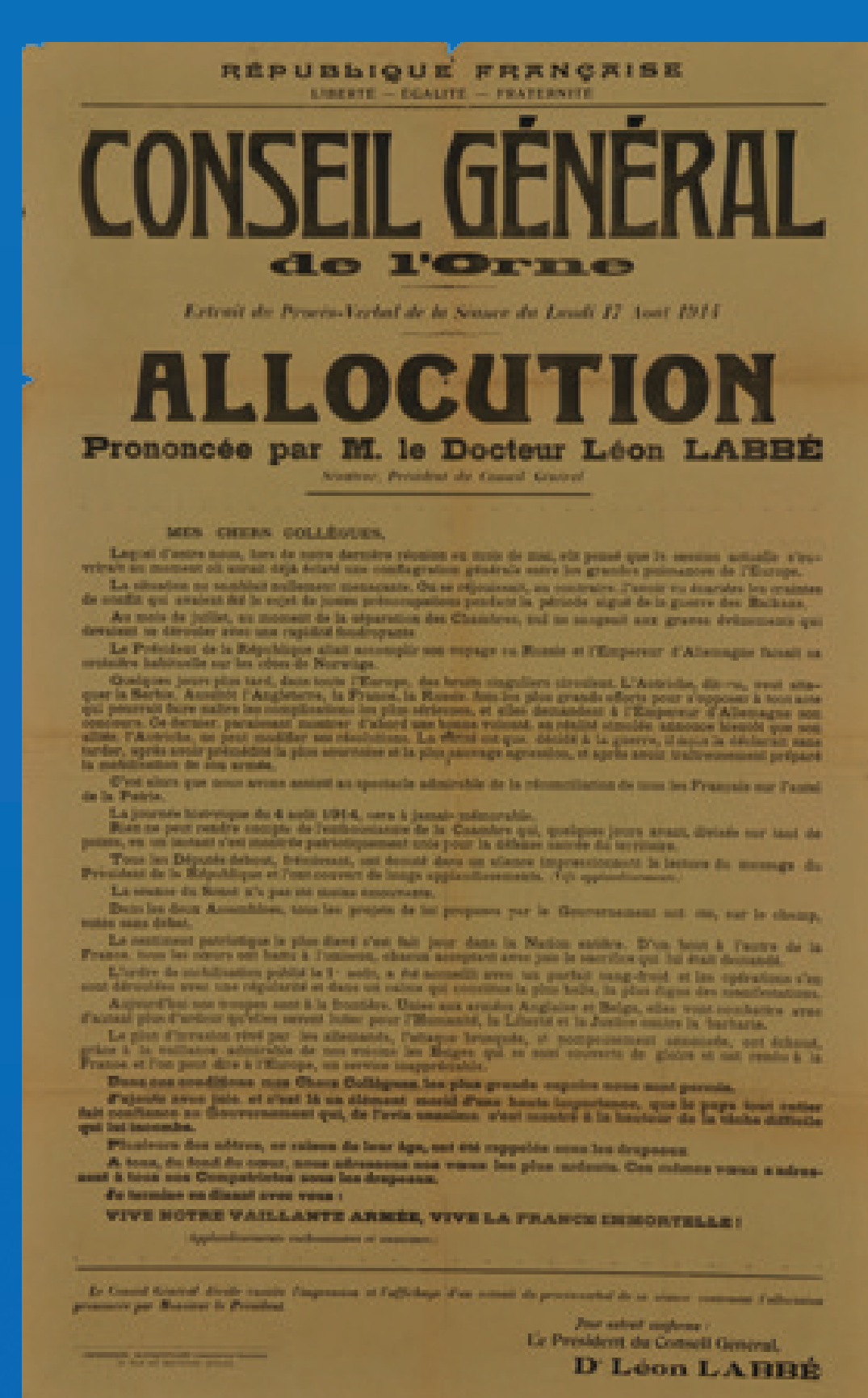
Depuis 1911, la menace de guerre se précise en Europe. La France, de son côté, s'y prépare en faisant voter en juillet-août 1913 la loi qui porte à trois ans le service actif et en renforçant ses forces armées. À Alençon, ville de garnison où les militaires représentent plus de 10 % de la population, les habitants ont intégré depuis 1890 l'« événement formidable ».

« Le 28 juin 1914, l'étincelle jaillit à Sarajevo » avec l'assassinat de l'archiduc héritier d'Autriche-Hongrie. Un mois plus tard, les déclarations de guerre s'abattent en cascade : l'Autriche à la Serbie qui a refusé son ultimatum, l'Allemagne à la Russie le 1^{er} août, puis à la France le 3 et enfin le Royaume-Uni à l'Allemagne après l'invasion de la Belgique le 4.

Dès 16 heures, le samedi 1^{er}, à la poste d'Alençon, on inscrit la date du lendemain sur les affiches de mobilisation que l'on placarde sur les bâtiments officiels. Pendant quinze jours, la gare et les quartiers voisins bruissent d'un va-et-vient de voitures en tout genre, de l'écho et des larmes des familles qui accompagnent tantôt un père, un fils, un fiancé... Plus de 10 000 soldats passent par les trois casernes avant d'embarquer vers la frontière conformément au plan XVII préparé par le généralissime Joffre.



Alençon, la caserne Valazé (posté le 5 octobre 1914)
(Arch. dép. Orne, 2 F1 CP non coté)



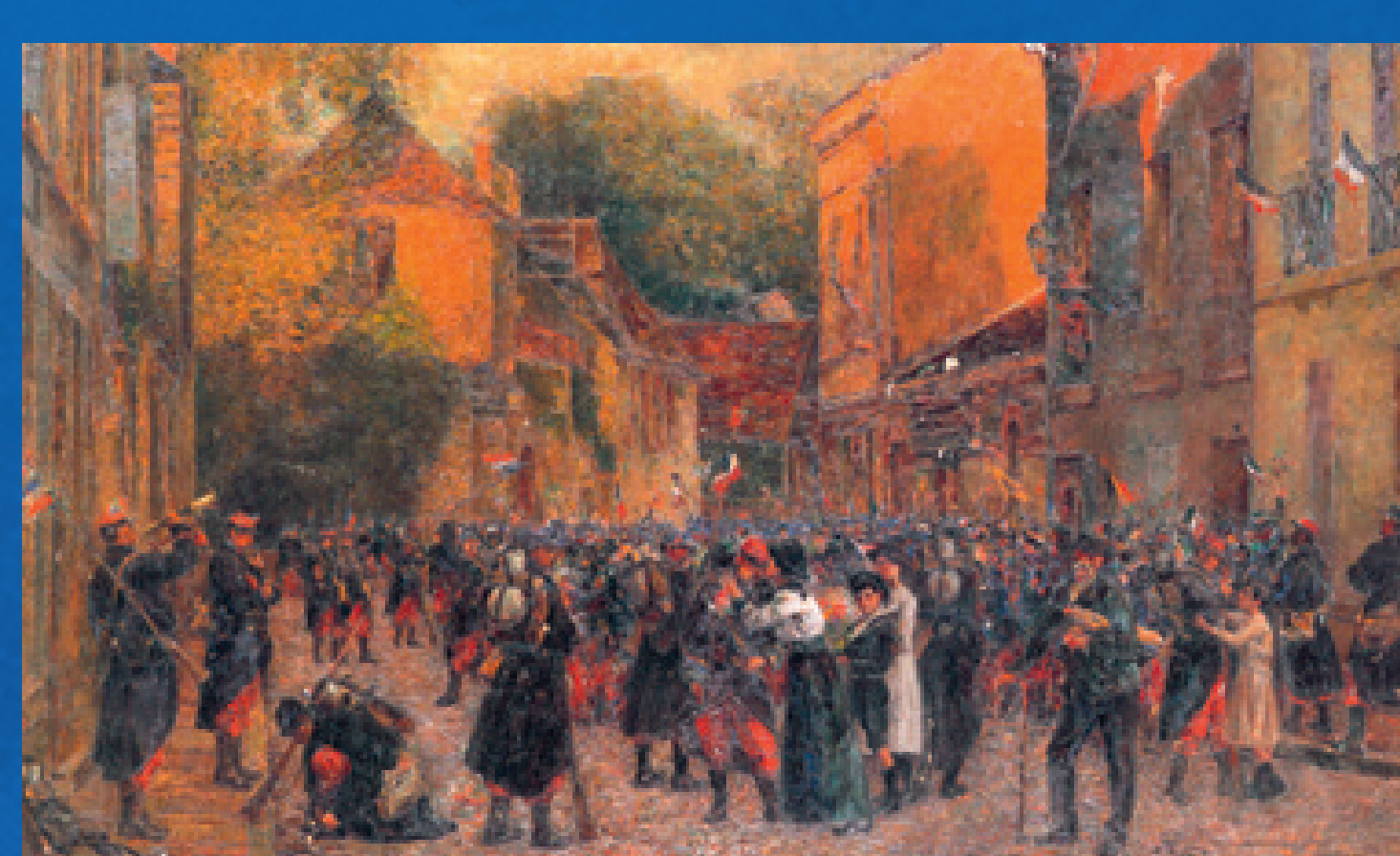
Discours du président du Conseil général de l'Orne (17 août 1914)
(Arch. dép. Orne, R 251/1)

Les Ornais sur les champs de bataille en 1914

Combien d'Ornais ? En plus de l'armée d'active composée des classes 1911 à 1913, sont rassemblés 14 249 réservistes, de 24 à 34 ans, et 8 756 territoriaux âgés de plus de 35 ans. Avec les 2 046 auxiliaires, c'est plus de 35 000 hommes, presque 10 % de la population du département et plus d'un quart des actifs masculins sous les armes.

Conséquence de l'état de siège, l'information sur le déroulement de la guerre passe par le filtre de la censure et du « bourrage de crâne ». De la bataille des frontières (7-23 août), du combat très meurtrier d'Ethe/Virton le 22 août, de la retraite qui suit, les Ornais ne savent presque rien.

Après le « miracle de la Marne », dont émane le mythe des taxis (embarquement des Alençonnais du 103^e R.I. et des Argentanais du 104^e R.I.), les Ornais se félicitent de la victoire, mais constatent qu'avec la course à la mer (12 septembre-15 octobre) la guerre de mouvement a échoué et qu'une guerre de position vient de commencer derrière les 700 kilomètres de tranchées de la frontière de la Suisse à la mer du Nord. D'août à décembre 1914, en à peine cinq mois de combats, près de 2 500 soldats natifs de l'Orne perdent la vie. L'automne 1914 a terrassé 90 Alençonnais, soit plus de 20 % des morts de la Grande Guerre.



Silas Broux, Alençon, rue Eugène-Lecointre, le rassemblement du 103^e régiment d'infanterie (5 août 1914)
(Collection particulière)



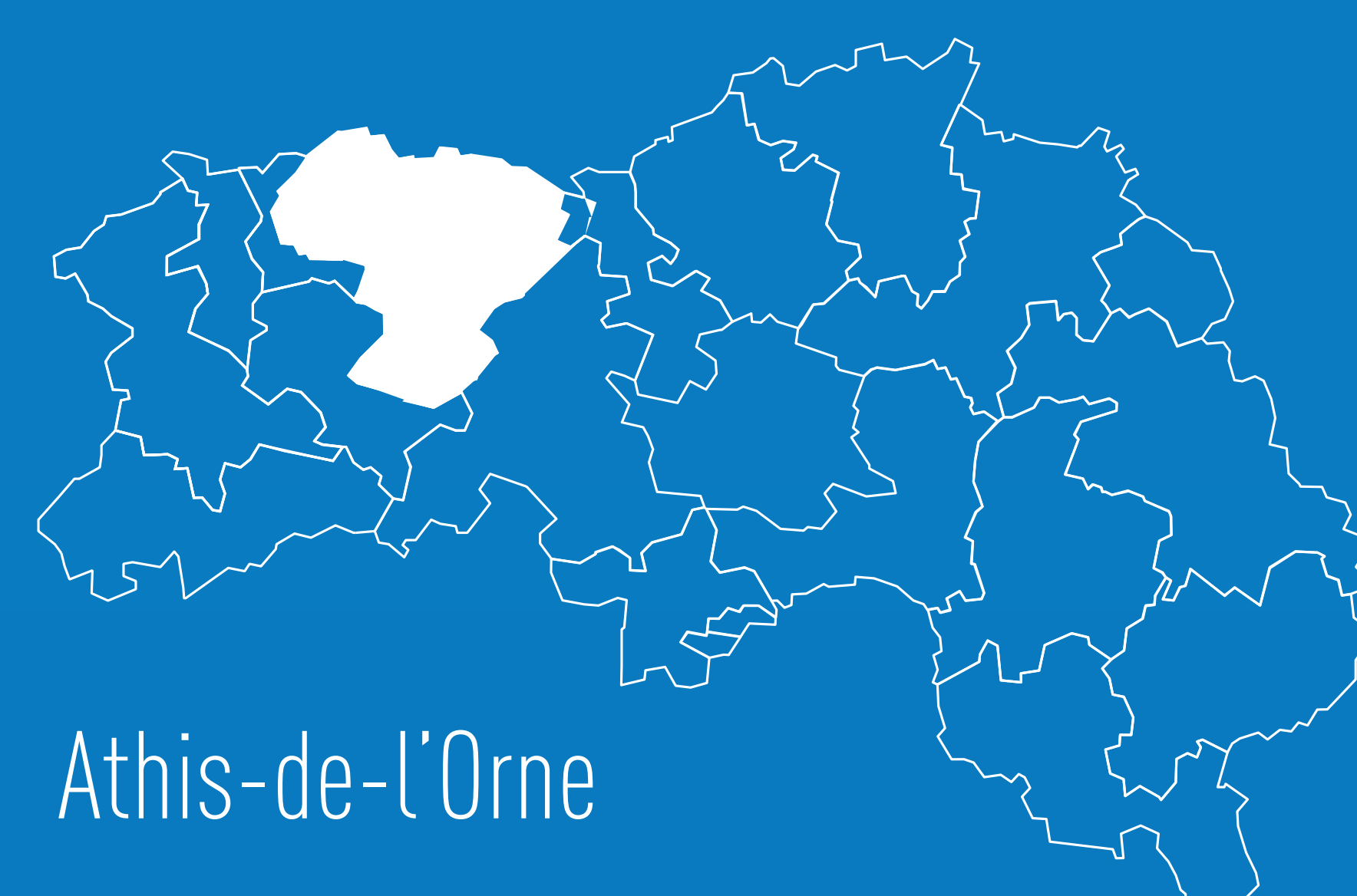
Camille Violand

Né à Lyon, d'un père officier, il vit ses douze premières années en Algérie. Passant d'une garnison à l'autre, d'Alençon - où il fréquente le Lycée - à Vouziers, et de Vouziers à Paris pour faire son droit. Sous-lieutenant de réserve au 87^e R.I., il participe au combat de Virton. Blessé et évacué, il retourne au combat avec le grade de lieutenant. Le 4 mars 1915, devant Perthes-lès-Hurlus (Champagne) entre deux tranchées, il est mortellement atteint.

Dans une lettre testamentaire il écrit : « Je mourrai si Dieu le veut en bon Chrétien et en bon Français ».

(Arch. mun. Alençon, 1Z/27)

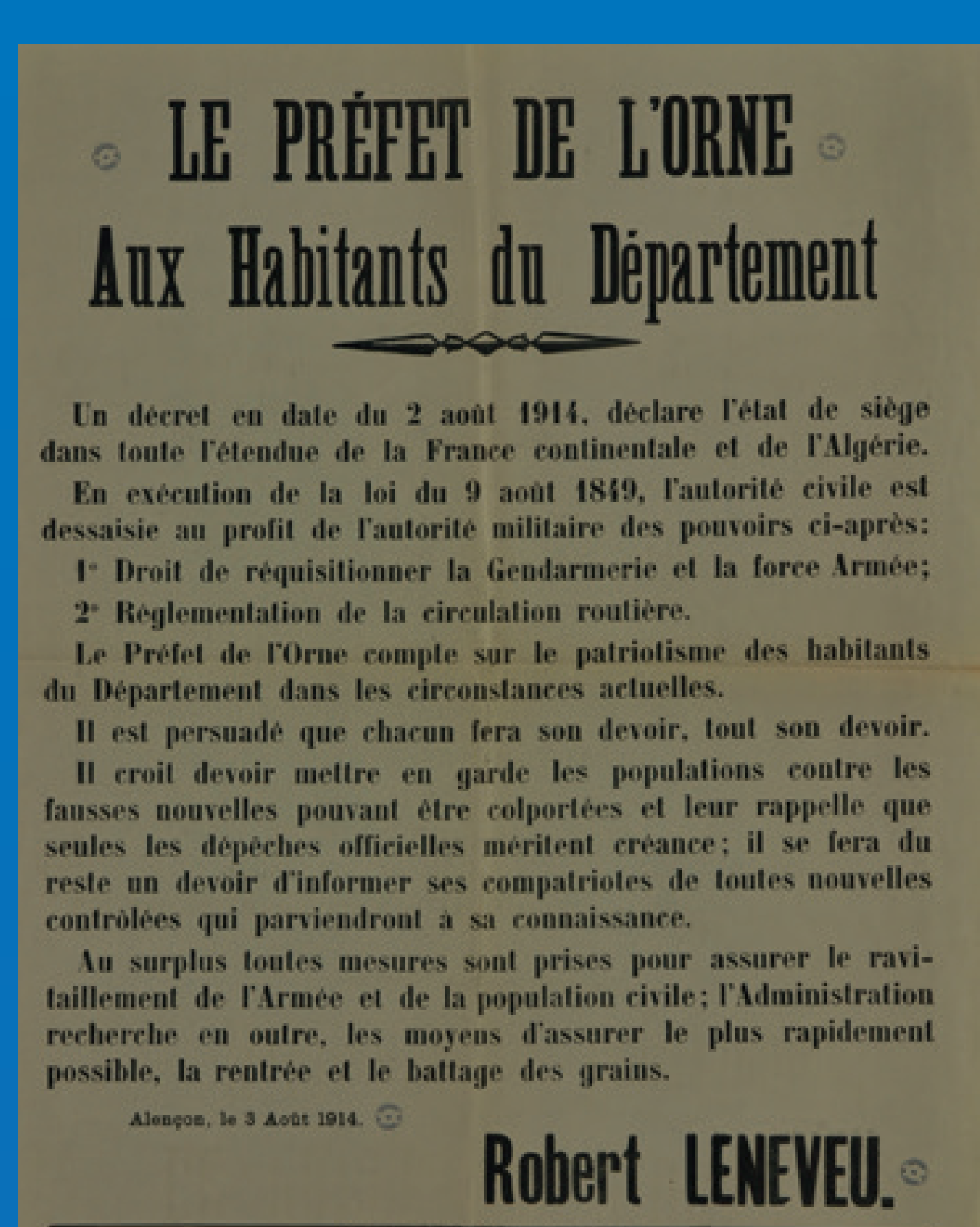
L'entrée en guerre dans les cantons ruraux



Athis-de-l'Orne



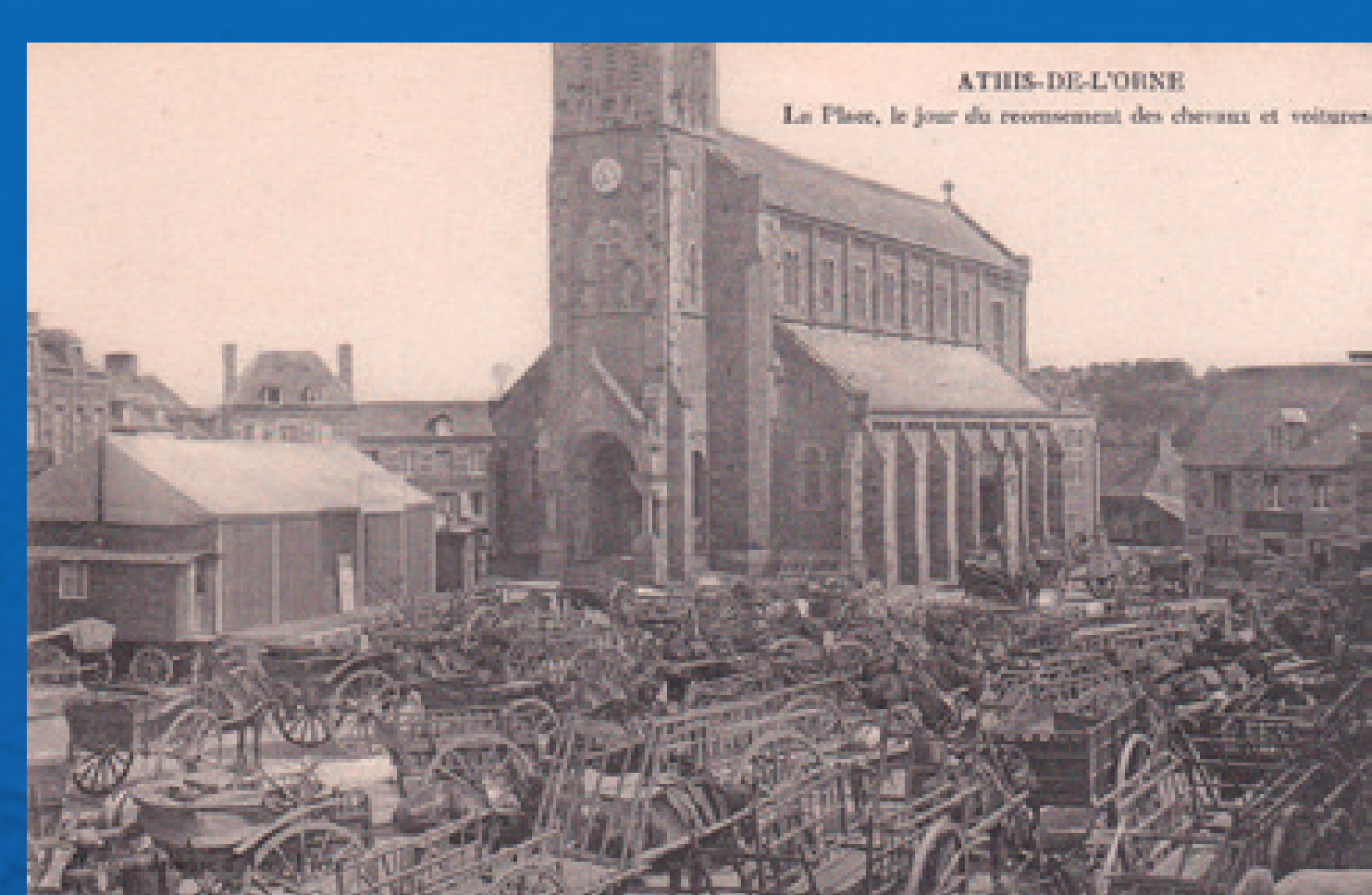
Domfront, caserne Laharpe (sans date)
(Arch. dép. Orne, 2 Fi CP 145/138)



Affiche du préfet de l'Orne sur les mesures imposées aux Ornais par l'état de siège (3 août 1914)
(Arch. dép. Orne, M 51)



La Ferté-Macé, départ des appelés en gare (août 1914)
(Arch. mun. La Ferté-Macé)



Athis-de-l'Orne, le recensement des chevaux et voitures pour la Défense nationale (sans date)
(Collection particulière)

En quelques jours, l'Orne passe d'un état de paix à une « société de guerre », ce qui amène avec l'instauration de l'état de siège une mobilisation de toutes les ressources humaines et matérielles au service de la Défense nationale.

L'entrée en guerre dans le canton d'Athis

Dans les cantons ruraux, comme celui d'Athis-de-l'Orne, les gendarmes, au grand trot de leurs chevaux ou en voitures réquisitionnées, apportent l'ordre de mobilisation. Au son du clairon ou du tambour du garde champêtre, du glas du tocsin frappé aux maillets, les paysans en pleine moisson répondent à l'appel aux armes. « *Tout est resté là* ». Avec calme et sang-froid, passé le moment de surprise, ils se regroupent sur la place des villages, puis rentrés chez eux, sortent leur livret militaire pour rejoindre leur dépôt. Le front pâle, les yeux humides, les femmes parlent à voix basse.

Tandis que le bataillon du 130^e R.I., cantonné dans la caserne Laharpe de Domfront part pour Mayenne, les réservistes et les territoriaux d'Athis sont rassemblés à Alençon et à Argentan. En quelques jours, c'est plus d'un tiers des ruraux d'Athis, en âge de travailler, qui rejoint l'armée créant un vide dans les campagnes que les vieux, les femmes et les enfants seront amenés à combler. Au final, les moissons et les battages de 1914 seront sauvés et l'approvisionnement de l'armée assuré.

L'Orne durant les premiers mois de la guerre

L'entrée en guerre des communes de l'Orne se traduit par une mobilisation des ressources. Le préfet écrit le 2 août : « *la réquisition des chevaux et des voitures faite aujourd'hui n'a donné lieu à aucune difficulté* ». En conséquence, l'agriculture est privée d'une partie de ses chevaux !

Le quotidien des Ornais est bouleversé. D'une part, pour garantir le maintien de l'ordre, le décret sur l'état de siège permet aux autorités militaires de restreindre les libertés, dont celles d'expression et de déplacement (sauf-conduit obligatoire). D'autre part, l'absence des hommes réduit les services publics et privés. Le départ des médecins par exemple entraîne de longs et fréquents déplacements aux praticiens non mobilisés.

En dépit des « nouvelles contrôlées » que le préfet se fait un devoir de communiquer, les Ornais passent d'août à septembre 1914 de la « joie », à l'annonce des victoires en Alsace, à « l'inquiétude » par manque de nouvelles sur les combats et par l'arrivée de nombreux blessés qui brise leur moral. La désinformation et les récits des soldats du 130^e R.I. annonçant que « *le régiment aurait été décimé et particulièrement le bataillon de Domfront* » suscitent un grand émoi dans la ville. Les appels du préfet et du maire d'Alençon contre les fausses informations, puis le « miracle de la Marne » ramèneront le calme, le soulagement et l'espoir. Mais l'idée d'une guerre courte a vécu !

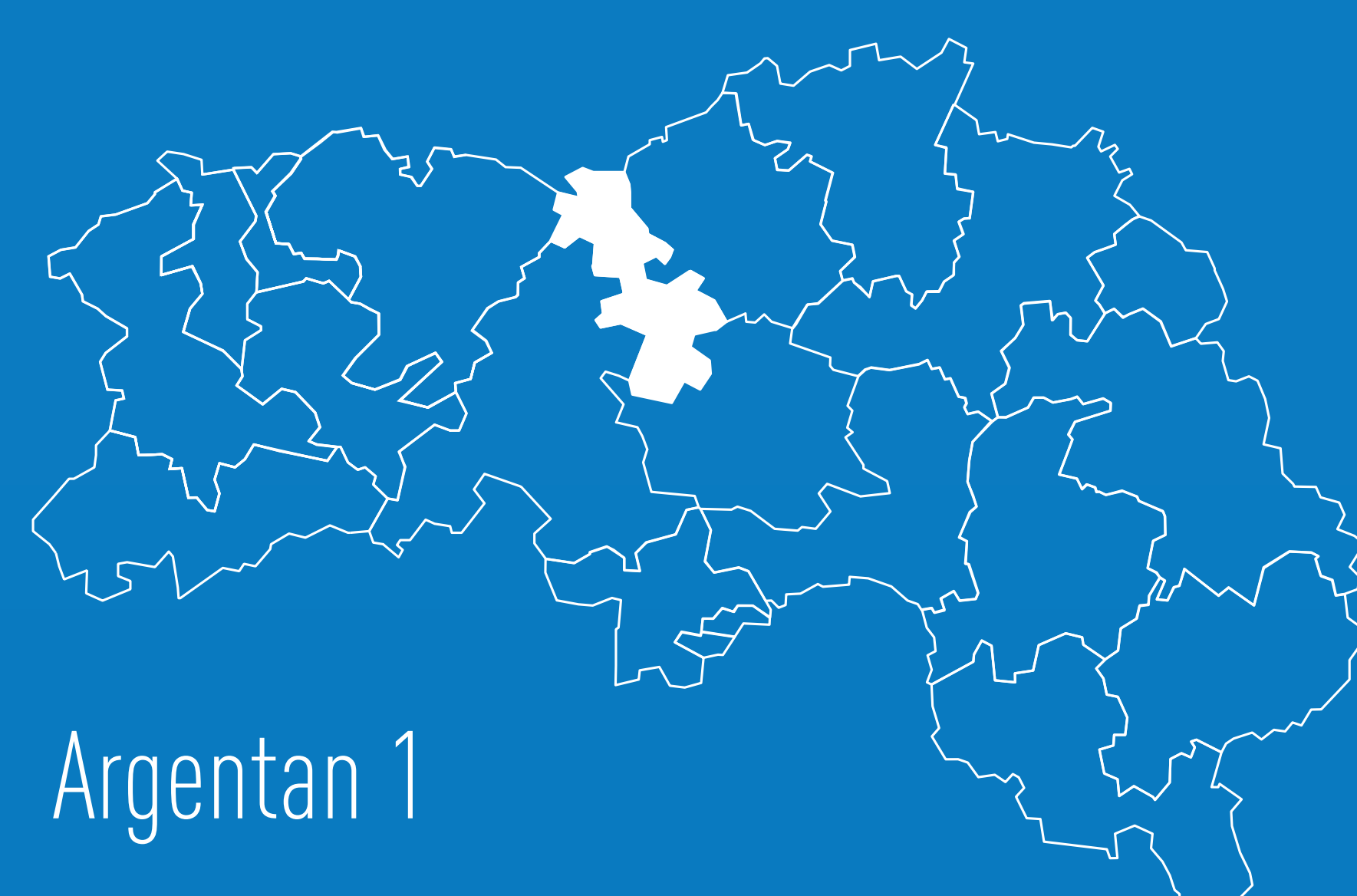


Frédéric Huet

Né à Grais (Briouze) en 1887 Frédéric Huet fait ses classes à Saint-Germain-en-Laye. En 1914, il rejoint le 24^e Cuirassiers, mais atteint d'une bronchite chronique, il obtient un congé de trois mois. Fin 1915, il rejoint le 47^e Chasseurs à Luçon (Vendée). De 1916 à 1918, il combat dans les Vosges, la Somme, la Marne, l'Aisne, en Italie et lors des dernières offensives de 1918 dans le Nord et sur la Marne.

(Arch. dép. Orne, 1 J 705)

Les militaires dans la Grande Guerre



Argentan 1

En août 1914, l'Orne voit partir 35 000 hommes auxquels viennent s'ajouter les classes de 1915 à 1919 : soit 12000 hommes, instruits dans les dépôts des 103^e et 104^e R.I. puis répartis dans les différentes armes. Au total, 47 000 Ornaïens ont été mobilisés pendant la Grande Guerre. Près de 11 000 soldats natifs de l'Orne sont « morts pour la France ».

La mobilisation

L'Orne compte trois garnisons d'infanterie (le 103^e R.I. à Alençon, le 104^e à Argentan et 130^e à Domfront), soit 10 000 hommes, de 21 à 23 ans, mobilisés dans les régiments d'active.

- 14 249 hommes, dans les régiments de réserve. Dans l'Orne, le 303^e à Alençon et le 304^e à Argentan.

- 8 756 hommes, âgés de plus de 34 ans, dans les deux régiments d'infanterie territoriaux (R.I.T.) : le 31^e à Alençon et le 32^e à Argentan. Prévus pour des travaux loin du front, ils sont pourtant amenés à combattre.

- 2 046 auxiliaires, inaptes à combattre mais employés dans des services de l'arrière.

Les forces en présence

L'infanterie représente 80% des effectifs de l'armée de terre et subit des pertes considérables dès les premiers combats. Après la bataille de la Marne, on creuse des tranchées pour se protéger des tirs directs mais l'artillerie fait des ravages. Les pertes des régiments partis de l'Orne s'élèvent à 976 hommes pour le 103^e, 1133 pour le 104^e, 474 pour le 303^e, 486 pour le 304^e, 134 pour le 31^e et 104 pour le 32^e.

La cavalerie comprend des cavaliers et des spécialistes (maréchaux-ferrant, bourreliers-selliers). Les régiments de cavalerie, après les premiers combats, servent à pied dans les tranchées. Le 14^e hussards, en garnison à Alençon (quartier Valazé), compte 840 hommes en 1914 ; il perd 248 hommes, dont 46 Ornaïens.

L'artillerie recrute des hommes instruits et des spécialistes (mécaniciens, charrons, forgerons) mais aussi des conducteurs pour les chevaux qui tractent les canons. Les Ornaïens sont affectés au 26^e (60 tués) et au 44^e (49 tués) régiments d'artillerie (R.A.) du Mans.

Le génie cherche des spécialistes des travaux publics et du bâtiment. En 1914, les Ornaïens sont affectés au 1^{er} régiment du génie d'Angers (93 morts), au 5^e à Versailles (22 tués) et au 8^e formé pendant la guerre et spécialisé dans les transmissions (20 morts).

L'aviation, avant la création de l'armée de l'air en 1933, est employée, dans l'artillerie et le génie, pour la reconnaissance et l'observation. Environ 300 Ornaïens servent dans l'aviation : 56 pilotes (9 morts), 22 personnels navigants (mitrailleurs, observateurs ou photographes), 176 soldats au sol en soutien des escadrilles.

Le train, chargé de la logistique, transporte les vivres et munitions avec des chariots tractés par des chevaux puis remplacés par des camions. Des Ornaïens vont au 4^e escadron du train de Chartres (32 tués).

Le service de santé enrôle médecins et infirmiers pour les régiments et dans la chaîne d'évacuation jusqu'aux hôpitaux de l'arrière.

Les hommes affectés à la 4^e section de commis et ouvriers militaires d'administration sont inaptes au service armé mais 33 Ornaïens meurent de fatigue, maladie ou accident.



Appel au patriotisme de la population argentanaise (4 août 1914)
(Arch. dép. Orne, 20 Fi non coté)



Victorien Themin, cavalier du 14^e hussard, décédé le 14 août 1914 (sans date)
(Collection particulière)



Charles Rocton, chef d'escadron du 7^e régiment d'artillerie, décédé le 31 mai 1916 (sans date)
(Collection particulière)



Argentan, départ du 104^e régiment d'infanterie (août 1914)
(Arch. dép. Orne, 2 Fi CP 6 / 389)

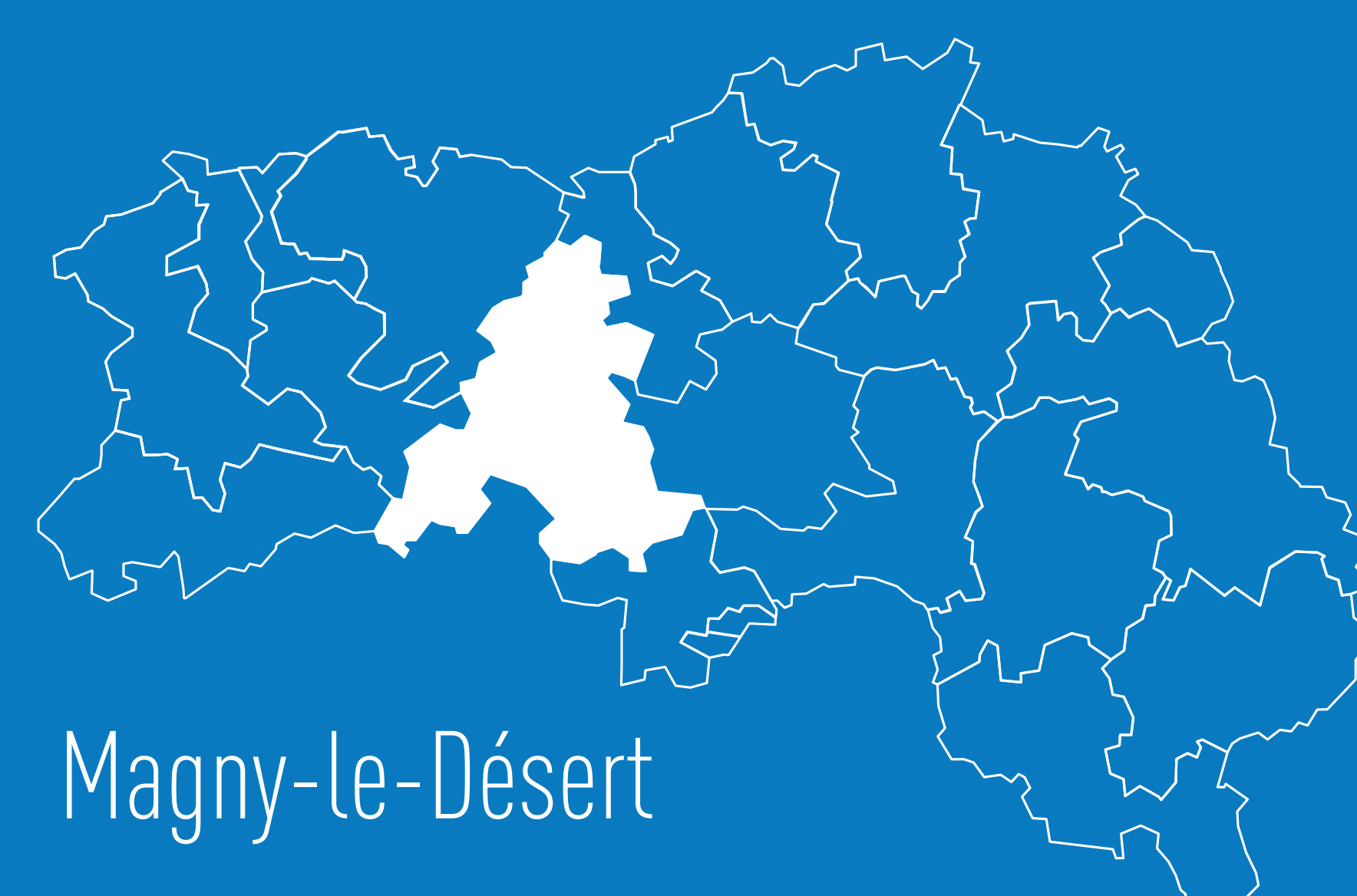
Ernest Maunoury

Né en 1894 à Saint-Clair-de-Halouze, décédé en 1921 à Cazaux (Gironde). Mobilisé en 1914 dans l'infanterie, il se distingue par sa brillante conduite au feu. Blessé très grièvement, il est décoré de la Croix de guerre 1914-1918 et élevé au grade de sergent. En instance d'être réformé, il demande alors à entrer dans l'aviation en juin 1916. Il sert comme mitrailleur et s'illustre en abattant un avion ennemi au cours de son premier vol. Il est sélectionné comme élève pilote et envoyé à Dijon, il passe son brevet en juin 1917 puis est affecté à l'escadrille N 152 à Corcieux. Pilote aguerri, il devient un as de l'aviation française avec un palmarès de onze victoires homologuées et neuf citations qui lui valent la Croix de guerre avec sept palmes et la Légion d'honneur.

(Collection particulière)



La guerre des tranchées



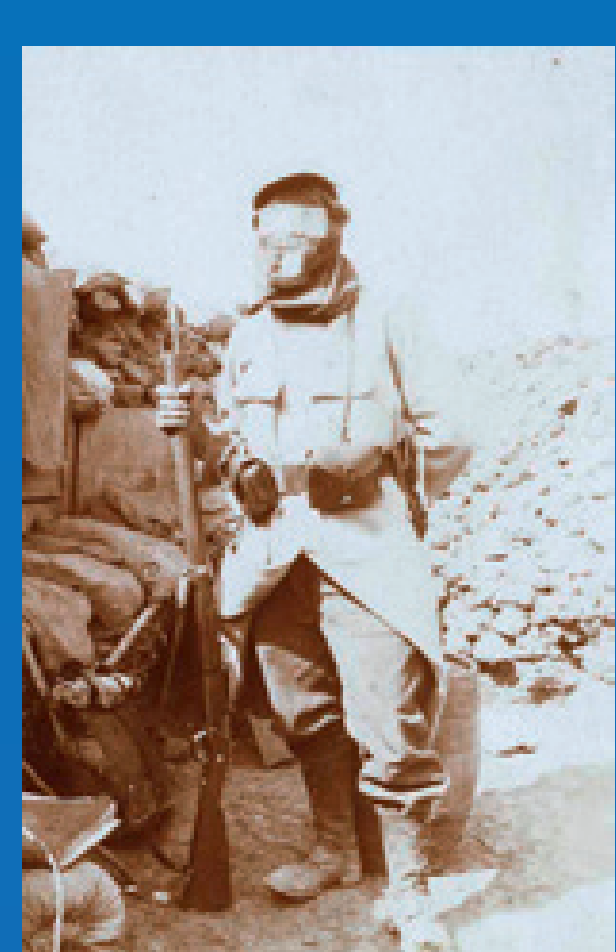
Magny-le-Désert



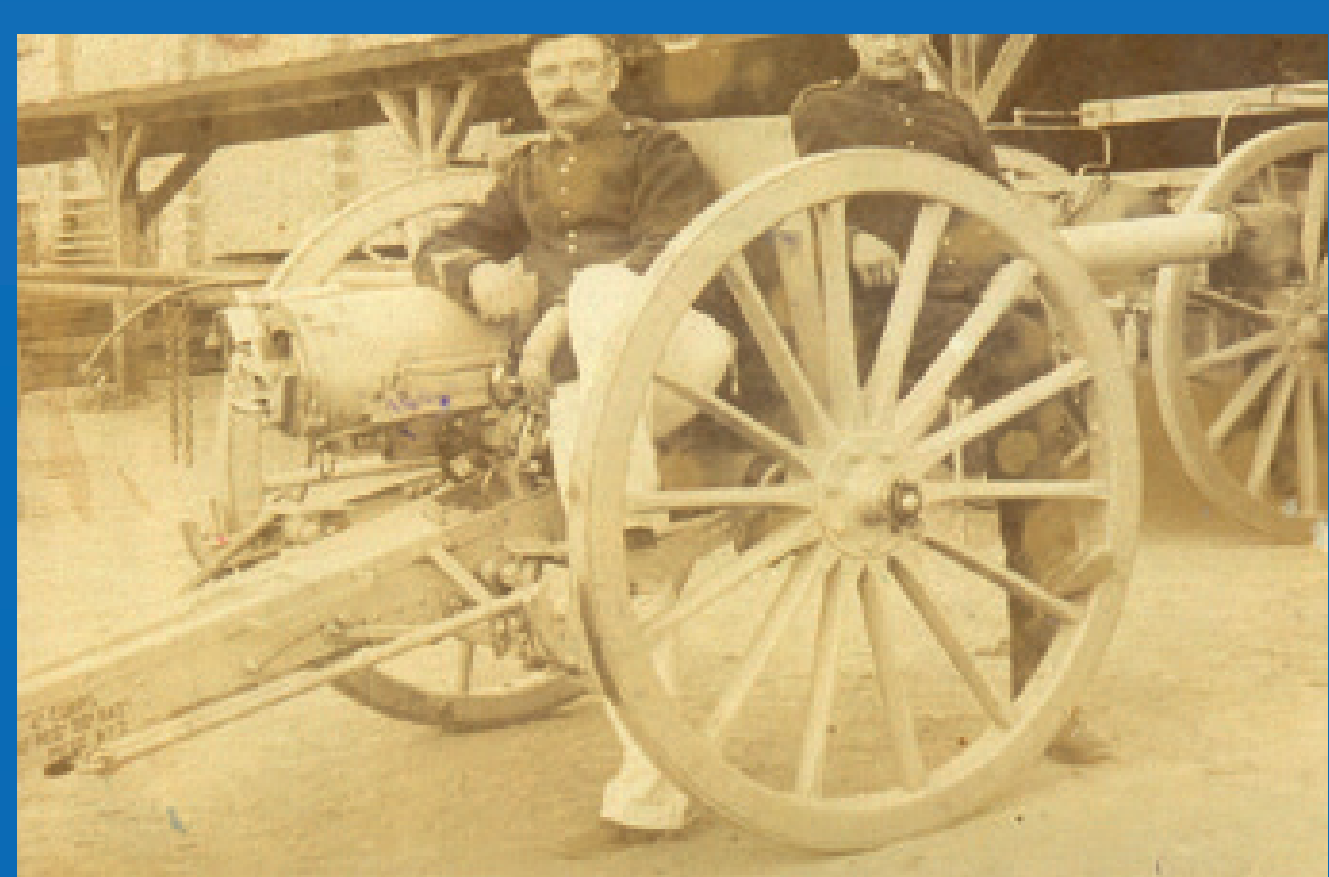
Fresnes-en-Woëvre (Meuse), tranchées de premières lignes
Album photographique d'Edmond Pasquier, sergent fourrier
au 31^e régiment d'infanterie territoriale
(Arch. dép. Orne, 265 J 3)



Fresnes-en-Woëvre (Meuse), tranchées de premières lignes
Album photographique d'Edmond Pasquier, sergent fourrier
au 31^e régiment d'infanterie territoriale
(Arch. dép. Orne, 265 J 3)



Hennemont (Meuse), le premier
masque contre les gaz
Album photographique d'Edmond
Pasquier, sergent fourrier au 31^e
régiment d'infanterie territoriale
(Arch. dép. Orne, 265 J 3)



Photographie d'un canon de 75 français avec le soldat
Alphonse Rocher de Carrouges (vers 1916)
(Collection particulière)

En 1914, le canton de Carrouges, le plus étendu de l'Orne, est formé de 24 communes. Sa population rurale n'excède cependant pas les 9000 habitants. Mais ce sont près de 2000 hommes du canton qui sont mobilisés pendant le conflit. Ce territoire paye un lourd tribut à la guerre, avec environ 400 tués identifiés sur les monuments aux morts, soit 20% des mobilisés, auxquels il faut rajouter les nombreux blessés. Les affectations des hommes dans les types d'armées expliquent ces chiffres : au début de la guerre, trois quarts des du canton forment les bataillons des fantassins de l'infanterie. Pour l'essentiel, ils appartiennent au 103^e R.I. dont un des trois bataillons est basé à Alençon, et à un degré moindre au 104^e R.I., basé partiellement à Argentan. Les autres mobilisés sont répartis dans l'artillerie, la cavalerie, etc. L'infanterie restera l'affectation principale par la suite.

La guerre de mouvement (1914)

Le 103^e et le 104^e R.I. participent aux épisodes tragiques de la bataille des frontières dès août 1914, avec l'impact très meurtrier pour le canton de Carrouges : lors de la bataille d'Etche/Virton en Belgique, on dénombre 24 morts pour le seul 24 août, puis d'autres lors de l'épisode des taxis de la Marne, de la bataille de l'Ourcq, etc. Lors de la guerre de mouvement, d'août à décembre 1914, 83 décès de soldats de ce canton seront recensés.

La guerre de position (1915-1918)

Le positionnement face à face des armées sur le front de l'Est entraîne le décès de 288 autres soldats pendant les quatre années suivantes. La violence des combats est évoquée dans les citations de soldats de la classe 14 : « *Tireur émérite, s'est distingué à l'attaque en se portant en avant pour combattre une mitrailleuse ennemie* » (Auguste Retoux de Saint-Ouen-le-Brisoult), « *Travaillant à la construction d'une position de batterie souvent bombardée, y a montré un mépris complet du danger* » (Louis Prod'homme de Saint-Martin-l'Aiguillon), « *S'est défendu d'une façon admirable contre un ennemi supérieur en nombre* » (Eugène Seurin de Saint-Sauveur-de-Carrouges), « *Très bon soldat, tué pendant un travail de première ligne sous un violent bombardement* » (Lucien Leliard de La Chaux).

D'autres morts sont recensés dans les années qui suivent la fin du conflit, essentiellement des suites de blessures ou de maladies.



Alphonse Seurin

Né le 7 août 1872 à Saint-Ellier-les-Bois. Cultivateur, il obtient un sursis du service militaire jusqu'à la rentrée de son frère le 31 octobre 1894. Soldat de 2^e classe. Envoyé en disponibilité le 2 septembre 1895. Passé dans la réserve de l'armée territoriale le 1^{er} octobre 1912. Mobilisé et arrivé au corps le 2 août 1914. Dirigé vers le 31^e R.I.T. le 20 octobre 1914. Passe au 32^e R.I.T. le 19 février 1915 puis à la 17^e section de commis et ouvriers. Détaché le 15 janvier 1917 à l'usine Saint-Christophe à Pont-d'Ouilly(Calvados). Passé au 129^e R.I. le 1^{er} juillet 1917 puis au 103^e R.I le 10 novembre 1917, il est mis en congé illimité de démobilisation le 12 février 1919.

(Collection particulière)

La vie quotidienne des poilus



Argentan 2

La Grande Guerre, ce n'est pas seulement cet élan de patriotisme célébré dans les journaux, c'est aussi les offensives meurtrières de 1915 à 1917, le « système des tranchées » et les premières mutineries.

Les offensives des années 1915-1917

Depuis le mois d'octobre 1914, les soldats originaires du canton d'Argentan 2 vivent et meurent dans les tranchées ou lors des assauts dévastateurs. En 1915, le généralissime Joffre - à deux reprises en Artois et Champagne - puis en 1917, le général Nivelle - au Chemin des Dames - ont cru que la percée du front était possible. En 1916, à Verdun et dans la Somme, pendant des mois, des millions de soldats s'affrontent sous un déluge de feu.

Entre deux batailles, dans les tranchées, lors de six jours en première ligne et les trois autres en réserve. la peur, la mort, les pertes, deviennent le quotidien des « poilus ». En mai-juin 1917, les menaces de grève du fusil débouchent sur des mutineries : 60 à 80 000 soldats se révoltent. Une cinquantaine sont exécutés, dont deux natif de l'Orne.

Une expérience douloureuse

Nombreux sont les récits des souffrances endurées par les soldats ornaïens dans les tranchées.

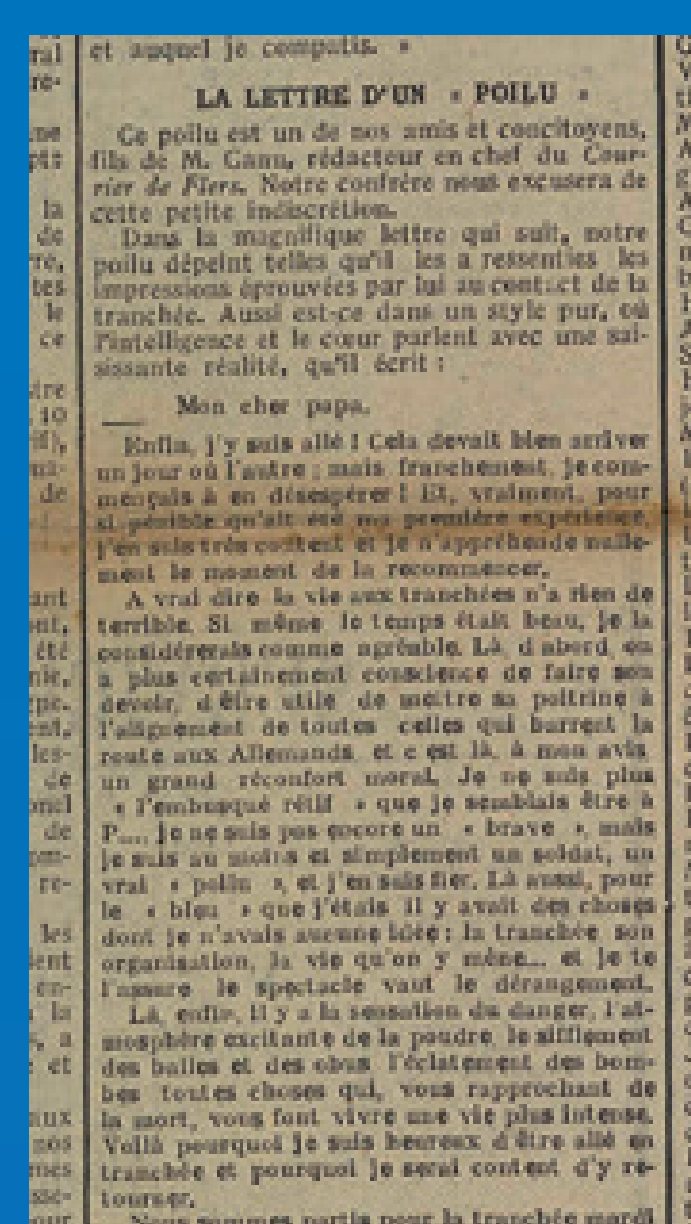
« Ils ne protestent pas ; ils savent que tout est misère dans ce monde de misère. Ils remplissent leur gamelles et mangent silencieusement leur ratatouille froide, bœuf bouilli, pommes de terre vinaigrées, en se penchant dessus pour la préserver de l'eau et de la terre ; mais ils ont les mains glaiseuses, et le pain qu'ils ont touché crie sous leurs dents. » (Jacques Meyer, Vie et mort dans les tranchées.)

Avec la boue - des soldats meurent enlisés en Champagne et dans la Woëvre -, il existe d'autres sources de misère : ne pas pouvoir se laver et se déshabiller pendant quinze jours, passer son temps dans des abris malodorants, subir la peste des cadavres abandonnés dans le no man's land, et les terribles poux et rats qui pullulent.

Les fantassins, plus que les artilleurs ou les aviateurs, sont ceux qui, à côté du péril constant, subissent les plus graves épreuves. Plus de la moitié meurent sous les bombardements et de leurs blessures. Et puis, il y a la peur constante, la menace qui transforme le soldat en *« un pauvre animal qui se cache, comme l'autruche, pour être oublié par le destin »*. (Maurice Genevoix). Malgré tout, *« Ils ont tenus ! »*



Félix Besnard-Bernadac. Une tranchée sur le front (sans date)
[Arch. dép. Orne, 45 F1 53]



Exemple de récit de M. Canu, fils du rédacteur en chef du Courrier de Flers (Le Patriote Normand, 25 avril 1915)
[Arch. dép. Orne, PER 5063 / 33]



Hennemont « les rats » (Meuse), tranchée de première ligne. Les musettes sont accrochées pour être préservées des rats. Album photographique d'Edmond Pasquier, sergent fourrier au 31^e régiment d'infanterie territoriale
[Arch. dép. Orne, 265 J 3]



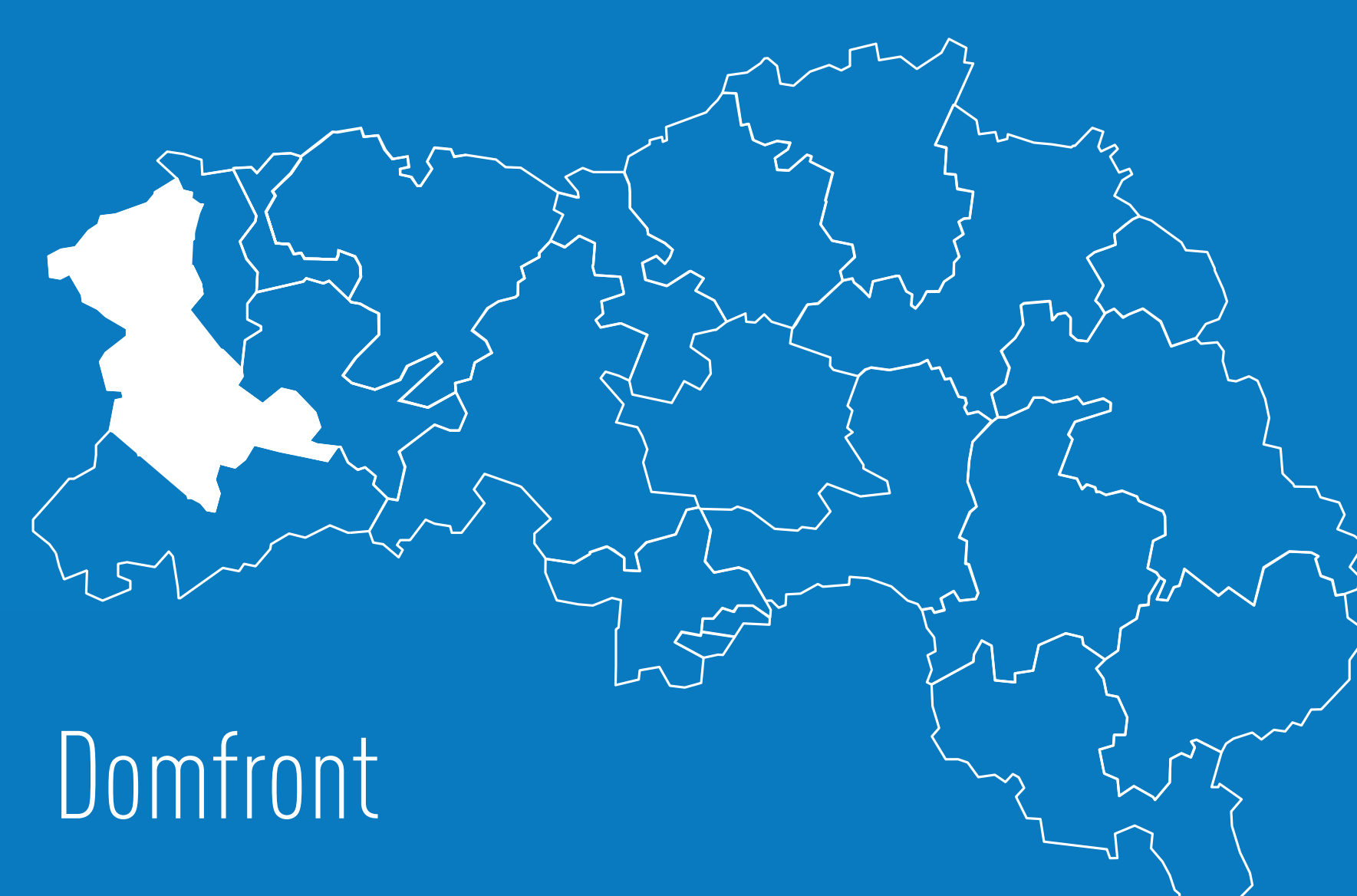
Émile Lesage (natif d'Aubry-le-Panthou, soldat du 341^e régiment d'infanterie) dans une tranchée en Argonne (entre janvier et juin 1917)
[Arch. dép. Orne, 1 Num 47]

Albert Ruppé

Domestique à Bellou-en-Houlme, Albert Ruppé est incorporé en décembre 1914 au sein du 170^e R.I. en mai 1915 et reçoit le baptême du feu en Artois. Après la Champagne à l'automne 1915, le 170^e monte à Verdun par la Voix sacrée à la fin de février 1916. Rescapé, Albert Ruppé, cité à l'ordre du régiment pour son courage, est décoré de la croix de guerre. Après l'accalmie hivernale en Lorraine, c'est le retour en mai 1917 en Champagne : Chemin des Dames, Vosges, Picardie, Champagne, Aisne où le 170^e prend part à la contre-offensive de juillet 1918. Grièvement blessé dans les Ardennes le 29 octobre par un éclat d'obus qui lui fracture la boîte crânienne, trépané, il est hospitalisé à Tulle. Cité à l'ordre de l'Armée : *« Excellent sous-officier, d'un bravoure et d'un sang-froid remarquable, a entraîné sa demi-section à l'assaut du village de Banogne le 29 octobre 1918 avec un entrain remarquable »*.
[Collection particulière]



L'action des autorités publiques



Domfront

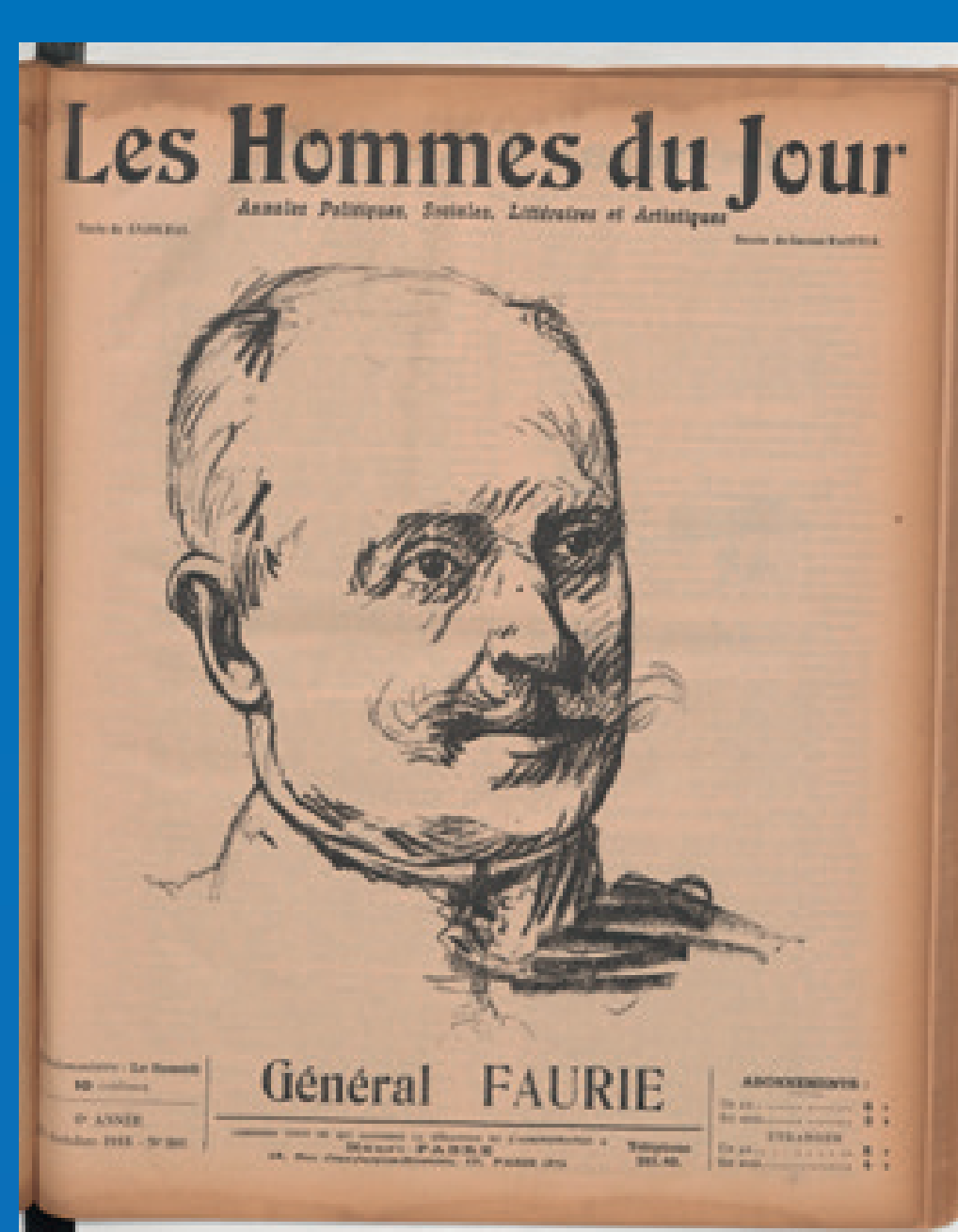


Fernand Roimarmier, sous-préfet de Domfront puis de Verdun, en habit militaire pour recevoir le général Pershing, commandant du corps expéditionnaire américain (1918)
(Collection particulière)

La Première Guerre mondiale est un conflit d'un type nouveau qui implique la mobilisation de toutes les forces vives. Au cœur de cet effort les préfets et les sous-préfets de l'Orne jouent un rôle essentiel qui les amène d'une part à intervenir de manière plus systématique dans tous les domaines et d'autre part à improviser parfois face à des situations inédites.

Le rôle d'un sous-préfet : l'exemple de Domfront

Trois préfets et cinq sous-préfets se succèdent dans l'Orne, dont Fernand Roimarmier à Domfront. Issu d'une famille alsacienne, ancien élève du Prytanée de La Flèche, avocat puis sous-préfet de Lombez (Gers), il dirige l'arrondissement de Domfront de 1907 à décembre 1914. Dans ses rapports journaliers, il fait part au préfet de son action et de l'état de l'opinion.



Baptiste Faurie, général de division commandant la 4^e région militaire (Les hommes du jour, 23 octobre 1913)
(Collection particulière)

Le 22 août 1914 (jour de la bataille d'Ethé/Virton) il informe le préfet Leneveu des « bruits alarmants » sur un bataillon du 130^e R.I. que la rumeur dit décimé. Il écrit : « *Il ne me paraît pas admissible en effet, que ce soit par la rumeur publique ou par des sources officieuses et détournées que les familles intéressées risquent d'apprendre qu'un des leurs a été tué ou blessé au cours de la guerre.* » Ces remarques illustrent deux aspects majeurs du début du conflit : la question de l'information et son corollaire le contrôle « moral » de l'arrière.

Une rude épreuve pour les autorités publiques

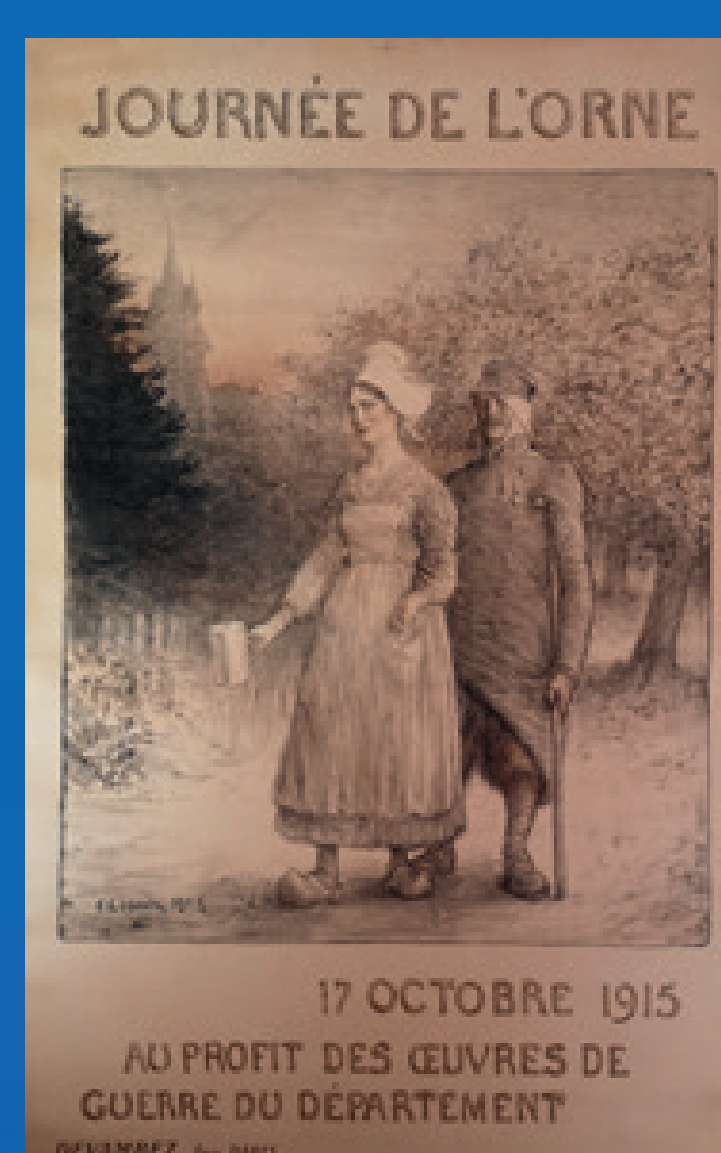
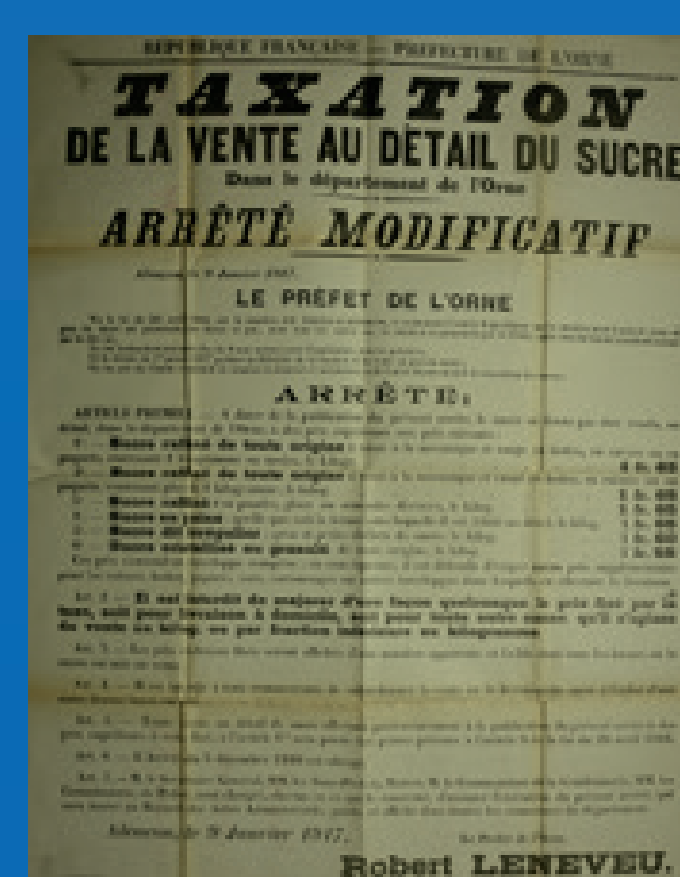
Représentants de l'État républicain, nommés par le gouvernement, préfets et sous-préfets conduisent la guerre de l'« autre front » dans le département. Du fait de l'état de guerre, « *la situation du préfet est paradoxale : son rôle est accru mais ses services sont rognés* ». Le préfet doit composer, négocier, contourner l'autorité militaire de la 4^e région militaire et ses subdélégués pour l'Orne. Lorsque la guerre éclate, les autorités publiques sont loin d'avoir l'expérience et les moyens matériels et humains pour assurer des tâches plus nombreuses, d'où une certaine improvisation.

La participation des populations à l'effort de guerre les oblige à organiser les prélèvements à l'occasion des réquisitions, l'accueil et les soins aux blessés dans les structures hospitalières, la prise en charge de milliers de réfugiés et étrangers, le contrôle de certains prix et l'encouragement pour les emprunts, etc.

Ils peuvent compter sur la collaboration des administrations de l'État et d'autres maillons. Les représentants élus - des maires aux députés en passant par les conseillers généraux - servent d'intermédiaires du fait de leurs fonctions et de la confiance dont ils jouissent dans la population.

Enfin, les comités et commissions, toujours sous leur patronage aident à la régulation de la production, du ravitaillement, des prix ainsi qu'à l'orientation des élans de la générosité patriotique.

Arrêté préfectoral concernant la taxation de la vente au détail du sucre (9 janvier 1917)
(Arch. dép. Orne, M 1672)



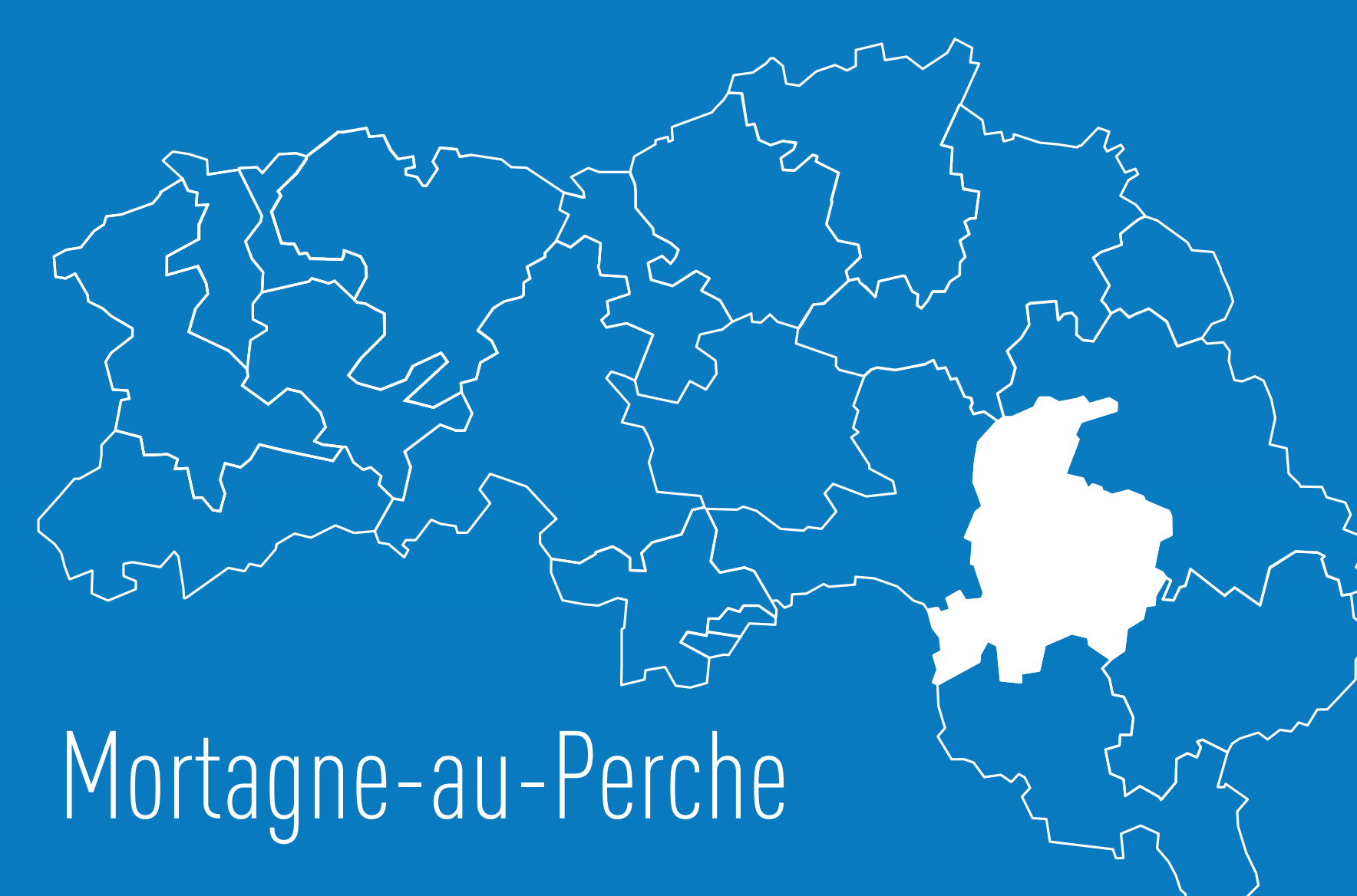
Charles Léandre (originaire de Champsecret).
Affiche de la « Journée de l'Orne » (17 octobre 1915)
(Arch. dép. Orne, 20 Fi 1106/1)

Robert Leneveu

Né en 1865, ce calvadosien choisit à l'issue de ses études la carrière administrative, tout en conservant son activité de propriétaire foncier. Il occupe successivement la fonction de rédacteur au ministère de l'Intérieur, de sous-préfet de Domfront, Sancerre, Bernay, Bayeux, de secrétaire général des Bouches-du-Rhône, de préfet des Hautes-Alpes, de l'Orne et enfin de l'Eure, avant de briguer un siège au Sénat. Inscrit au groupe de l'Union républicaine (centre gauche) il est élu sénateur le 11 janvier 1920. Homme d'expérience au caractère bien trempé il dirige son administration avec fermeté et entretient
(Arch. dép. Orne, 7 Fi 614)



La question des réfugiés



Mortagne-au-Perche



La Ferté-Macé, cérémonie d'hommages. Au centre de la photographie, la jeune femme tient une pancarte sur laquelle est inscrit « Reconnaissance des réfugiés du nord à La Ferté-Macé » (1919).
(Arch. dép. Orne, 2 Fi CP non coté)

Après l'invasion de la Belgique et son cortège d'« atrocités », puis l'occupation de dix départements français, plusieurs centaines de milliers de familles quittent villes et villages vers Paris et l'ouest de la France. Entre 1914 et 1918, le département de l'Orne a parfaitement rempli son devoir d'hospitalité en accueillant plus de 30 000 de ces réfugiés.

Les réfugiés dans le canton de Mortagne-au-Perche

Dès le début de la guerre, des réfugiés originaires de Belgique et du Soissonnais arrivent dans le canton de Mortagne-au-Perche. En novembre 1918, 803 réfugiés sont répartis sur le territoire de l'actuel canton de Mortagne-au-Perche : 541 Français et 262 Belges. On compte parmi eux 273 enfants. Mortagne-au-Perche accueille 216 personnes, Soligny-la-Trappe 66, Saint-Hilaire-le-Châtel 63, Le Pin-la-Garenne 52, Mauves-sur-Huisne 43, Courgeon 40.

Les réfugiés dans l'Orne

Le 27 août 1914, le préfet Leneveu écrit : « *Je mets sous votre protection les réfugiés belges qui viennent d'arriver dans notre département* ». Il s'agit des 2 850 réfugiés wallons et flamands arrivés le 22 août bientôt suivis des Français chassés des régions envahies du Nord et de l'Est.

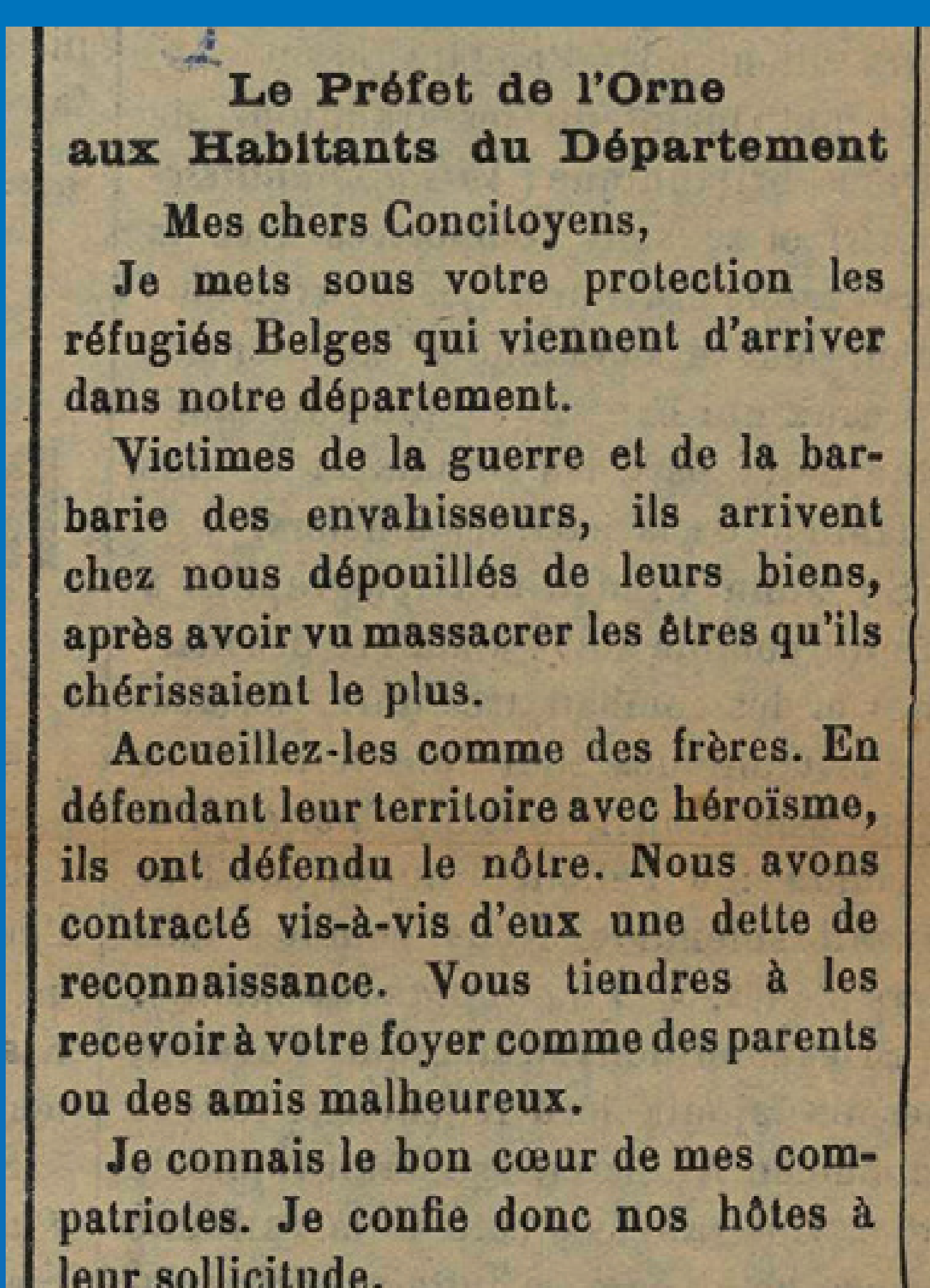
Entre 1914 à 1918 - à l'exception des années 1915 et 1916 - plusieurs vagues de réfugiés vont être accueillies par les Ornais : 4 000 Belges et 4 000 Français en 1914 ; 9 000 en 1917 et plus de 14 000 en 1918. Aux réfugiés fuyant l'invasion allemande s'ajoutent bientôt les « rapatriés » qui sont évacués des zones de guerre par l'armée française ou l'armée allemande qui se débarrassent de « bouches inutiles ». La présence de ces familles démunies contraint les autorités publiques et les habitants à leur venir en aide avec l'appui d'organisations charitables.

En octobre 1914 le préfet charge Léon Lhommas, agent voyer, de coordonner cette installation en prenant la direction du service des réfugiés. Outre la répartition des réfugiés dans la moitié des communes, le service s'occupe en collaboration avec les mairies, de leur procurer un logement, des vêtements et de la nourriture, une allocation journalière et la proposition d'un travail. Recensés et contrôlés, munis de papiers d'identité, ils peuvent scolariser leurs enfants, obtenir des emplois dans les chemins de fer ou les industries, participer aux travaux agricoles et bénéficier d'aides diverses de la part de leurs comités.

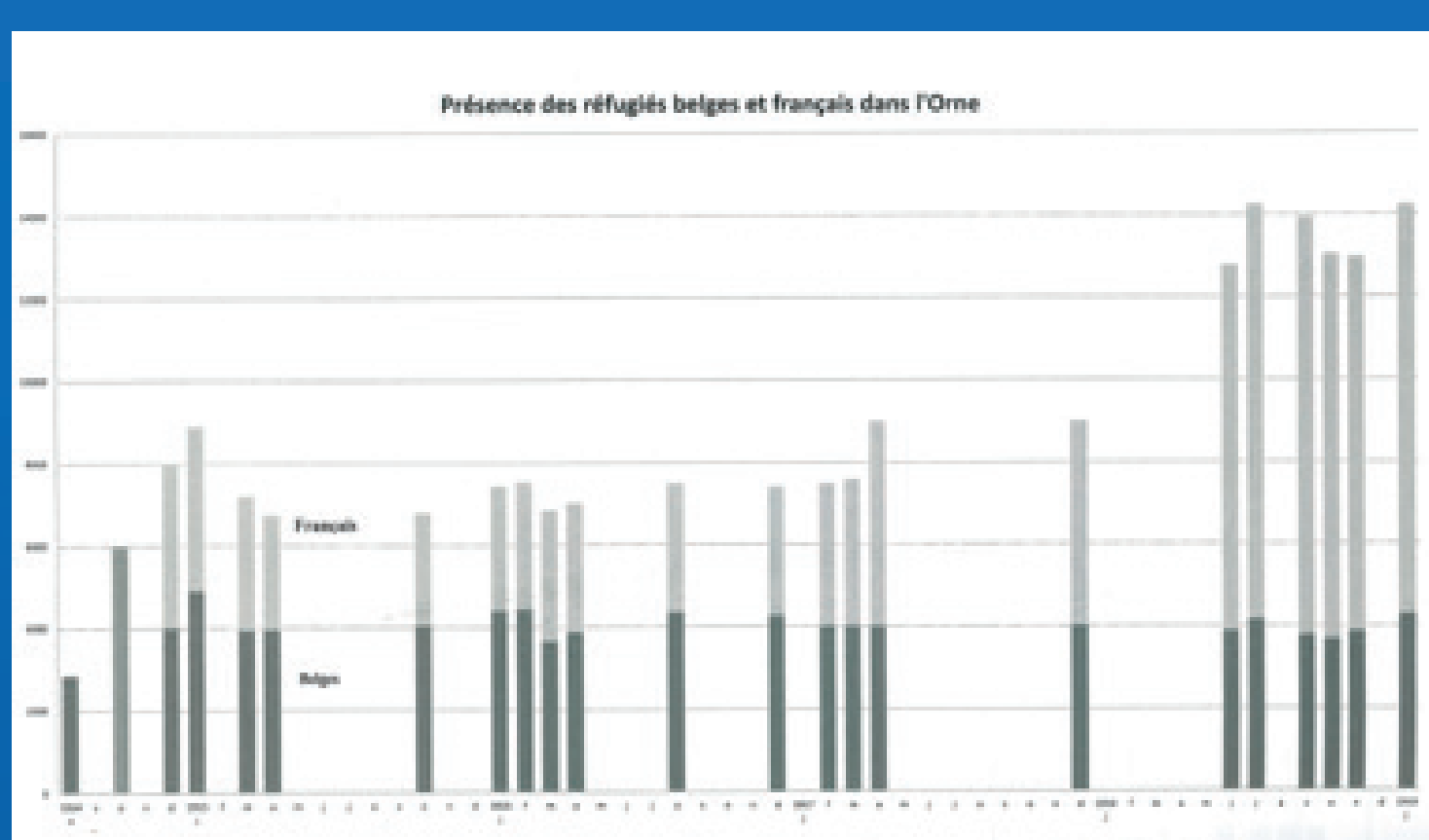
Malgré la qualité de cet accompagnement, récriminations et tensions apparaissent des deux côtés et s'accroissent au fil des mois.

Après l'armistice, le temps du retour commence. Néanmoins, plus d'un millier de réfugiés décident de s'installer définitivement dans l'Orne.

« *Nous sommes venus réfugiés pauvres et fiers (...) nous rentrerons nobles et fiers* » (déclaration d'un réfugié à La Ferté-Macé).



Message du Préfet de l'Orne aux habitants du département, paru dans *L'Avenir de l'Orne* (30 août 1914)
(Arch. dép. Orne, PER 5066 / 39)



Nombre de réfugiés présents dans l'Orne d'août 1914 à janvier 1919
(Gérard Bourdin, *L'Orne et l'arrière (1914-1918)*)



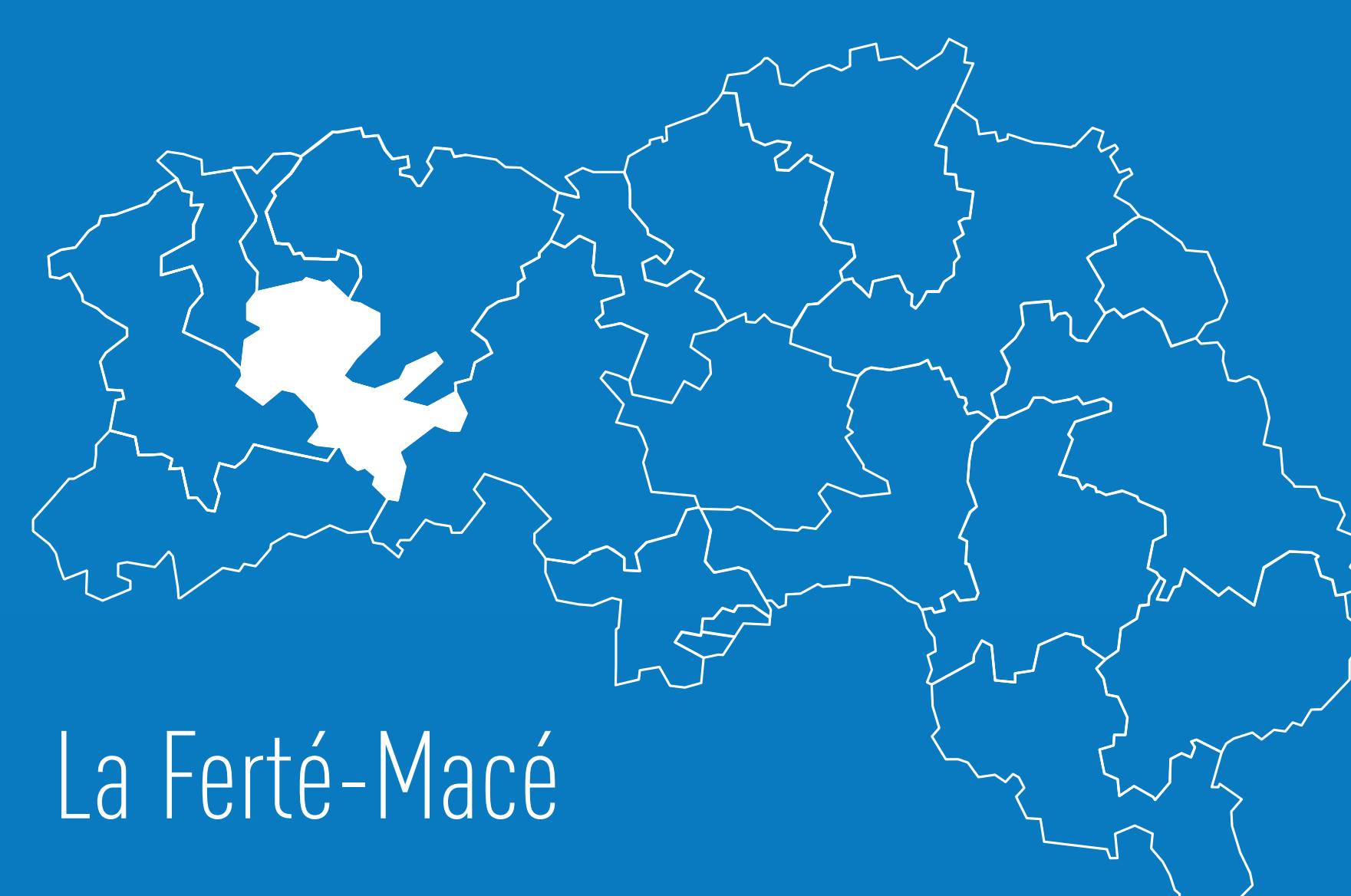
Mortagne-au-Perche, les cheminots belges réfugiés (octobre 1914)
(Médiathèque de Mortagne-au-Perche)



Léon Lhommas

Le 5 décembre 1914, le préfet Leneveu confie à Léon Lhommas, agent voyer d'arrondissement, l'organisation du service des réfugiés. Marié à la trésorière de l'hôpital 108, ce « républicain militant », qui a structuré en 1903 le groupe républicain de Mortagne, arrive à Alençon en 1912. Membre de la Ligue des bleus de Normandie et président de la Ligue des Droits de l'Homme, il se dépense sans compter lors de ses tournées dans les villes et villages du département pour résoudre les problèmes et améliorer la situation des réfugiés.
(Arch. dép. Orne, DICTUS 17102)

Les indésirables dans l'Orne



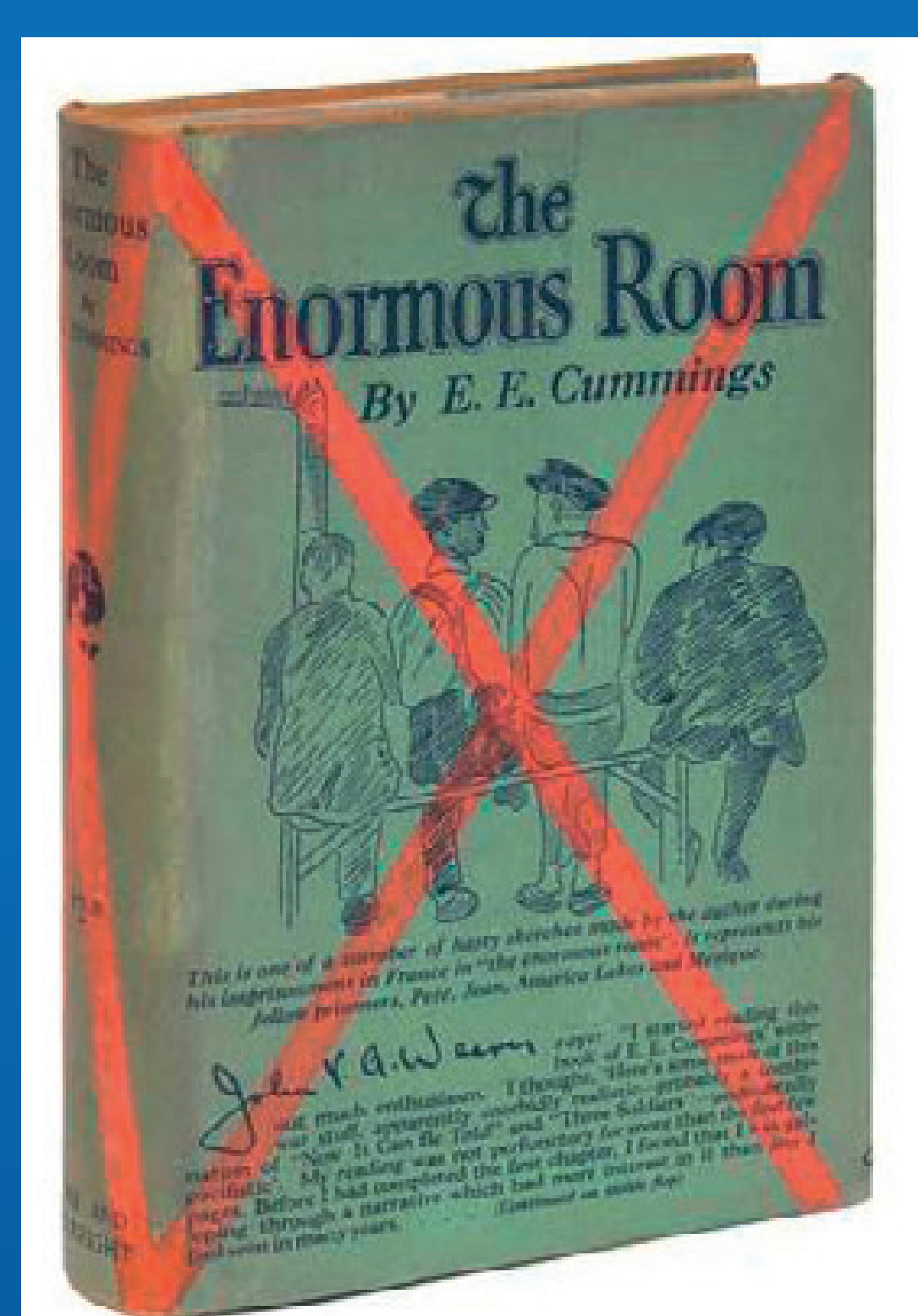
La Ferté-Macé



Affiche préfectorale présentant le règlement pour l'accueil et l'hospitalisation des étrangers réfugiés (août 1914)
(Arch. dép. Orne, M 1158)



Flers, commissariat de police, étrangers attendant leur correspondance (22 août 1914)
(Arch. dép. Orne, M 1158)



Edward Cummings, *The Enormous Room* (1922)
(Collection particulière)



Édouard Brissy, La Ferté-Macé, dépôt de triage, grand dortoir des hommes (février 1916)
(Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense, SPA 15 D 1491)

Définition : « *Il s'agit d'étrangers (des pays neutres ou alliés) ou des Français dont la présence est jugée indésirable dans la zone des armées ou dans le camp retranché de Paris* » (Jean-Claude Farcy). Deux types de camps sont installés dans l'Orne : un des trois camps de triage en France dans l'ancien séminaire de La Ferté-Macé, et un « camp de concentration » (terme employé à l'époque pour un camp d'internement) aussi appelé « dépôt de suspects » ou d'internés, rue des Tisons à Alençon.

Le camp de triage de La Ferté-Macé

En février 1915, dans le Petit séminaire de La Ferté-Macé, laïcisé en 1907, un camp de triage, « le plus important des dépôts » d'après le journal *Le Matin* ouvre ses portes. Avant sa fermeture, le 12 août 1919, le camp reçoit 6 118 « suspects », qui séjournent entre trois semaines et deux mois, dans des conditions épouvantables. « *Tout respire l'enfermé, barbelés autour de la cour, fenêtres murées, séparation entre sexes, alternance pour les repas, uniques retrouvailles à la messe le dimanche* ».

L'écrivain américain Edward Cummings, interné de septembre à décembre 1917, décrit son quotidien dans *L'énorme chambre*, en insistant sur la promiscuité, la saleté et l'ennui auxquels s'ajoute la bêtise des gardiens.

L'Orne, terre des camps

Tout commence en août 1914, car « *les étrangers issus des pays ennemis sont considérés comme des « indésirables »* » (*Journal de l'Orne*, 14 août). En août-septembre, le département considéré comme « centre de refuge » reçoit plusieurs milliers d'étrangers-réfugiés venant des Empires centraux. Cantonnés à Alençon, Flers, Sées, Mortagne et La Ferté-Macé, ils sont contrôlés, surveillés avant d'être orientés vers la Bretagne et le Sud-Ouest.

Cas particuliers : les Alsaciens-Lorrains dont plusieurs résident dans l'Orne. Reconnus de « sentiments purs » pour la France, les non-naturalisés (après 1872) bénéficient d'une « carte tricolore » tandis que les autres sont maintenus dans des camps d'internement temporaires.

L'autorité militaire, pour éviter « toute gêne au déroulement des opérations militaires » envoie 60 à 70 000 « suspects » vers 60 à 70 camps. À La Ferté-Macé, les évacués de la zone des combats et du camp retranché de Paris passent par le « camp de triage ». Là, une commission se réunit deux fois par mois pour éclaircir l'état-civil, la nationalité, les activités des suspects dont une partie de « suspectes » se livrant à la prostitution.

Une partie de ces « indésirables » est dirigée vers un « camp d'internement » qui fonctionne de 1917 au 3 février 1919 à Alençon, 82 rue des Tisons (Montsort). Dans les locaux loués d'une ancienne fabrique de toiles pour avions, s'entassent 100 à 300 suspects dans des locaux, où sous un règlement draconien, ils peuvent faire des travaux rémunérés dans le camp ou en ville.

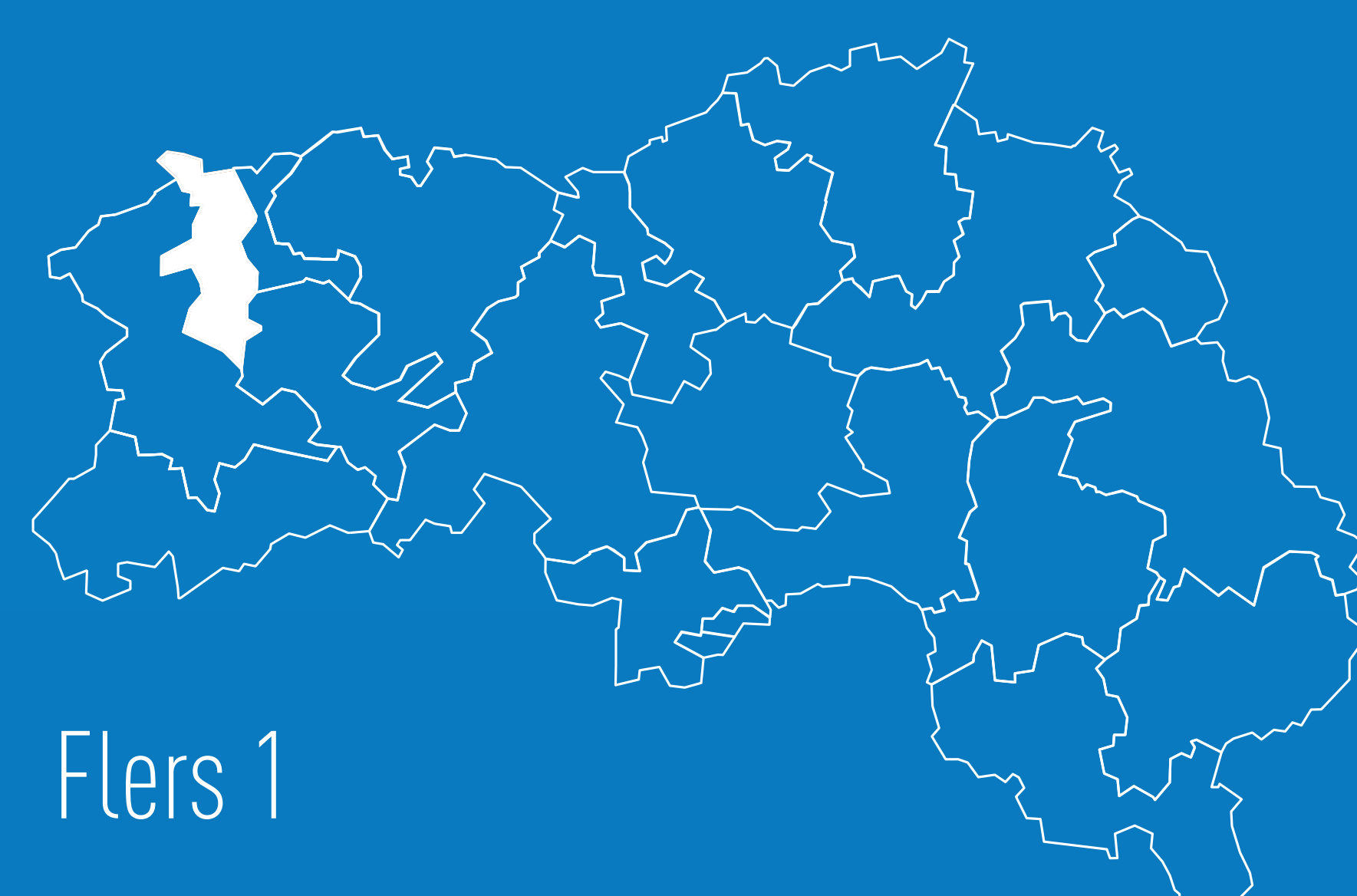


Hermine Fontaine

Née en Belgique de parents français, Hermine Fontaine est arrêtée par les autorités de son pays le 31 mars 1915 à Londres, où elle habitait avant les hostilités. Suspectée d'espionnage, elle est écrouée à la prison de Furnes (Belgique) mais se pourvoit en cassation. À Bruxelles, en raison de la guerre, la cour ne siège plus et l'affaire reste pendante. Le 18 juin 1917, elle est transférée de la prison d'Amiens vers le dépôt de suspects d'Alençon en compagnie de deux autres codétenues. Elle est libérée le 2 octobre 1918 sur décision du ministre de l'Intérieur mais continue de travailler au dépôt de suspects d'Alençon jusqu'à la fin de l'année 1918, date de sa fermeture.

(Arch. dép. Orne, M 1244)

Soigner les blessés



Flers 1



Bagnoles-de-l'Orne, la gare, groupe de blessés (sans date)
(Collection particulière)

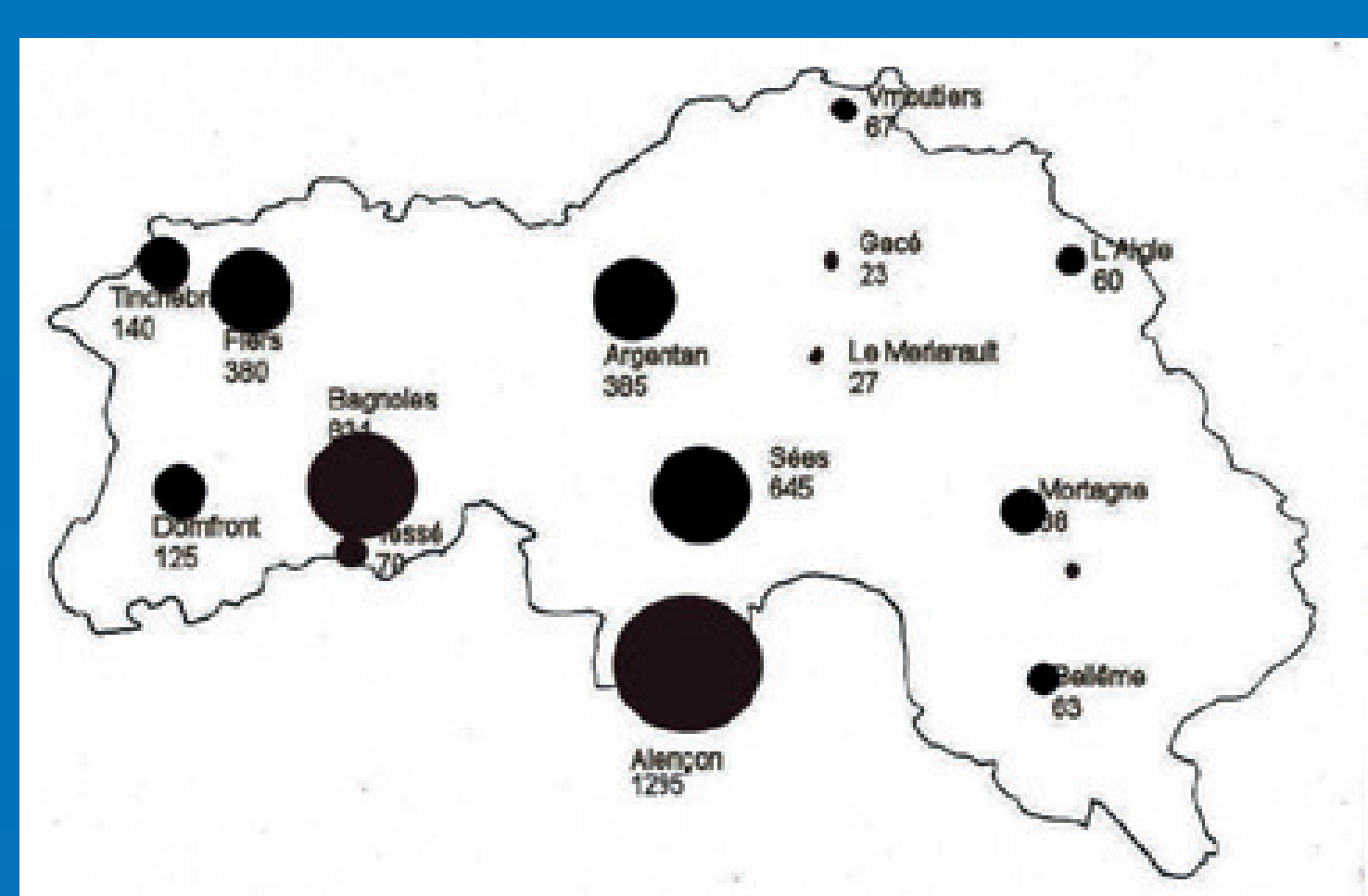
En 1914, 6000 soldats sont soignés dans l'Orne. 3740 blessés arrivent du 25 août au 2 septembre après la bataille des Frontières.

Flers, un modèle de la bienfaisance mobilisée

Le 31 août, 700 blessés descendent des wagons. Les institutions scolaires sont requises, laïques ou religieuses. Au Cœur-Bleu, les institutrices et les dames du quartier deviennent infirmières «nettoient les pieds meurtris qui n'avaient pas déchaussé depuis plus de vingt jours». Les 6 et 7 septembre, en arrivent plusieurs centaines. Le 5 octobre, 400 blessés entrent en gare. D'autres estropiés et malades arrivent de Flandres en décembre.

Les différents types d'hôpitaux

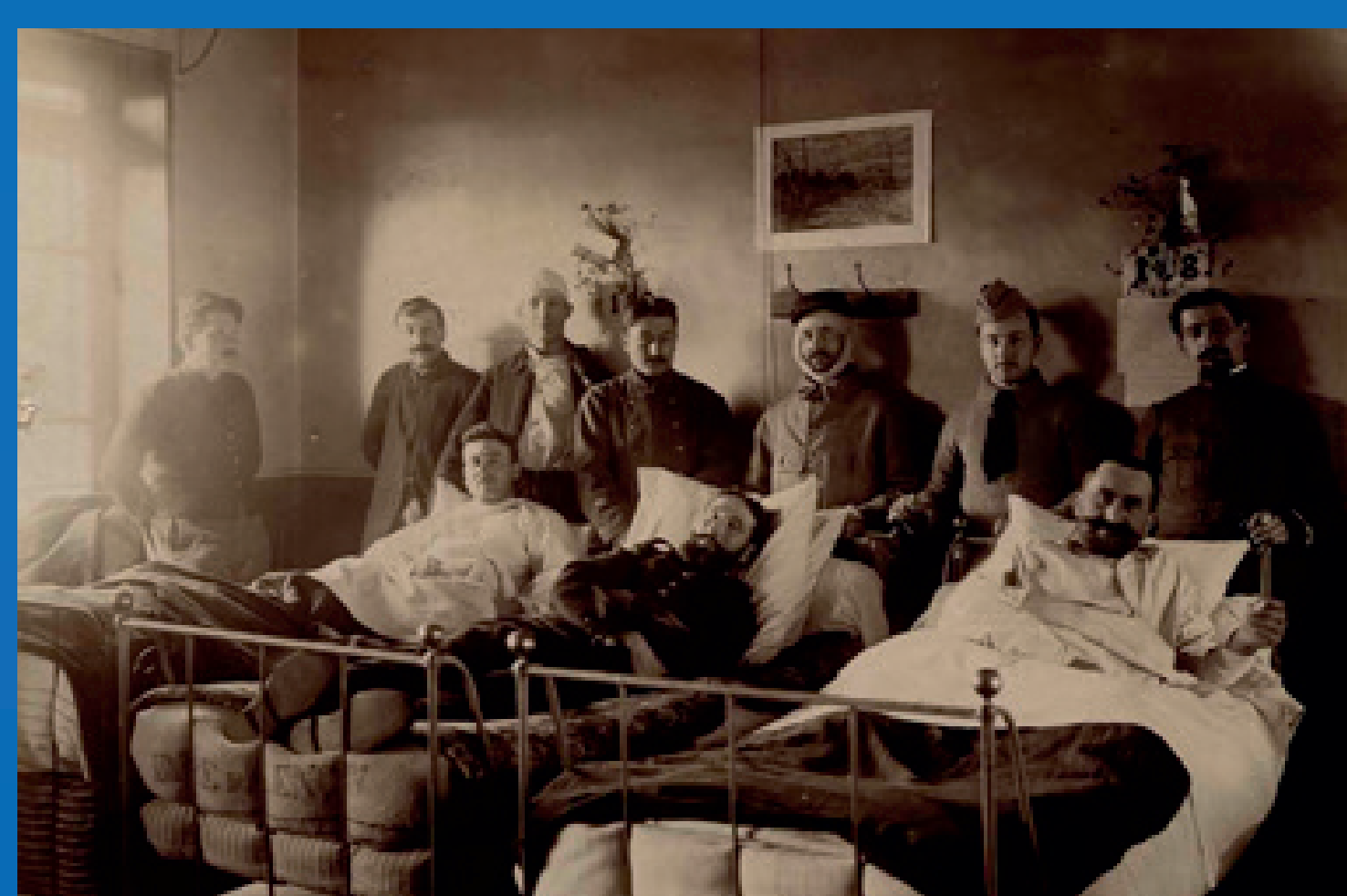
Le centre du Cœur Bleu ferme, la vie sanitaire s'organise dans l'urgence, sans panique. L'hôpital civil devient hôpital mixte et reçoit 50 militaires. La Croix-Rouge organise des hôpitaux auxiliaires, réservés aux cas les moins graves, à Sainte-Marie et au Petit séminaire. Des bénévoles ouvrent leurs propres ambulances, au Collège, au Petit séminaire, chez les Petites sœurs des pauvres.



Nombre de lits organisés (16 juin 1917)
(Arch. dép. Orne, R 400 / 1)

Les grands centres sanitaires ornaïses

En 1915, 35 hôpitaux sont recensés sur 15 communes, 8 sont à la fois civils et militaires. On compte aussi 10 hôpitaux complémentaires (dont le Grand Hôtel et l'Hôtel des Thermes à Bagnoles). La Croix-Rouge organise 14 sites auxiliaires (le lycée d'Alençon, le plus grand centre auxiliaire ornaïse, et l'École normale de filles, le Petit séminaire de Sées, ect.). À Flers, en mai 1916, Marie Lehueur, infirmière, veuve d'un négociant en tissu, aidée par Joseph Duhazé, le plus grand patron du textile, achète une maison bourgeoise et installe cinquante lits. L'hôpital bénévole de Tinchebray fonctionne jusqu'en 1918.



Alençon, hôpital auxiliaire n° 23, salle de chirurgie n°1
(1915)
(Arch. dép. Orne, 46 Fi 37)

En juin 1917, seul le quart des lits est occupé

À partir de juin 1916, le nombre des soignés diminue, les militaires cherchant à regrouper les blessés. En juin 1917, seul le quart des lits est occupé. En 1917, Flers se maintient surtout par Sainte-Marie : 141 blessés en juin 1917, 109 en décembre. En 1918, les dernières offensives provoquent de nouvelles arrivées et Saint-Martin de Sées abrite jusqu'à 550 convalescents.



Flers, hôpital auxiliaire de la Croix-Rouge Sainte-Marie, groupe de blessés (sans date)
(Collection particulière)

Un grand chirurgien

Les chirurgiens acquièrent une pratique spécifique. En novembre 1916, en présence de plusieurs médecins, le docteur Beauchef, chirurgien-chef à l'hôtel-Dieu d'Argentan, extrait une balle de la pointe du cœur d'un soldat. « Avec mille précautions », entre les pulsations, il incise le péricarde, vide l'abcès, enlève le projectile.

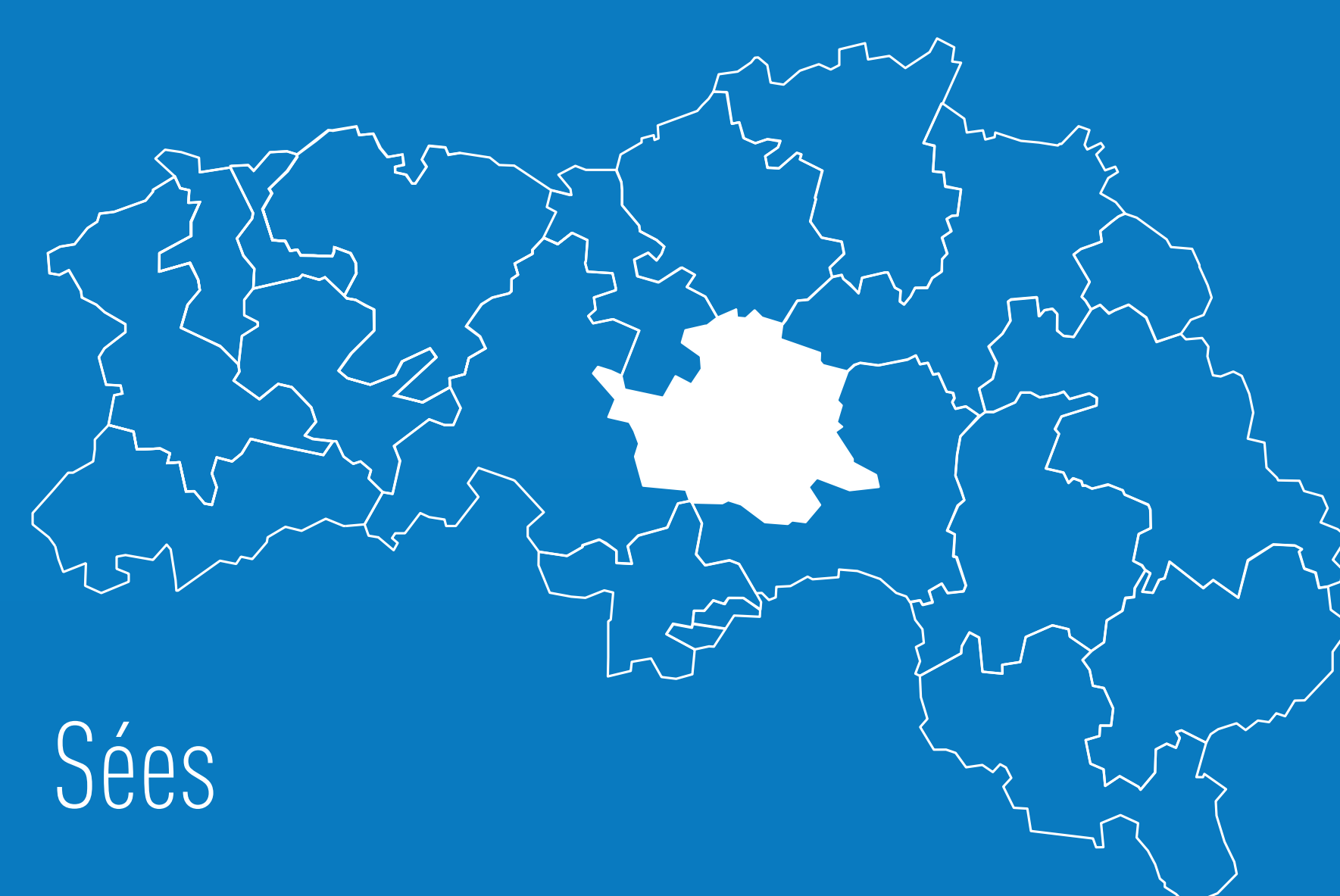


Camille Loupie

Camille Loupie, 51 ans en 1914, est la directrice de l'hôpital auxiliaire Sainte-Marie de Flers. Femme de tête et de cœur à l'« ascendant merveilleux », au grand talent d'organisation, elle obtient dévouement et fidélité du personnel, et un administrateur la compare à une « reine ». Les soldats l'appellent « Maman Loupie ». Après leur départ, les soldats continuent à lui écrire. En octobre 1918, elle reçoit la médaille de vermeil de la Croix-Rouge.

(Collection particulière)

Le clergé et la vie religieuse



Sées

Après la loi de séparation des Églises et de l'État en 1905, la Grande Guerre permet l'intégration de l'Église catholique par le biais de l'*Union sacrée*. Dans l'Orne, département rural et majoritairement catholique, l'action du clergé consiste principalement dans le soutien moral et spirituel des habitants.

Le clergé sàgien et son action

w

À l'arrière, Mgr Bardel et ses servants participent à l'appel pour défendre « la Patrie en danger » durant la mobilisation, puis à l'effort de guerre qu'accompagne une forme de piété de guerre. Dans le canton de Sées, l'évêque prône l'*Union sacrée*, patronne plusieurs œuvres caritatives, préside les cérémonies dont la fête des moissons à Sées où une procession est dédiée par les agriculteurs à Notre-Dame-des-Champs.

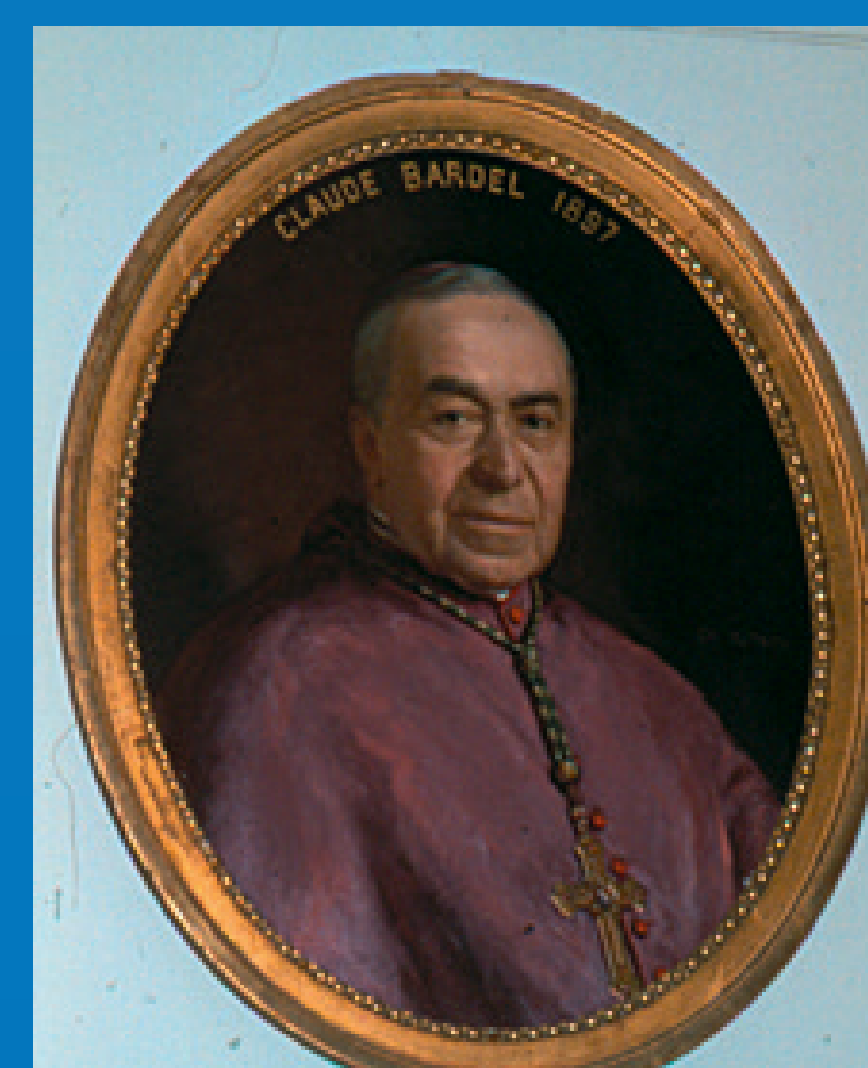
La vie religieuse dans l'Orne

Pour les clercs et les fidèles, la Grande Guerre a considérablement bouleversé le rythme et le déroulement de la vie religieuse. Après la mobilisation, la pratique religieuse connaît un regain avec une réorganisation du culte et une plus grande fréquentation des églises, notamment par les femmes. Les sentiments religieux et patriotiques concourent à rassembler les fidèles pratiquants ou occasionnels. Les Ornais placent leurs attentes et leurs espoirs dans une dévotion renouvelée dans le Sacré-Cœur, dans les figures traditionnelles de Marie et de Jeanne d'Arc ou de plus récentes comme Thérèse de Lisieux. Pendant plusieurs années, la vie de la communauté est rythmée par les offices, les cérémonies et les prières adressées à la mémoire des défunts.

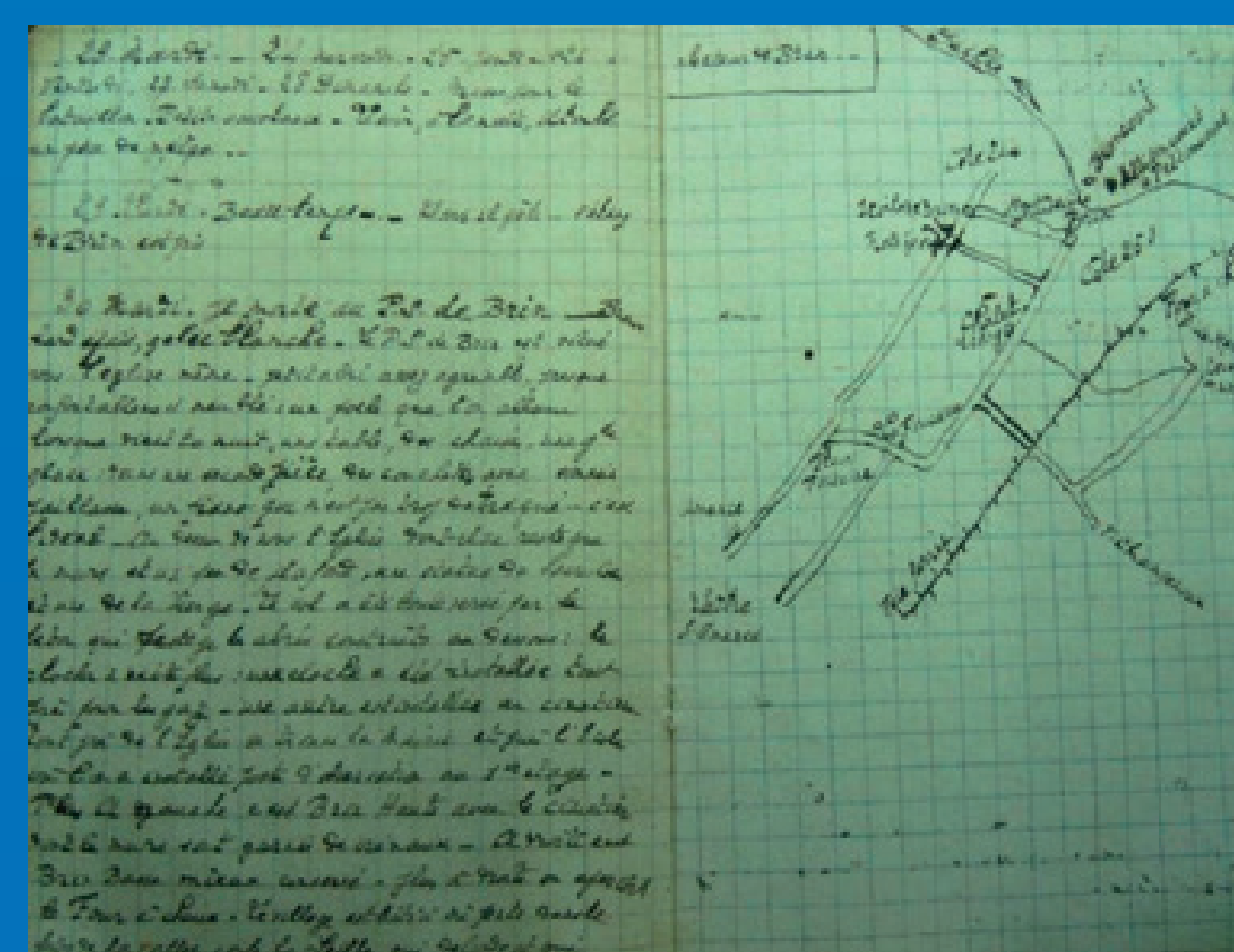
Par la parole et le geste, Mgr Bardel incite ses ouailles à consoler, soigner mais aussi à combattre pour une paix juste. Mandements et lettres pastorales encouragent les catholiques à œuvrer dans le domaine de la « bienfaisance » en venant en aide à toutes les victimes du conflit. Il s'appuie sur l'engagement de ses prêtres et des femmes de toutes conditions sociales dans les domaines de la santé et de la *caritas*.

À partir de 1917, les appels à la paix du pape Benoît XV, auxquels l'évêque de l'Orne s'associe, introduisent une « fracture » entre une partie des fidèles et la hiérarchie.

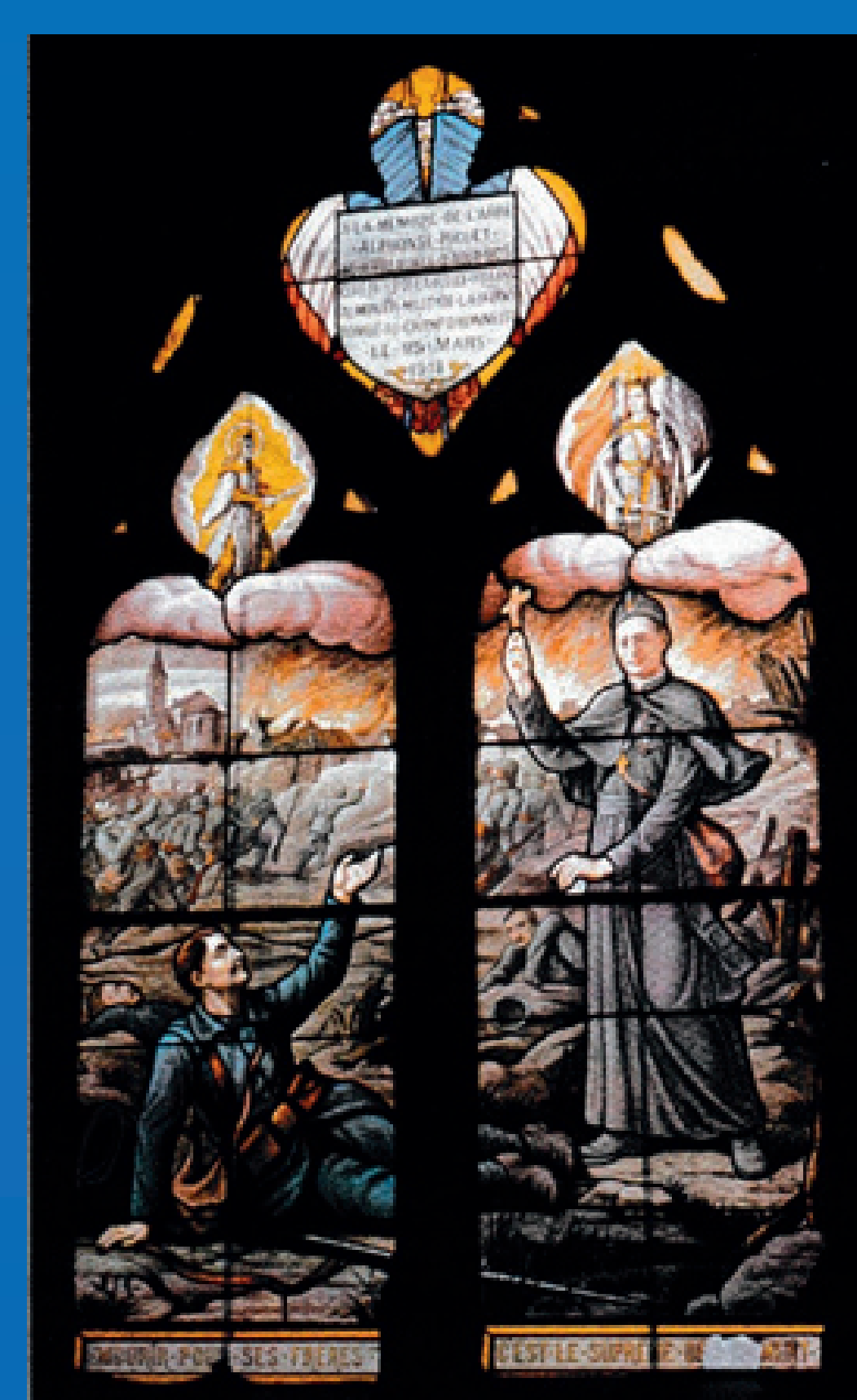
Après le 11 novembre 1918, l'évêché et les fidèles souhaitent rendre hommage aux « morts pour la France » en participant à l'édification de monuments aux morts et au financement de plaques commémoratives et de vitraux.



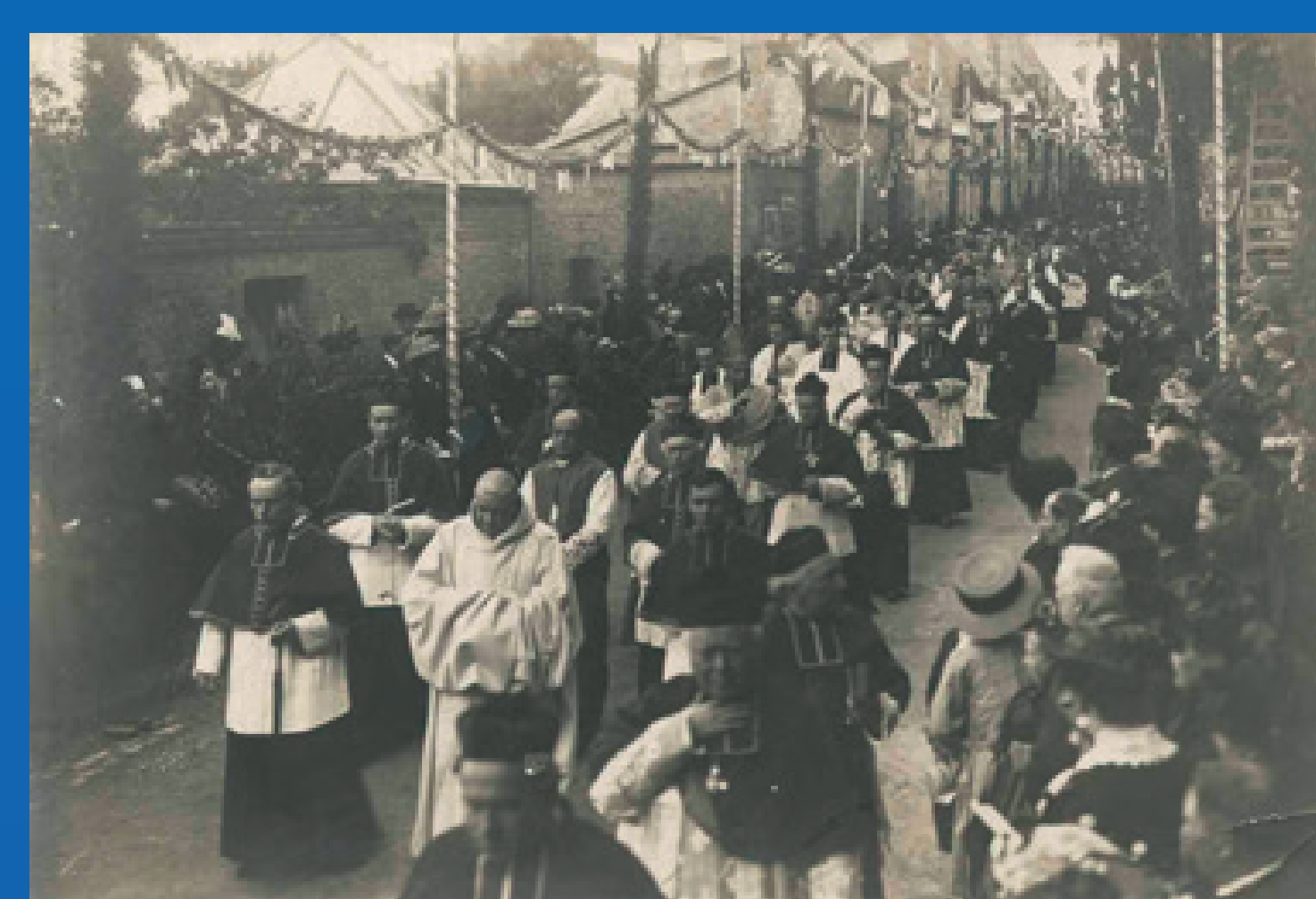
Claude Bardel, évêque de Sées (sans date)
(Évêché de Sées, galerie des évêques)



Alphonse Savary, carnet de guerre (30 novembre 1917)
(Arch. diocèse Sées, 127/1)



Uberty et Chaisereau. Vitrail de l'église de Préaux-au-Perche représentant l'abbé Riguet Alphonse, né le 2 août 1873 à Préaux-au-Perche, infirmier et aumônier militaire, mort le 28 mars 1918 des suites de ses blessures dans le Feld Lazareth de Guiscard (Oise) (1918)
(Arch. dép. Orne, 4 Fi 337/5)



Sées, fête de la Basilique de l'Immaculée Conception (9 juin 1914)
(Arch. dép. Orne, 2 Fi CP 996/95)

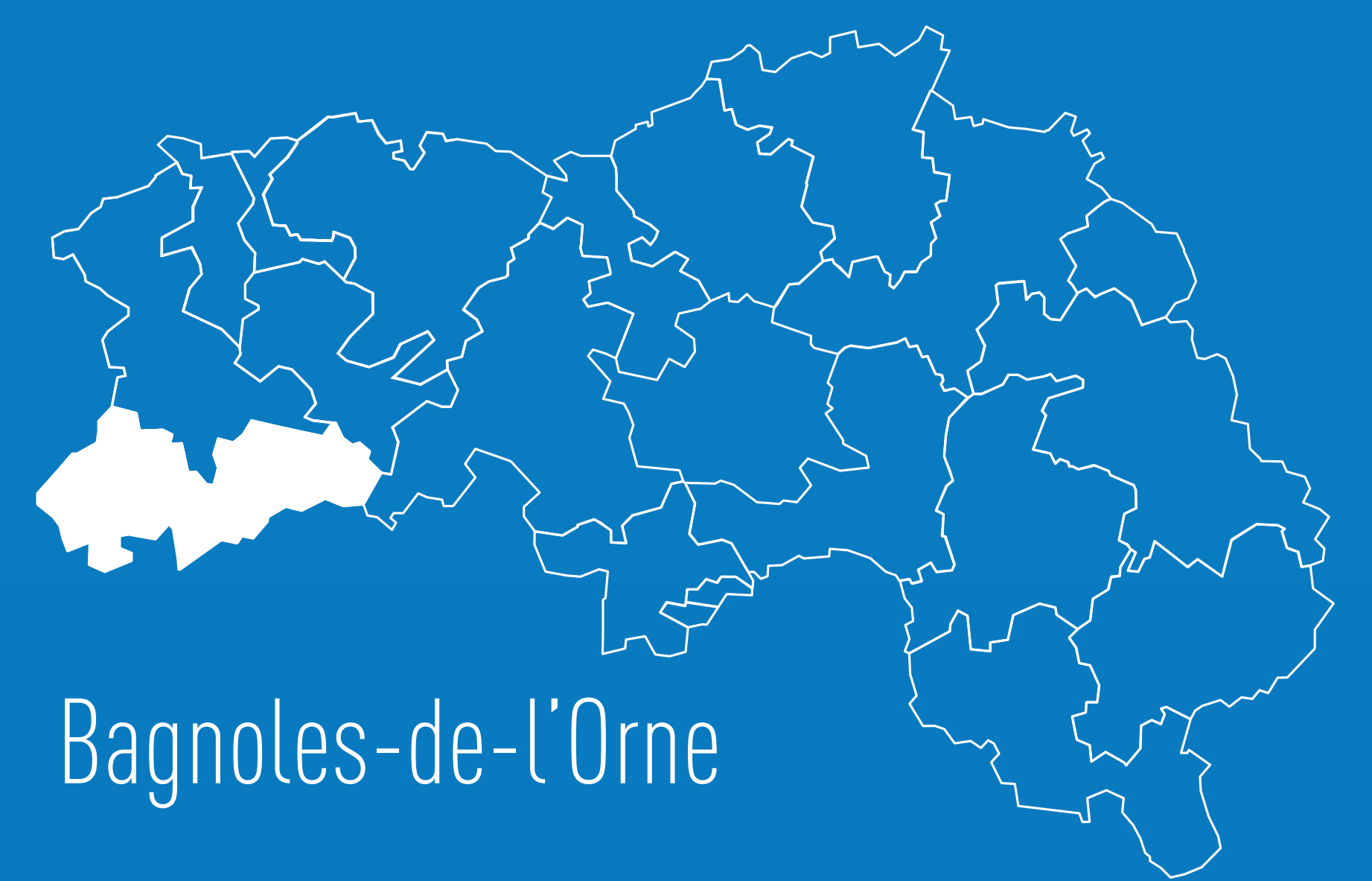
Guy du Bouillonney

Né en 1888, Guy du Bouillonney, élève du collège Saint-François-de-Sales, prépare sa prêtrise au Grand séminaire de Sées. Après trois années à Rome, il est ordonné prêtre le 17 décembre 1910. À côté de l'abbé Jehan de Romanet, son voisin, il est nommé vicaire à Notre-Dame de Mortagne le 13 juin 1912. Réformé en 1914, il est incorporé au fort de Vincennes le 17 février 1915. D'abord, aspirant au 26^e bataillon de chasseurs à pied, il est aumônier avec quelques séminaristes. Blessé en Champagne puis en convalescence à Mortagne, il meurt le 17 octobre 1918 de la grippe espagnole.

(Chanoine Guesdon, *L'abbé Guy du Bouillonney*, La Chapelle-Montligeon, 1919)



Les prisonniers de guerre



Bagnoles-de-l'Orne



Sées, carrières de Fontaineriant, poste français et camp des prisonniers allemands (1917)
(Arch. dép. Orne, 2 Fi CP non coté)

La Grande Guerre est nouvelle par le nombre de prisonniers, par leur long exil. Près de 7 millions de militaires furent capturés et internés pendant plusieurs années dans des camps de détention. Pour la France, les capturés sont estimés à 600 000, soit 7% des mobilisés. L'Allemagne compte presque autant de soldats détenus en France. Leur sort est présenté dans la presse comme cruel, et leur libération devient une motivation du combat.

Les prisonniers allemands en France

En 1915, le ministre de la Guerre fait connaître au général Faurie, commandant la 4^e région, les conditions adoptées pour l'utilisation des prisonniers de guerre aux travaux agricoles afin de pallier la pénurie de main d'œuvre nationale. En juin 1917, 585 prisonniers de guerre allemands sont à la disposition du département de l'Orne pour effectuer ces travaux : quoique répartis sur tout le territoire, aucun n'est présent dans le canton de Bagnoles-de-l'Orne.



Paul Lancre, La Perrière, ferme de la Grange, prisonniers allemands travaillant à la machine à battre (14 octobre 1918)
(Arch. dép. Orne, 86 Fi 3 / 7829)

En revanche, il existe d'autres cantonnements : six compagnies de prisonniers de guerre allemands sont parquées dans plusieurs camps du département de l'Orne, au service du Corps forestier canadien. La 38^e compagnie, « quelques centaines de boches » selon *L'Écho de La Ferté-Macé*, et la 102^e compagnie sont en forêt d'Andaine et sillonnent les routes forestières de Bagnoles-de-l'Orne, Juvignysous-Andaine et Saint-Michel-des-Andaines.

Plus de 3 000 Allemands ont été prisonniers dans l'Orne entre 1914 et 1918.

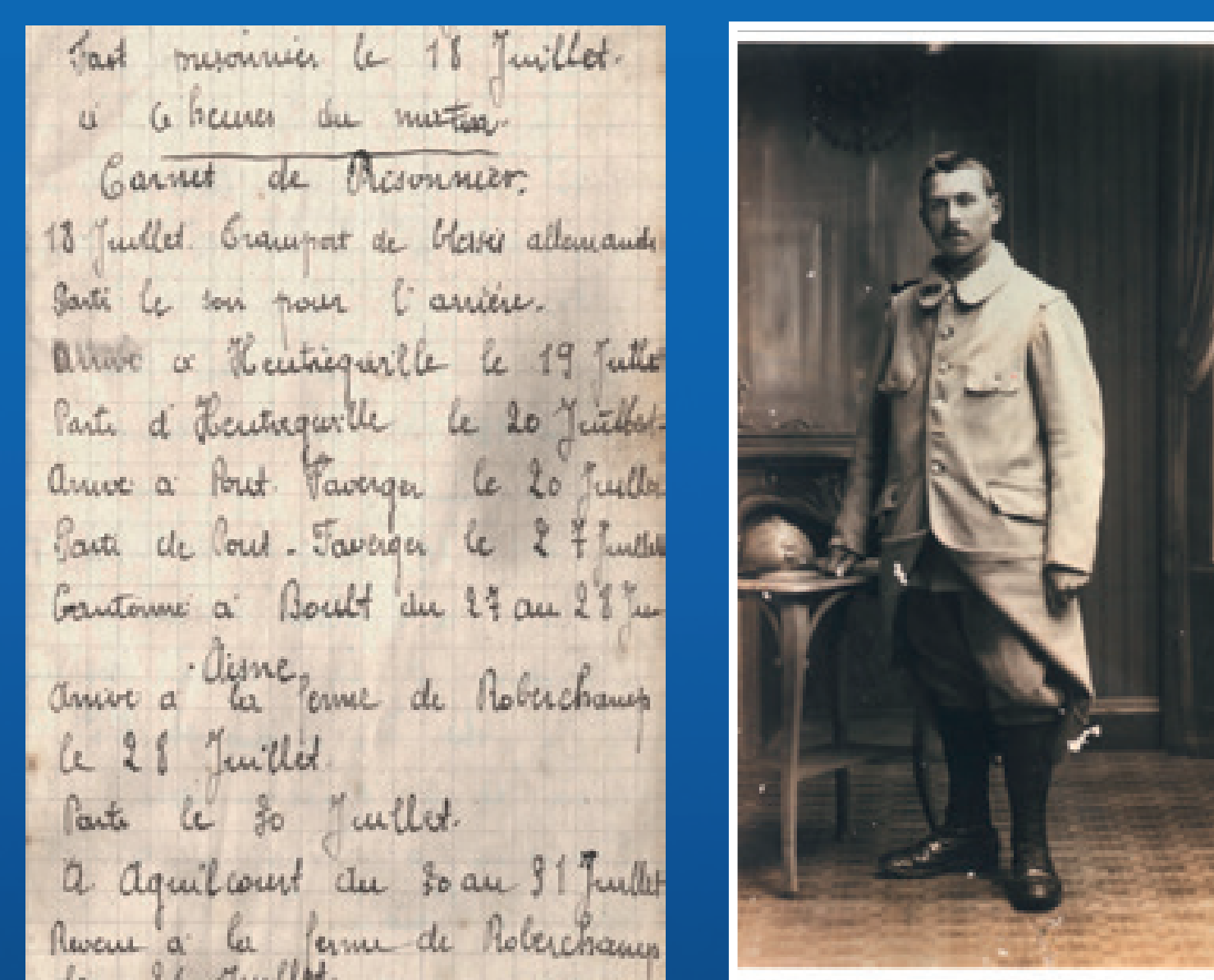
Les prisonniers français en Allemagne

La guerre de mouvement est brutale, surtout pendant l'invasion d'août et de septembre 1914. Pas seulement en blessés et en morts : dès 1914, plus de 205 000 prisonniers français sont décomptés, un tiers des captifs de toute la guerre.

Bagnoles de l'Orne, liste de prisonniers de guerre en Allemagne (3 juillet 1915)
(Arch. dép. Orne, R 904 / 1)

Quelques mois seulement après le début de la guerre, la population découvre la capture de masse. En juillet 1915, on recense 177 prisonniers dans les communes qui forment aujourd'hui le canton de Bagnoles-de-l'Orne. Toutes en dénombrent, à minima un seul pour Saint-Denis-de-Villette, mais jusqu'à 17 pour Saint-Mars-d'Égrenne et même 21 pour les communes de Céaucé et de la Chapelle-Moche.

Les élus tentent de donner une réponse aux inquiétudes. Le Conseil général autorise la publication des listes fournies par la Croix-Rouge française et subventionne l'association dite « *Les Nouvelles du Soldat* ». Le comité départemental d'aide aux prisonniers qui fédère les bureaux locaux recense 1518 captifs en 1915, le préfet de l'Orne en compte 1803. Des prisonniers à qui les comités de secours ornaïes font parvenir près de 60000 colis entre 1916 et 1918.



Photographie et carnet de guerre de Victor Chardon, né à Céaucé le 21 septembre 1893. Après quatre années de guerre, il est fait prisonnier dans le secteur de Suippes (Marne) le 18 juillet 1918. Il est libéré après l'Armistice (1914-1918)
(Arch. dép. Orne, 1 Num 55 / 2)

Ils fournissent à l'Allemagne une main d'œuvre corvéable : à partir des 120 camps principaux, ils sont répartis dans une multitude de sites de travail aux réalités variées, souvent acceptables dans les exploitations agricoles. En Allemagne du nord ou de l'est, les conditions de détention sont souvent plus difficiles, parfois inhumaines.

Plus de 3000 Ornaïes ont été prisonniers en Allemagne entre 1914 et 1918. Qu'ils soient Allemands ou Français, l'armistice leur redonne la liberté.

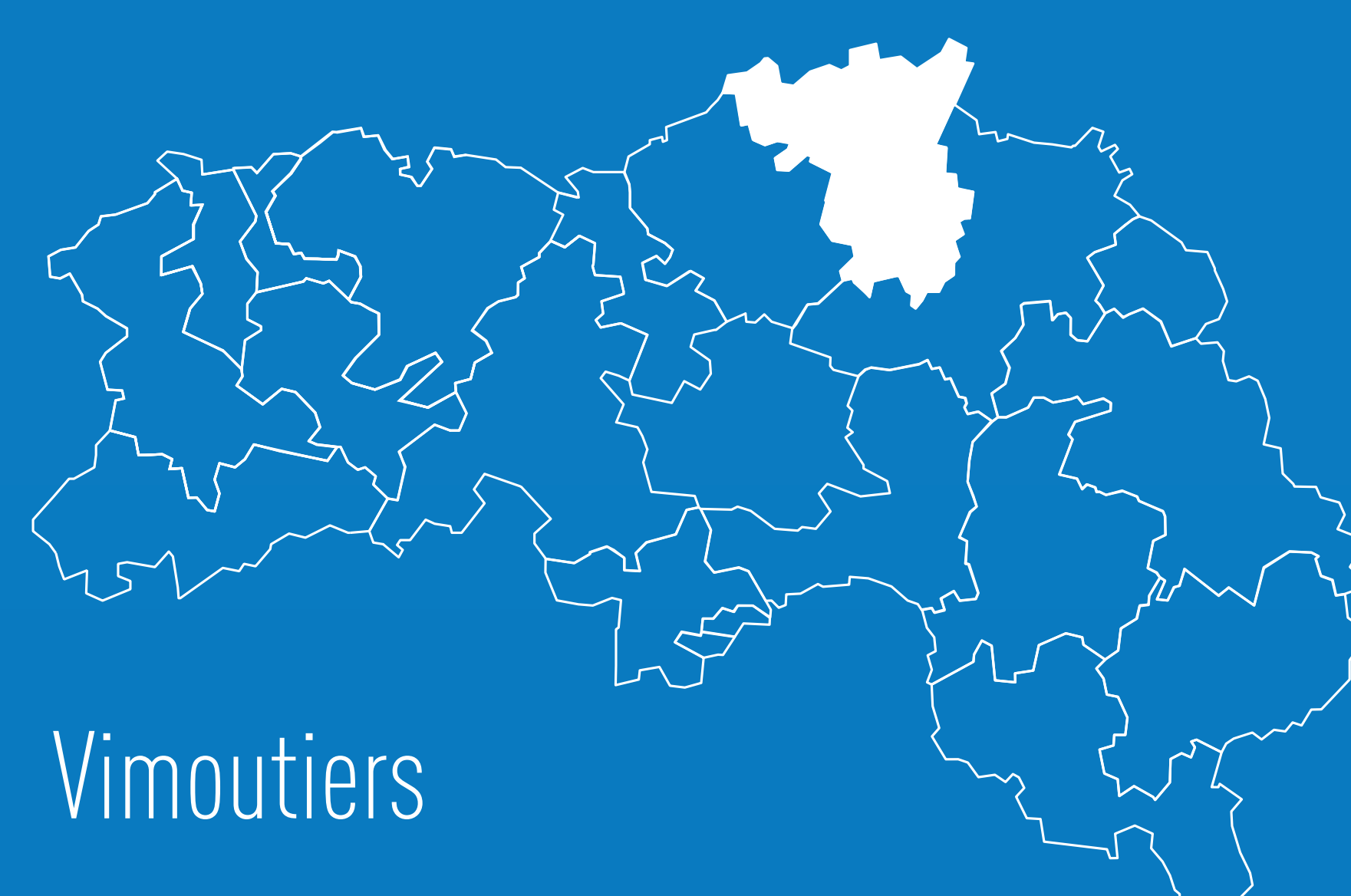


Octave Dallier

Au début de la Première Guerre mondiale, Octave Dallier est fait prisonnier à Ethe, lors de la bataille des Frontières. Il se dit alors « en bonne santé, bien traité et bien soigné ». La correspondance qu'il adresse à ses parents nous renseigne sur ses conditions de détention. Colis et mandats reçus de sa famille l'aident beaucoup. Instituteur, considéré comme un intellectuel, il profite dans un premier temps de conditions de détention favorables mais elles se durcissent au fil du temps. Durant quatre années de travaux forcés, le courrier qu'il reçoit et l'espoir d'une libération prochaine lui permettent de surmonter cette épreuve. Le 1^{er} décembre 1918, il écrit une dernière fois à ses parents depuis l'Allemagne : « je me réjouis à la pensée de vous revoir bientôt et voudrais déjà être près de vous ».

(Arch. dép. Orne, 1 J 1018)

Les agriculteurs dans la Grande Guerre



Vimoutiers

Pendant la guerre les paysans ont trois missions ; répondre aux réquisitions de l'armée, nourrir la population des villes et des bourgs, rendre une ferme exploitable au mari ou au fils mobilisés. 25 000 paysans sont mobilisés, soit 55% des hommes de la terre. La terre manque de main-d'œuvre, de plus en plus de champs sont « couchés » en herbe.

Le Pays d'Auge s'adapte aux nouvelles conditions, grâce au lait et au fromage

Ce terroir recense de nombreux petits producteurs et une vingtaine de fromageries, dont trois à Vimoutiers. Fermée en 1914, la maison Gautier affine à nouveau fin 1916, fabrique en 1917 21 000 camemberts et 7 000 livarots. Fromager à Chambois, vice-président du Syndicat des fabricants du véritable camembert de Normandie, Louis Serey propose le 22 décembre 1917 d'affecter une journée de production entière au profit des soldats. Des démarches sont menées auprès de l'Intendance. Fin 1917, elles aboutissent : 400 caisses sont commandées par jour.

L'Orne répond aux réquisitions demandées par l'armée

En Basse-Normandie, première région herbagère de France, le Pays d'Auge est le symbole de cette activité. Pendant l'été et l'automne 1914, malgré les intenses réquisitions en bétail, il réussit à protéger ses vaches laitières et à conserver suffisamment de foin. Les réquisitions reprennent en 1917 et 1918. Les cas de rétentions deviennent fréquents.

En 1914, les chevaux ornais sont modérément ponctionnés.

En 1918, lors de grandes offensives, l'Armée ponctionne 10 000 bêtes mais le cheval unique est protégé. La force de trait n'est pas vraiment menacée. Le Sap recensait 100 chevaux formés en 1914, en 1918 encore 65.

À partir de juin 1916, le gouvernement cherche à contrôler l'alcool de cidre, utilisé pour stabiliser les explosifs. En 1917, la distillerie Leroy de Gacé fonctionne à nouveau après un contrat passé avec le service des Poudres.

Pour nourrir l'arrière, il faut des renforts

En 1916, la Société d'agriculture de l'Orne distribue diplômes et primes à 1650 cultivatrices et journalières « méritantes », gardiennes des exploitations. L'opération n'est pas reprise.

En 1916, 1600 jeunes soldats fournissent leurs bras avant leur départ pour le front, appuyés par des paysans de plus de 34 ans en permission sur leur ferme, ou par 263 prisonniers allemands répartis entre de grandes exploitations. Ces appoints sont repris en 1917 et 1918, et de plus, les paysans d'au moins 45 ans sont « rendus » à la terre. En août 1918, ce sont au total 7 000 aides, un pour quatre paysans mobilisés, souvent pour un temps bref. Les réquisitions de la production ne suffisent pas. En août 1917 et 1918, pendant une semaine, Vimoutiers est en pénurie de blé. Seuls une dizaine d'exploitants sont équipés de tracteurs.



Étiquette de boîte du Camembert « Le Poilu » produit par la fromagerie du Mesnil à Lieury dont le régisseur est Pierre Barré, originaire de Champsecret (1918)
(Camembert Museum, <http://www.camembert-museum.com>)



Flers, place du Marché, réquisitions de foin, pesage sur la balance publique et passage devant la commission de réception (1915)
(Arch. aggl. Flers, fonds Duhaizé)



Paul Lancre, Origny-le-Roux, ferme du Chêne. Réformé pour perte d'un œil, Henri Milcent conduit un tracteur (vers 1918)
(Arch. dép. Orne, 86 Fi 3/5011)



Le Renouard, la fromagerie de Désiré Année qui vers 1915 est équipée d'une machine à vapeur afin d'augmenter sa production. Son fils, Amaury, effectue toute la guerre dans différents régiments d'artillerie avant d'être libéré en avril 1919. Il reprend alors avec son épouse l'entreprise familiale.
(Arch. dép. Orne, 2 Fi CP 346)

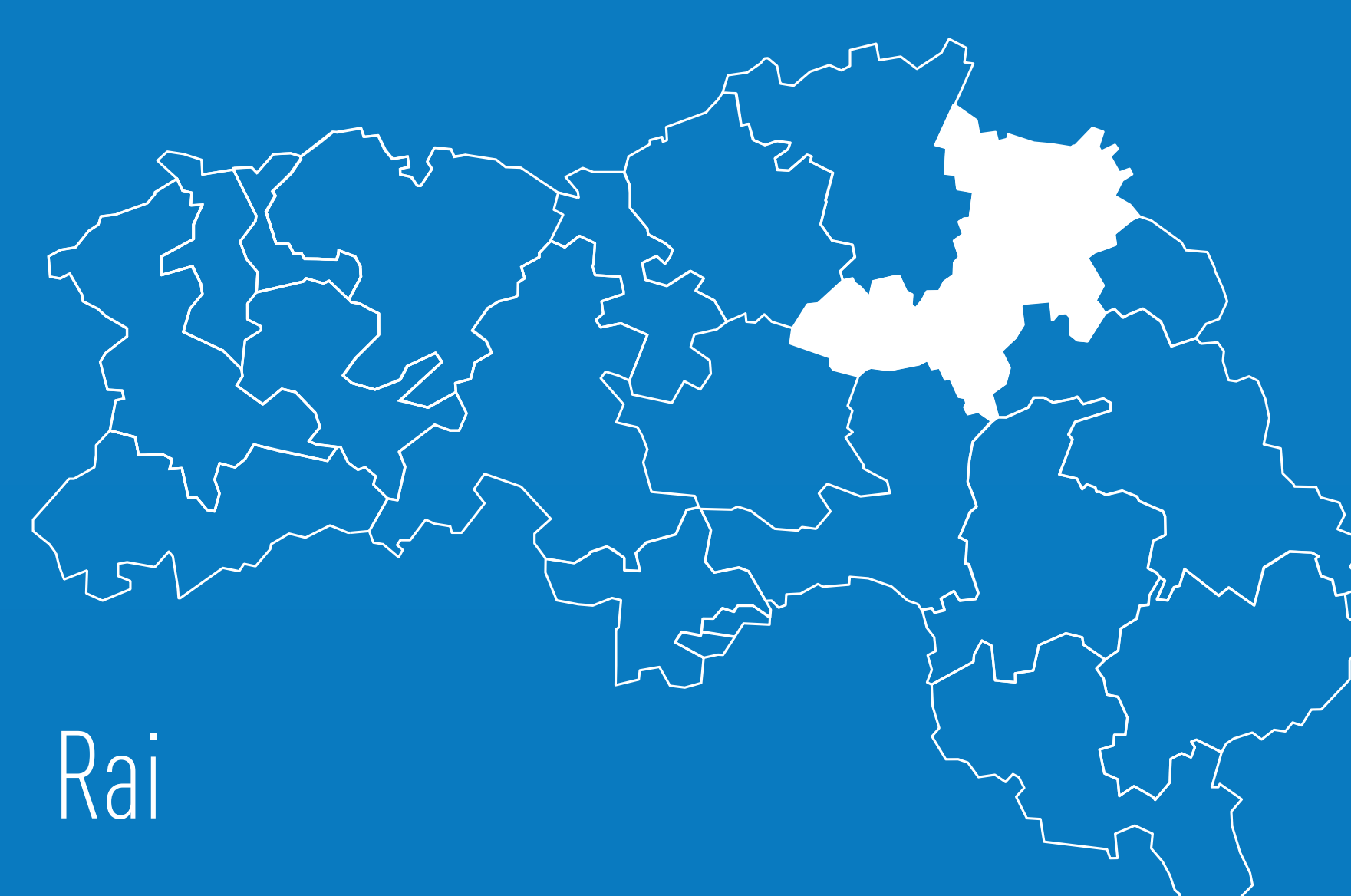
Marie Bodet

Marie Bodet, 44 ans, dirige la faucheuse le 23 août 1916, à La Perrière, près de Pervençères. Elle veille sur une exploitation moyenne, son mari Ansbert étant mobilisé territorial. Le fils aîné a été tué dans la Somme le 25 février 1915, à l'âge de 20 ans. Sa fille et une domestique apportent leur appui. Des prisonniers allemands sont présents. En septembre 1917, Ansbert, 46 ans, sera de retour, définitivement détaché agricole dans son village.

(Arch. dép. Orne, 86 Fi 5/953)



L'élan industriel



Rai

En 1918, 5 000 personnes travaillent pour les troupes si l'on s'en tient aux civils, plus de 6 000 avec les soldats détachés, plus de 8 500 avec les Canadiens, Russes, Chinois, 10 500 avec les prisonniers allemands.

Boisthorel (Rai-Aube), grand monument industriel au service de la guerre.

L'usine passe de 800 ouvriers en 1914 à 1 400 début 1918, dont une bonne partie de soldats mobilisés sur site. D'après Aristide Colin, le directeur depuis 1906, à l'automne 1917, un train de soldats permissionnaires stationne dans la gare de Rai-Aube. Ils remarquent des rames de wagons de charbon. Le combustible sert à l'usine que l'on voit fumer. « *Des embusqués encore ! crache presque le poilu qui a flanqué sa portière* ». Le directeur corrige : « *ces embusqués sont des fondeurs qui travaillent dans un enfer 20 heures par jour pour que les munitions arrivent aux « biffins » comme aux canonniers* ».

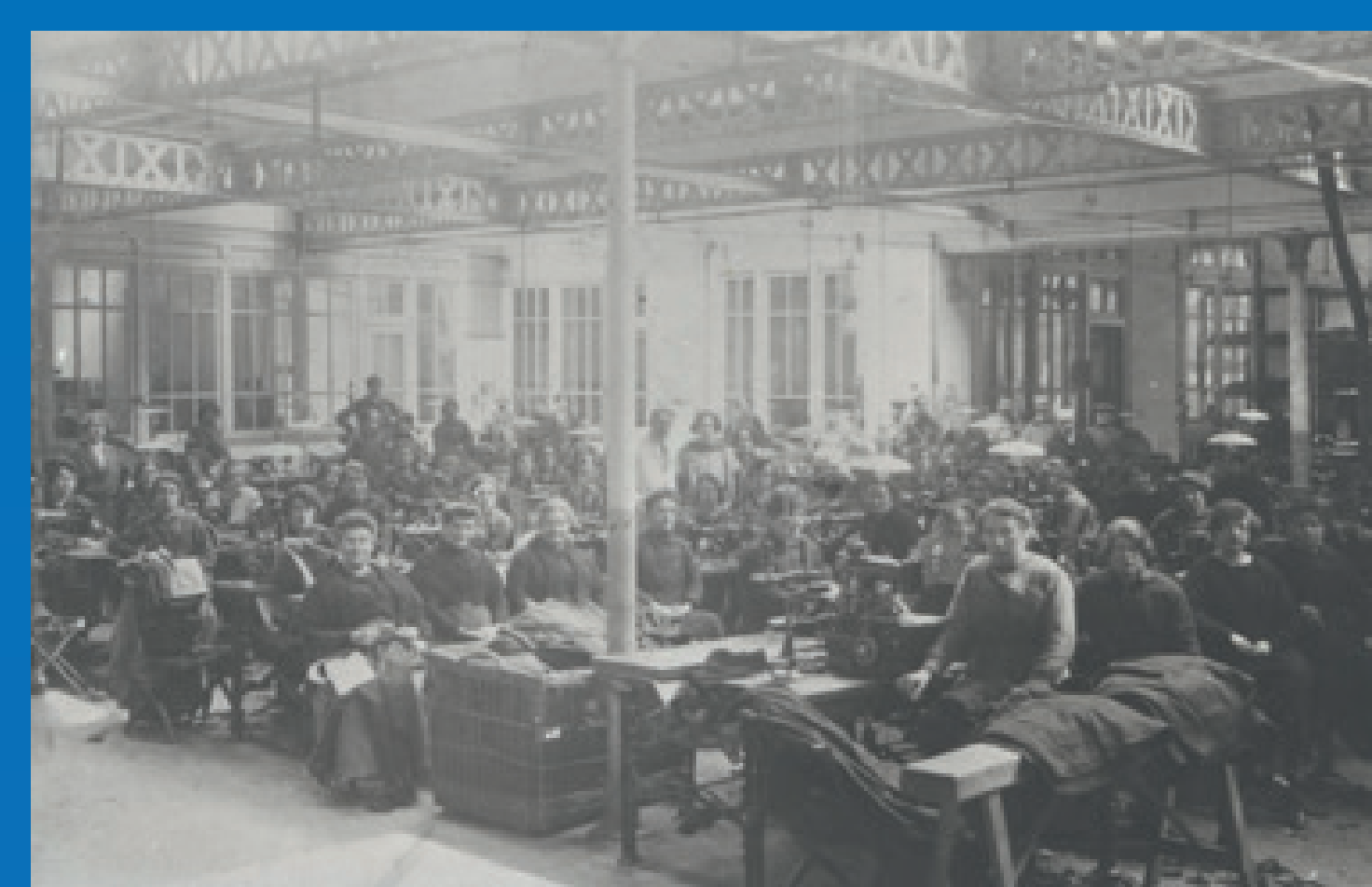


Rai-Aube, l'usine électrique (20 janvier 1916)
(Arch. dép. Orne, M 1926)

Toute la métallurgie se secoue

L'Aigle accueille l'entreprise Fischer et Renard venue de Paris. L'usine Kécheur cisèle des pièces pour moteurs d'avion, livre 2 000 obus par jour, s'accroît de 6 à 300 personnes. Les fonderies de seconde fusion (Randonnai, Irai, Saint-Pierre-des-Loges, Pontchardon) sont dans le mouvement. En janvier 1918, la centrale électrique d'Aube fournit les usines de la vallée de la Risle.

À Flers, de la fonderie Fauvel sortent des grenades. 20 « *munitionnettes* » y côtoient plus de 80 « *costauds* ». Dans l'Orne, les femmes représentent le tiers de la main d'œuvre des usines de guerre. Chez Bohin, à Saint-Sulpice-sur-Risle, elles produisent moins d'épingles, mais effilent pointes et clous pour les bois de tranchée.

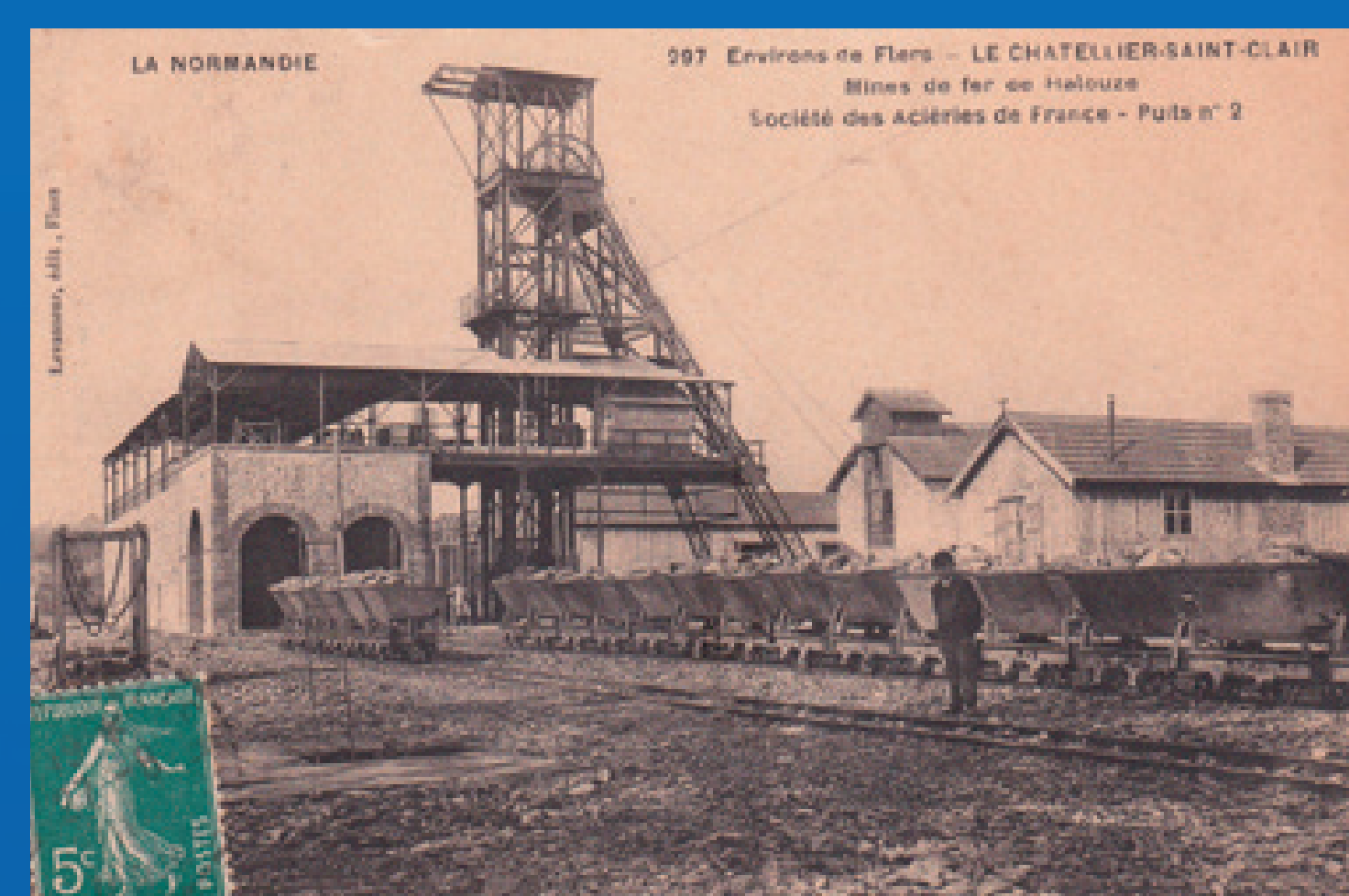


Flers, rue du Théâtre, la confection Louvel
(Arch. aggl. Flers, fonds Delcroix)

Tout le département produit

Au Merlerault, Morel fournit des artifices. En 1916, l'entreprise ouvre à Alençon une autre usine qui impressionne : 100 mètres de largeur, 300 de longueur.

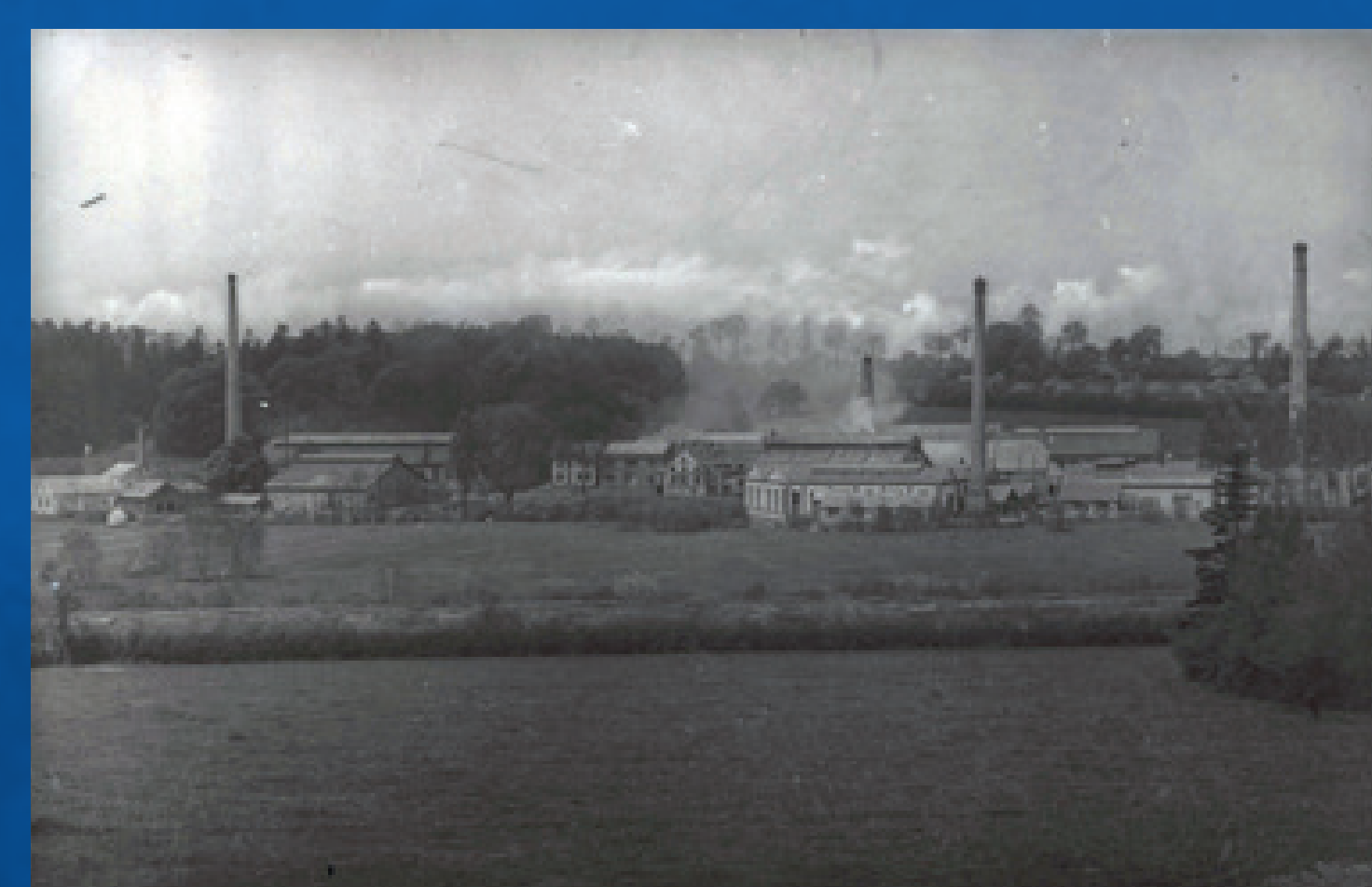
Quatre cents paires de bras du Bocage textile travaillent pour la Guerre, en partie dans l'amiante. À Flers, Louvel confectionne des « *capotes, vareuses et pantalons, 4 000 par mois* » ; la teinturerie dite « *de Saint-Georges* » transforme l'indigo en bleu horizon, « *Nous n'avons jamais chômé* ».



Saint-Clair-de-Halouze, mine de fer, puits n°2, où l'extraction arrêtée en septembre 1914, reprend en novembre 1915 (sans date)
(Collection particulière)

L'Orne fournit des matières premières. Carrières, mines, scieries

Autour de Sées et Chailloué, dans quatre carrières, bagnards ou prisonniers fournissent le ballast aux « routes militaires de la zone des armées ». Les mines du Bocage (La Ferrière-aux-Étangs et Saint-Clair-de-Halouze) se ravivent grâce aux 500 militaires détachés. Le Génie a besoin de bois d'œuvre pour l'étagage des tranchées. À partir de septembre 1916, des Canadiens exploitent la forêt de Saint-Évroult-Notre-Dame-du-Bois, puis abattent dans la plupart des forêts. En 1918, à Alençon, 2 000 personnes travaillent jour et nuit au centre de l'Intendance militaire, produisent galoches et baraques Adrian. Parmi elles, 750 prisonniers et 250 Chinois. À Saint-Martin-du-Vieux-Bellême, Courpotin cisèle 20 000 paires de semelles pour les galoches destinées à l'Intendance et aux usines liées à la Défense. Fin 1917, issus du camp de la Courtine (Creuse), près de 300 captifs russes sont occupés par une dizaine de petites entreprises forestières.



Eugène Pasquís, Rai, fonderie de Boisthorel (sans date)
(Arch. dép. Orne, 1 Num 90 / 3 / 130)

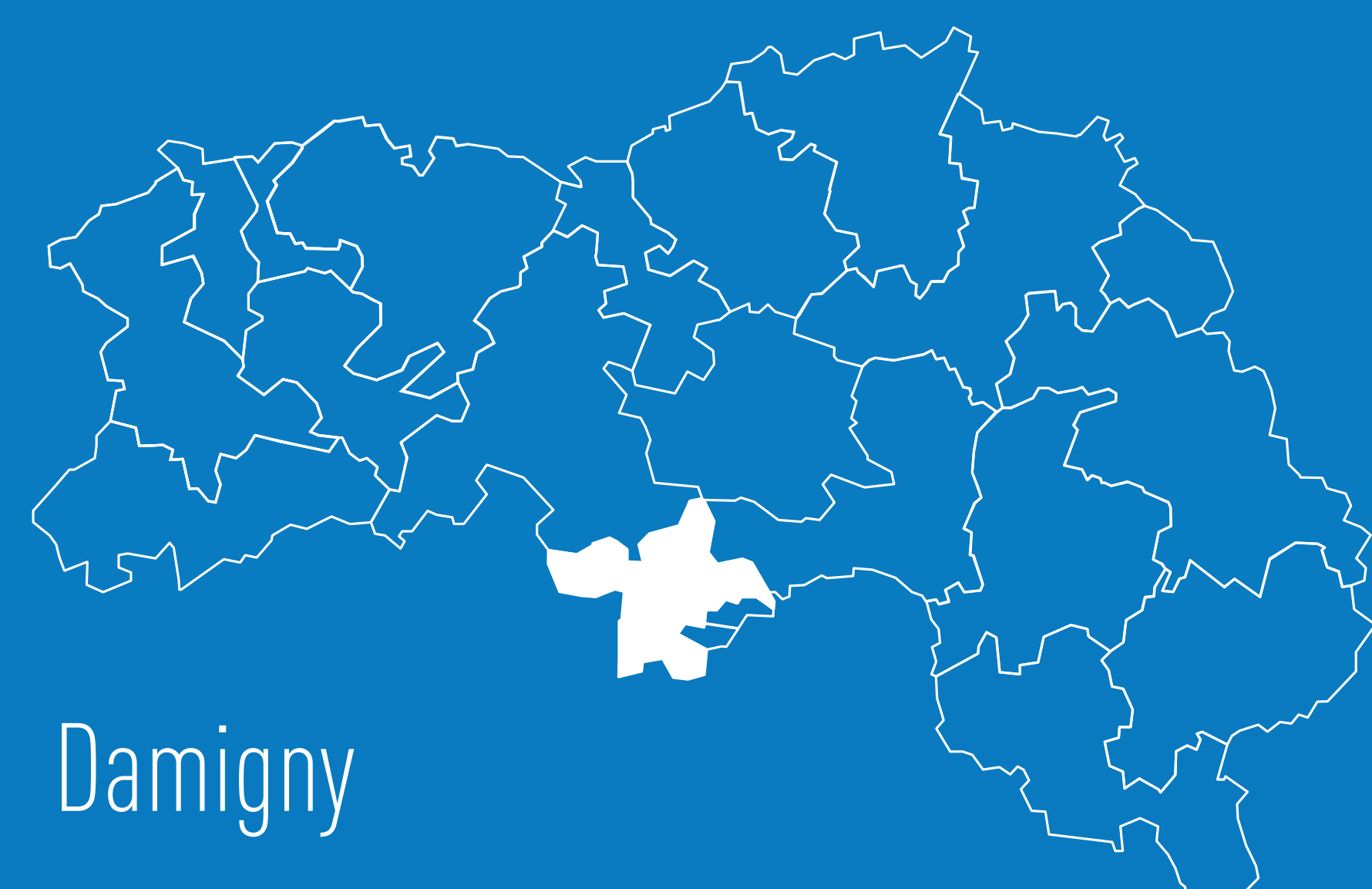
Aristide Colin

Ingénieur, directeur de l'usine de Rai-Aube de 1906 à 1920, Aristide Colin est un spécialiste des alliages liés au cuivre. Il sait répondre à la demande de munitions pour le fusil Lebel dont le chargeur contient huit balles. Colin organise la production : 70 fondeurs fondent chaque jour 110 tonnes de lingots, le laminoir roule 20 heures sur 24. Colin gère la réception des convois. Les trains de coke arrivent « *d'Angleterre par Caen avec les métaux nécessaires* ». La gare de Rai-Aube était « *vite engorgée avec parfois 200 wagons ensemble et demandait asile pour eux à L'Aigle, Saint-Sulpice-sur-Risle et autres gares de la ligne Paris-Granville* ».

(Arch. dép. Orne, PER 5077 /88)



Les Ornaïses et la Grande Guerre



Damigny



Affiche de l'appel aux femmes françaises de René Viviani, président du Conseil (2 août 1914)
(Arch. dép. Orne, M 51)

Parce que la Première Guerre mondiale est une guerre « totale », toutes les composantes de la société sont mobilisées dont les femmes, ces « oubliées » de l'Histoire. Leur rôle devient primordial avec le passage à une guerre longue et inconnue à la fin de l'année 1914.

« Nous avons le travail patient, calme et fort » (Adrienne Blanc-Péridier)

Dans le canton de Damigny leur rôle est double : jusqu'en décembre 1914, elles accompagnent le départ des mobilisés et attendent l'annonce de la Victoire, puis de 1915 à 1918 elles s'adaptent à une guerre « intégrale » et meurtrière qui exige une « mobilisation volontaire ».

L'absence des hommes, la réquisition des véhicules et des animaux dans les fermes, l'état de siège bouleversent leur quotidien d'autant que devenue souvent chef de famille et responsable de l'exploitation agricole, elles remplacent les époux et assurent des tâches nouvelles. Pourvoyeuses d'armes dans les industries de guerre, de soins dans les hôpitaux, de vêtements aux maris et fiancés combattants et prisonniers, elles participent avec ardeur à l'effort de guerre. Bénéficiant d'une faible allocation, affectées par les deuils et la solitude, elles assurent de nouvelles responsabilités dans le foyer : gestion du budget, éducation des enfants, travail et bénévolat en sus des tâches domestiques.

« Debout, femmes françaises » (René Viviani)

Dès août 1914, l'État à travers l'appel du président du Conseil René Viviani, sollicite leur engagement. Pendant cinq ans, les paysannes assurent avec les anciens et les enfants la bonne marche des travaux agricoles. « Vaillantes Françaises », parfois récompensées par un diplôme pour leur travail, elles n'échappent pas au surmenage et à la lassitude en 1917.

En ville, elles remplacent en partie les ouvriers et les employés des services et du commerce. Les autorités publiques font appel à leur dévouement pour venir en aide aux blessés. Dans l'Orne les « anges blancs » servent dans une vingtaine d'hôpitaux « complémentaires » et les maisons de convalescence aux côtés du corps médical. Comme « auxiliaires de la charité », les œuvres de guerre appellent aussi à leur concours pour soutenir moralement et matériellement les mobilisés et les prisonniers, mais aussi pour les réfugiés et les familles en difficultés. Certaines, pour maintenir le lien, établissent une correspondance en tant que marraines de guerre.

Pour toutes les Ornaïses, la vie quotidienne devient chaque année plus dure que la précédente. En quête de travail et des petites annonces, elles fréquentent les ouvriers, puis l'Office départemental de placement. Au quotidien, elles doivent s'habituer à la hausse des prix, à la pénurie de certains produits ainsi qu'à l'abaissement des rations (pain, sucre). Malgré ces difficultés, elles participent à l'« obole des tricoteuses », aux emprunts pour la Défense nationale. En 1918, elles fêtent à leur manière la Victoire : à la joie des retrouvailles s'opposent la douleur et la dignité des veuves.



Paul Lancre, La Perrière, Louisa Veau dirige la faucheuse (30 juillet 1916)
(Arch. dép. Orne, 86 Fi 5/948)



Affiche pour l'emprunt de la défense nationale (1918)
(Collection particulière)



Alençon, hôpital auxiliaire n°23, dames veilleuses de nuit avec probablement au premier rang, au centre, la comtesse Le Marois.
(Arch. dép. Orne, 46 Fi 18)



Élisabeth Le Marois

Née d'Haussonville, grande famille de la noblesse liée à Madame de Staël, épouse de Jacques Henri Léonor Le Marois, présidente du Comité des Dames de la Société de secours aux blessés militaires, elle dirige durant la guerre l'hôpital de la Croix-Rouge (n° 23) installé dans le Lycée d'Alençon avec le concours de la baronne de Sainte-Preuve et la générale La Garenne. Par ses appels à la générosité des Alençonnais, elle permet le fonctionnement de ce grand hôpital (plus de 200 lits) et vient en aide aux blessés et aux malades au moment de leur réintégration dans l'armée.

(Collection particulière)

Veuves et pupilles de la Nation



La mort de près de 11 000 soldats ornaïsi laisse 4 800 veuves et 5 000 pupilles dans la détresse. Les familles brisées ne pouvant plus assumer le quotidien sont nombreuses. Des associations, puis l'État, se mobilisent pour les aider.

L'élan de solidarité

Dès le début du conflit, des associations philanthropiques initient des actions en faveur des veuves, des orphelins, des blessés ou mutilés et leur apportent une aide matérielle, professionnelle, médicale et juridique. Des quêtes, des tombolas et des journées d'appel aux dons sont organisées. Ainsi, à Alençon en 1915, plusieurs journées leur sont dédiées : les 23 et 24 mai pour le Secours national, le 27 juin pour l'Orphelinat des armées, le 26 septembre pour les Éprouvés et en octobre, la Journée de l'Orne.



Charles Foerster, affiche annonçant la Journée nationale des orphelins (1916)
(Arch. dép. Cher, R 1509)

L'État prend la mesure des difficultés

En avril 1916, le préfet de l'Orne obtient des maires le recensement de 1510 « orphelins de militaires » dont 101 pour les cantons d'Alençon. Les familles en « situation miséreuse » doivent lui être signalées. Le caractère extrêmement meurtrier du conflit amène les parlementaires à réfléchir à la prise en charge des mutilés, veuves et orphelins. Ils font preuve d'une grande inventivité juridique mais les réformes adoptées pendant le conflit ne sont principalement appliquées qu'après-guerre.



Insignes vendus sur la voie publique lors de la Journée nationale des orphelins de la guerre.
(Arch. mun. Alençon, 11 Fi 2 et 11 Fi 8)

Pupille de la Nation : un statut unique en Europe

La loi du 27 juillet 1917 instaure le statut de pupille de la Nation. L'État confie à un office, placé sous tutelle du ministère de l'instruction publique, la protection juridique, morale et matérielle des milliers d'enfants devenus orphelins, au cours ou des suites de la guerre, ou dont le parent est dans l'incapacité de remplir ses obligations du fait de ses blessures.

Installé en mai 1918 à Alençon, au 27 rue Saint-Blaise, l'office départemental des pupilles de la Nation rejoint la préfecture en juillet 1924. Des délégués cantonaux identifient les situations délicates et la commission permanente statue chaque mois sur les demandes qui lui sont présentées. En 1924, on dénombre 5 033 pupilles ornaïsi, dont 55 % ont moins de 13 ans.



De Beurves, affiche rappelant la loi du 27 juillet 1917 instituant le statut de pupille de la Nation (1919)
(Arch. dép. Pas-de-Calais, 17 Fi 201)

Les aides de l'office départemental des pupilles

En 1925, l'office attribue 566 subventions pour des frais de maladie (59 382 francs), 186 pour des frais d'études (24 402 francs), 49 pour des frais de vacances (6 000 francs) et 26 pour l'établissement de pupilles (20 000 francs destinés à l'achat de matériel ou trousseau). L'aide la plus courante concerne l'entretien des pupilles (720 610 francs). 1992 enfants, dont 94% ont moins de 13 ans, en sont bénéficiaires.

La loi évolue aussi pour les veuves

En 1914, la législation relative aux pensions militaires est fondée sur les deux lois d'avril 1831 qui allouent une pension aux veuves dont le mari est mort au champ d'honneur. Ces textes n'étant plus adaptés à la situation exceptionnelle engendrée par le conflit, la loi du 31 mars 1919, qui élargit les critères permettant aux femmes de bénéficier d'une pension, est finalement adoptée, après plus d'un an de discussion.



Alençon, le cortège avec les veuves de guerre lors de l'inauguration du monument aux morts (novembre 1922)
(Collection particulière)

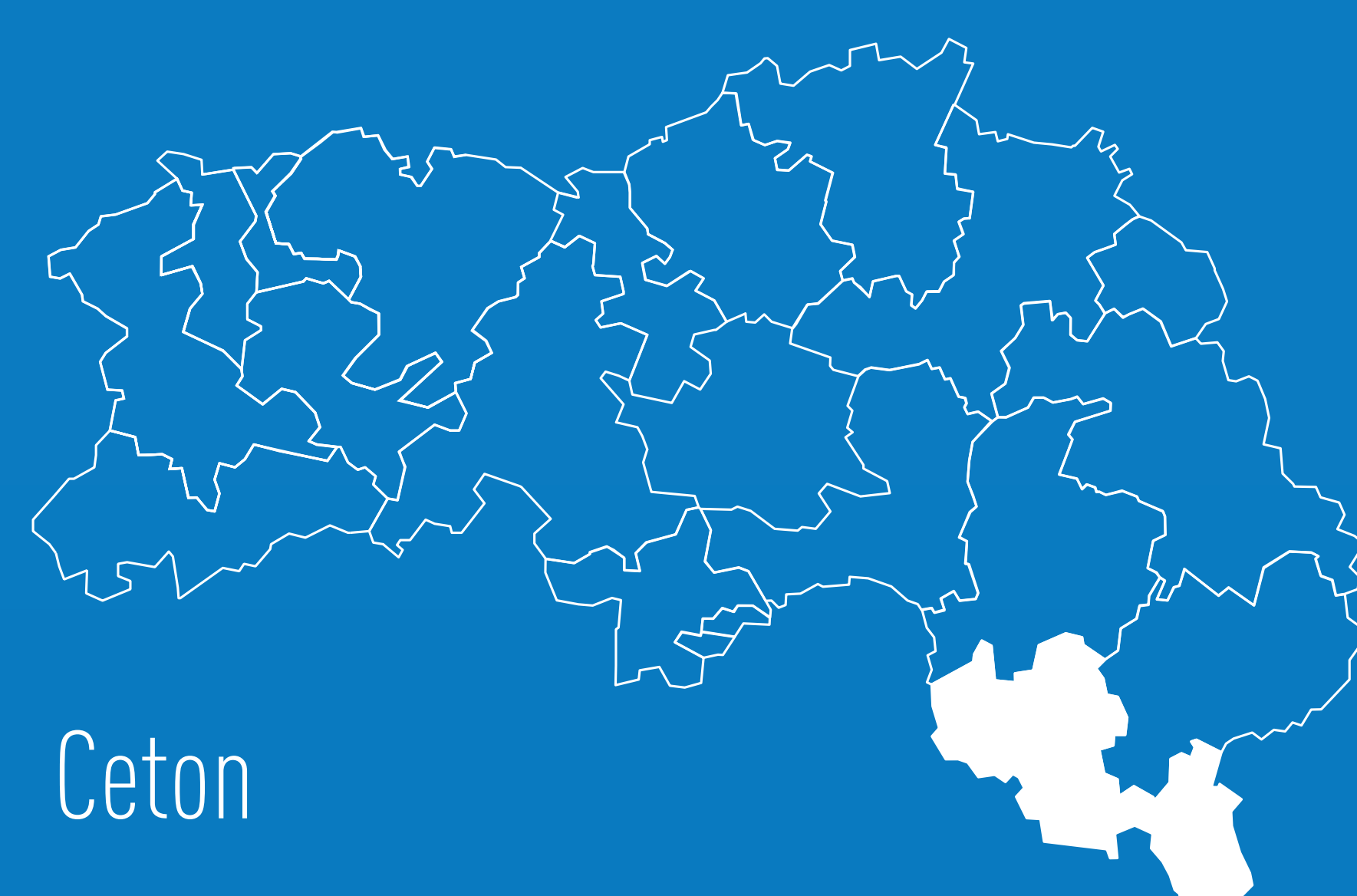
Pierre Huet

À 6 ans, en janvier 1924, Pierre est orphelin. Son père est revenu de la guerre porteur de la tuberculose qui l'a emporté ainsi que son épouse. Placé à l'orphelinat de Giel et soutenu par l'Office des pupilles, Pierre est hospitalisé à Paris où un couple le prend en affection et devient son tuteur. Son état de santé étant préoccupant, sa famille adoptive obtient son placement dans un sanatorium à Leysin en Suisse. Après quelques années de répit, il décède en juin 1936 de la tuberculose.

(Arch. dép. Orne, R 875/2)



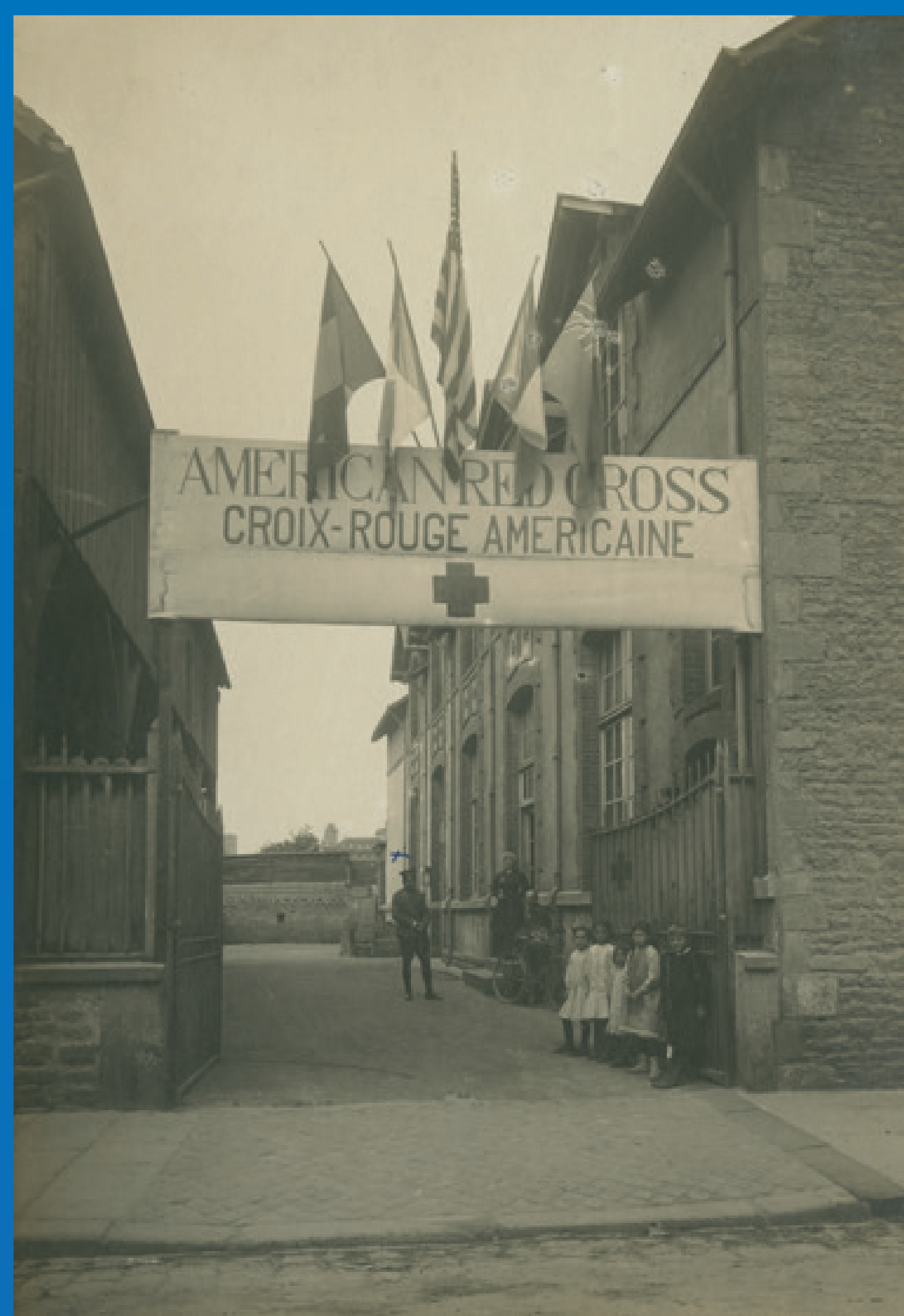
Les Alliés dans l'Orne



Ceton



Eugène Pasquis. Saint-Évroult-Notre-Dame-du-Bois, camp du détachement du 14^e bataillon de fusiliers écossais (1917)
(Arch. dép. Orne, 22 Fi 1402)



Alençon, le lieutenant Paul Henri Bellet devant le siège de la Croix-Rouge américaine (1918)
(Arch. dép. Orne, 66 Fi 1151)



Paul Lancre. La Perrière, camp anglais du Ravalier, la relève de la garde (28 février 1919)
(Arch. dép. Orne, 86 Fi 3 / 240)



Paul Lancre. Gare de Bellême, Canadiens du camp du Ravalier à la Perrière avant leur départ pour le Canada (12 janvier 1919)
(Arch. dép. Orne, 86 Fi 5 / 1415)

Le 28 juin 1914, l'archiduc François-Ferdinand, héritier du trône d'Autriche-Hongrie, est assassiné à Sarajevo, en Serbie. Un mois plus tard, l'Europe s'embrase : l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie sont en guerre contre la Belgique, la France, le Luxembourg, le Royaume-Uni, la Russie et la Serbie. Les pays engagés impliquent leurs colonies dans l'affrontement.

Les bûcherons canadiens dans les forêts ornaises

Le Canada, dominion de l'Empire britannique, s'engage alors dans la guerre : le 28 septembre 1916, une première compagnie forestière arrive en forêt de Saint-Évroult et reçoit le renfort d'un détachement de fusiliers écossais.

En juillet 1917, le premier district du groupe central du corps forestier canadien prend ses quartiers à Alençon : 2 000 hommes vont transiter par les futaies ornaises entre 1916 et 1919.

En 1917, entre Noël et le jour de l'An, la trentième compagnie du corps forestier canadien abandonne La Bellière pour La Perrière, la forêt d'Écouves pour la forêt de Bellême. Rapidement, les baraquements du camp du Ravalier sont édifiés : chapelle, cuisine, douches, écuries, infirmerie, logements, réfectoire, etc. Les officiers, quant à eux, occupent la maison forestière. Moins d'un mois plus tard, la scierie canadienne est opérationnelle. Durant l'été, les Canadiens mettent en service une nouvelle scierie, de facture écossaise, installée au Pont à la Dame sur la commune de Bellavilliers. Peu avant l'armistice, un nouveau camp est dressé à Saint-Martin-du-Vieux-Bellême, près de l'étang de La Herse, si bien qu'à la fin de l'année 1918, près d'un millier d'hommes s'affairent un peu partout en forêt de Bellême.

Britanniques, Belges, Russes, Chinois, Polonais... et Américains

Le corps forestier canadien bénéficie du soutien de l'armée britannique : des objecteurs de conscience du *Non-Combattant Corps*, des compagnies de transport mécanique de l'*Army Service Corps* et des soldats du *Labour Corps* chargés de surveiller les six compagnies de prisonniers de guerre allemands parquées dans plusieurs camps du département de l'Orne.

Des équipes de travailleurs belges et russes travaillent volontairement dans le département comme bûcherons, carriers ou ouvriers agricoles. Durant la Première Guerre mondiale, 40 000 Chinois viennent travailler en France. À Alençon, on retrouve un groupement de 250 hommes qui œuvrent à l'usine militaire, route de Sées. Des Polonais, partisans d'une Pologne indépendante des Empires centraux, arrivent également à Alençon, à Argentan et à Domfront.

Dans son rapport du 7 décembre 1918, le maire d'Alençon annonce « l'arrivée de 150 officiers et de 5 000 hommes de troupe américaine » et invite les habitants « à faire connaître les locaux qu'ils ont à louer, au bureau américain installé à l'hôtel de ville ». Une partie va cependant cantonner à la caserne Ernouf.



John Pershing

Militaire américain, né en 1860 dans le Missouri et mort en 1948 à Washington. Le 6 avril 1917, les États-Unis déclarent la guerre à l'Allemagne, Pershing est alors nommé major général. En juin 1917, il débarque en France avec un premier contingent de 1 500 000 hommes qui s'engagent sur le front. Le 28 janvier 1919, le général Pershing se rend à Alençon où il passe en revue les troupes de la 37^e division. L'événement a lieu sur le champ de manœuvre, route du Mans. En fin de journée, une soirée théâtrale est organisée en son honneur. Il est le seul général, avec George Washington, à avoir obtenu le grade de General of the Armies.

(Collection particulière)

Le bilan statistique de la guerre



Radon

Le 11 novembre de l'année 1918, à onze heures, après 52 mois ou 1 564 jours, la Grande Guerre prend fin avec la victoire des « Alliés ». Dans l'Orne, tandis que les feux d'artifice illuminent dans les villes la première nuit de la paix, l'« après-guerre » commence avec le temps des bilans.

L'invention d'une vie d'après-guerre

Comme partout en France, dans les communes du canton de Radon presque tous les visages rayonnent de joie à l'annonce de l'armistice en fin de matinée du 11 novembre. Le soir, au Mêle-sur-Sarthe, «*le bourg est brillamment illuminé et les jeunes gens, auxquels s'étaient joints les Canadiens cantonnés dans le pays, parcoururent les rues bras dessus, bras dessous, en chantant la Marseillaise pendant que feux de bengale, fusées et pétards éclataient sur leur passage*».

Mais après la fête de la « belle et grande victoire », le travail de deuil commence dans de nombreux foyers assombris par le crêpe du deuil et le noir des robes des veuves. On dénombre plus de 400 morts natifs de l'actuel canton de Radon. Les communes de Courtomer, Laleu, Radon, Saint-Julien-sur-Sarthe et Sainte-Scolasse-sur-Sarthe enregistrent plus de vingt morts.

Entre novembre 1918 et avril 1919, une première vague de démobilisation permet à environ la moitié des soldats du canton de regagner leur foyer, les autres suivront jusqu'en 1920. Il en sera de même pour les prisonniers. Pour tous, après les joies des retrouvailles, la reprise du travail et la réinsertion dans la vie civile représentent la première étape de la « sortie de la guerre ». Une politique de reconnaissance commence : pour les « revenants », dont certains s'inscrivent dans les associations d'anciens combattants, les communes les honorent dans des cérémonies patriotiques comme le 14 juillet 1919. Pour les morts, un hommage leur est rendu avec l'érection des monuments et de plaques commémoratives.

La « reconstitution » du département

L'Orne a subi une véritable saignée. La croissance de la mortalité et la chute des naissances amènent la perte de 32 200 habitants entre les deux recensements de 1911 et 1921, soit 10, 47 %. On dénombre, sans atteindre « une parfaite rigueur », près de 11 000 morts natifs de l'Orne, dont plus de 700 pour le seul mois d'août 1914. À ces morts, il convient d'ajouter 3 500 mutilés, 4 800 veuves, 5 000 pupilles de la Nation, soit plusieurs milliers de personnes directement « meurtries dans leur vie » par ce conflit.

Les classes 1900 à 1916 - les jeunes hommes de 20 à 36 ans de l'armée d'active et sa réserve - payent un lourd tribut qui explique la perte d'une partie de la population active masculine du département. La mort frappe tous les milieux et plus particulièrement le monde rural : 55 % des paysans mobilisés, 15 % des artisans et commerçants. Professions libérales, enseignants du public et du privé, membres du clergé et militaires de carrière y ont pris leur part.

Une population fragilisée

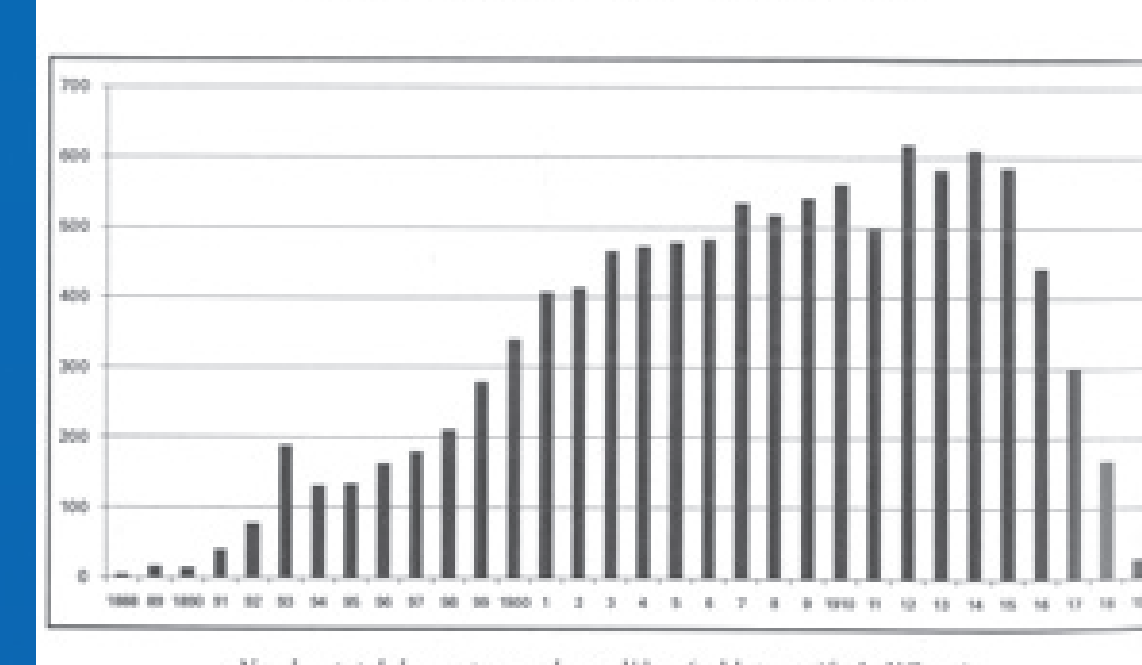
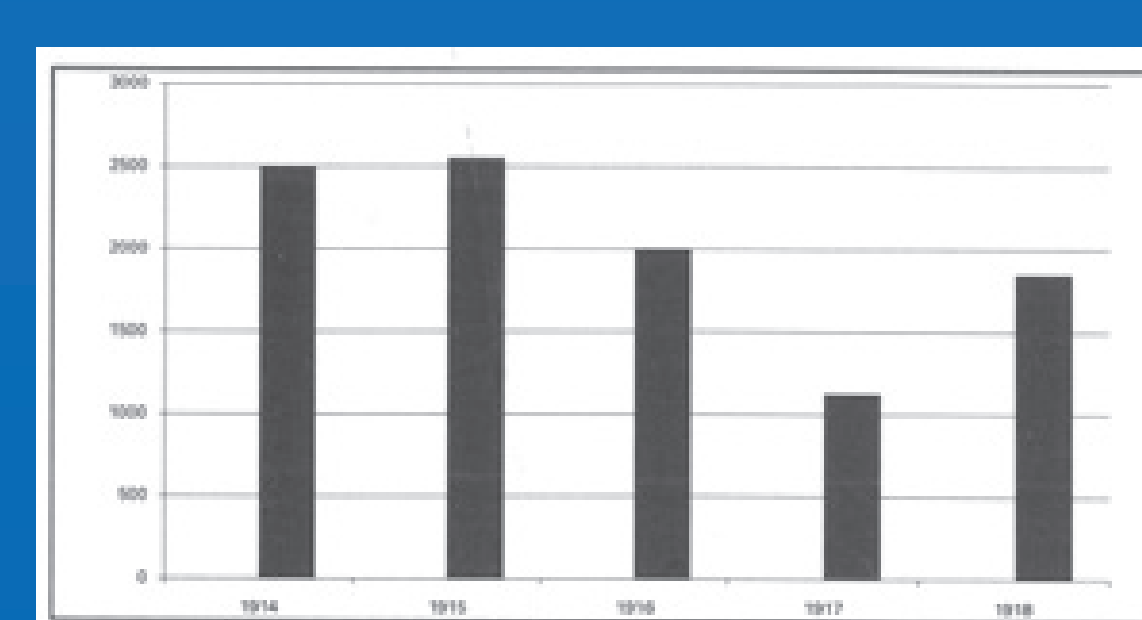
À l'exception des profiteurs de guerre, constamment dénoncés dans la presse locale et parfois condamnés, les Ornais se sont appauvris lors du conflit. De la « dure victoire », ils sortent usés et atteints par plusieurs maux : à la pénurie et au rationnement des denrées alimentaires, aux hivers rigoureux qui ont affaibli les corps, s'ajoute l'inflation qui a fait fondre les bas de laine.



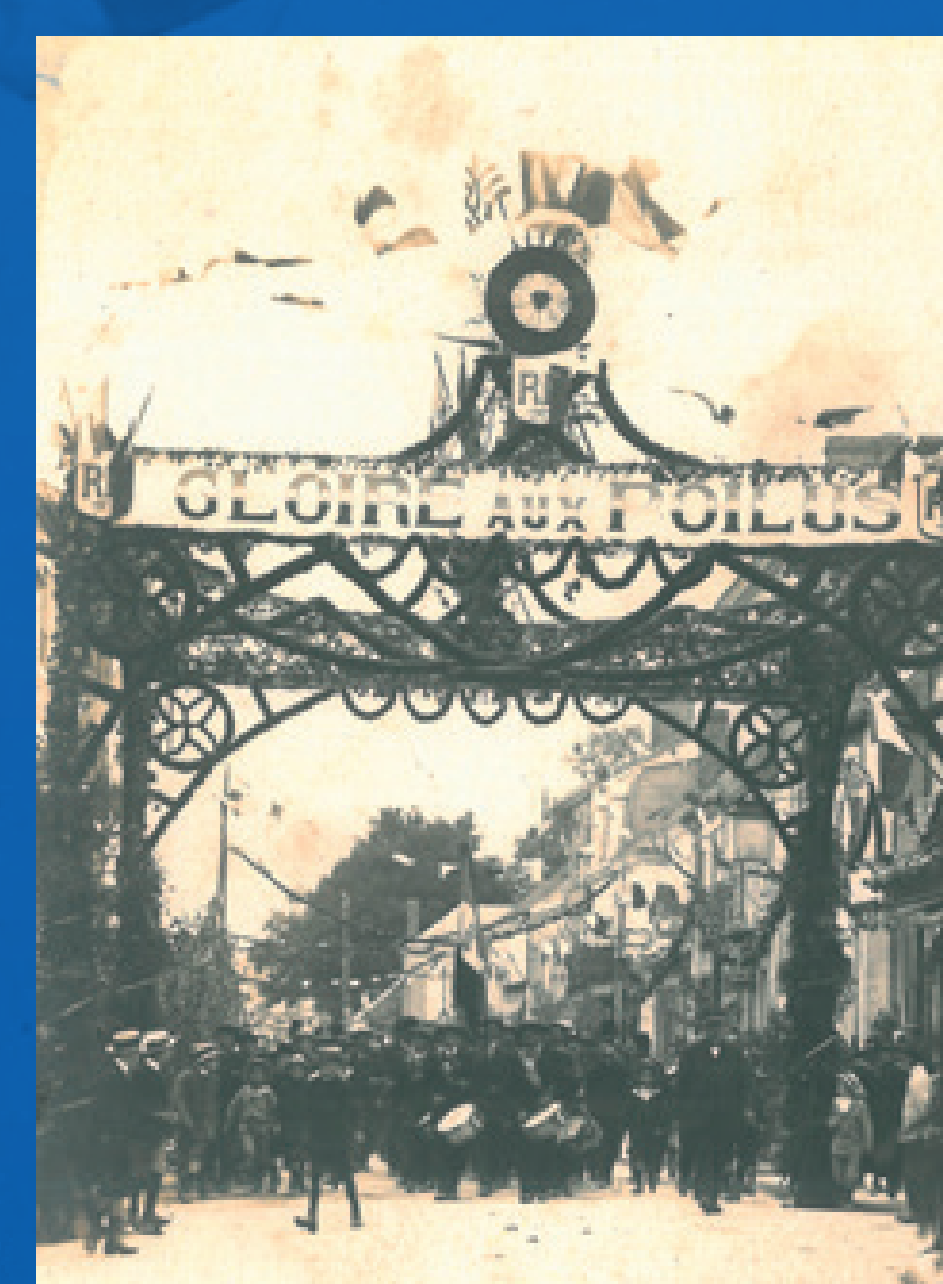
Le Nouvelliste de l'Orne (17 novembre 1918)
(Arch. dép. Orne, PER 5008 / 33)



Paul Lancre. La Perrière, prise d'armes par les soldats anglais du camp du Ravalier, en raison de la signature de l'armistice (11 novembre 1918)
(Arch. dép. Orne, 86 Fi 3/10497)



Nombre de morts par année et par classe d'âge
(Gérard Bourdin, Les Ornais face au feu (1914 - 1918))



Le Mêle-sur-Sarthe, fête de la Victoire (14 juillet 1919)
(Arch. dép. Orne, 2 Fi CP 996 / 125)

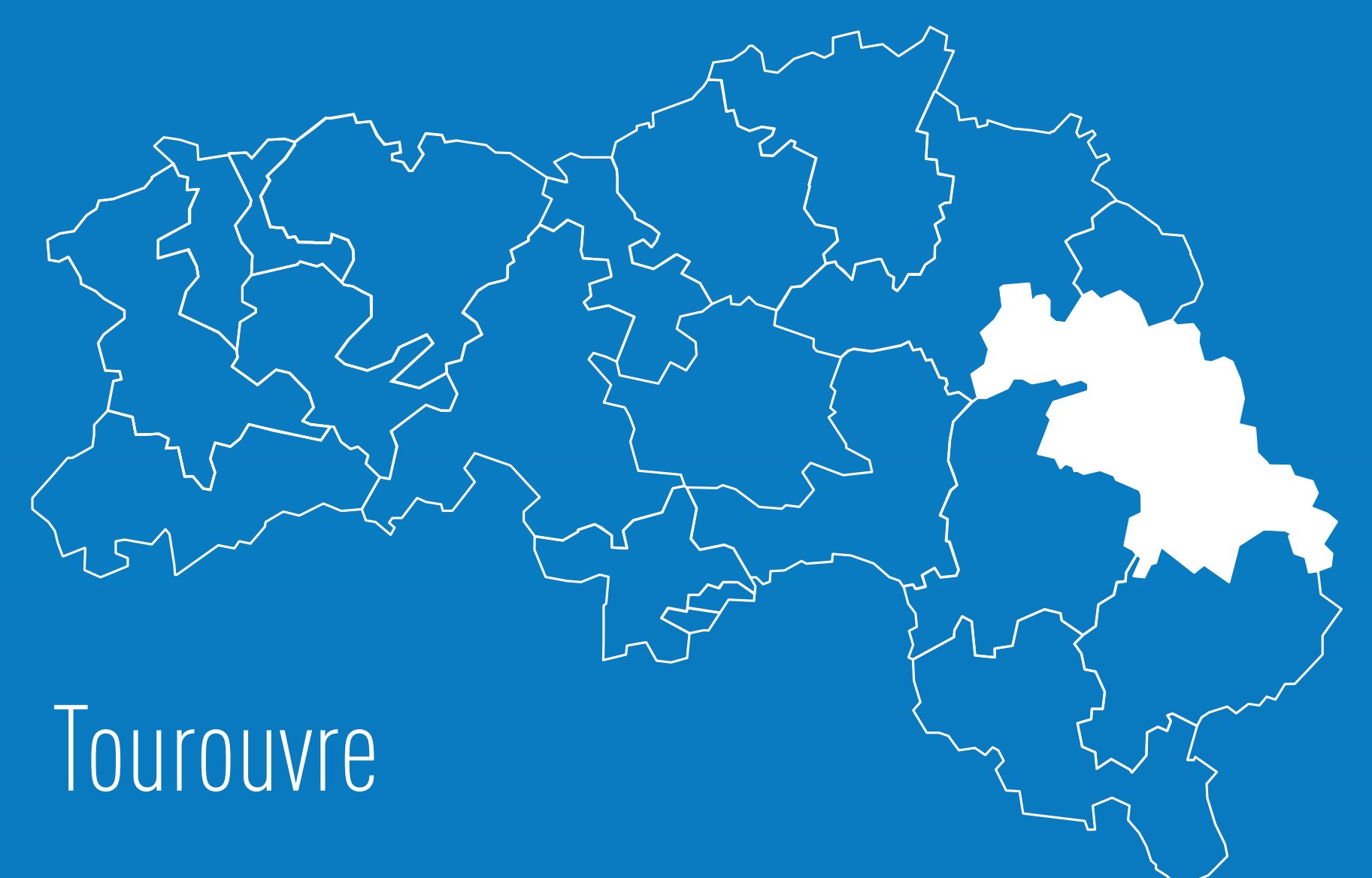
Jean-Baptiste Robinet

Originaire de la Mayenne, Jean-Baptiste Robinet, se marie en 1877 à La Ferté-Macé avec Victorine Moussay. Le couple a cinq enfants, tous des garçons. En 1900, Jean-Baptiste perd son épouse. Lors de la Première Guerre mondiale, ces cinq fils partent au front. L'Écho de La Ferté-Macé du 25 novembre 1916 publie dans sa rubrique « Nos Fertois au champ d'honneur : ce brave père Robinet, vieux soldat de 70... sur 5 fils partis sur le front au début de la guerre, en a déjà vu successivement tomber quatre sur le champ de bataille ». Le sort s'acharne sur ce pauvre homme dont le cinquième fils décède dans un déraillement de train en 1917 lors d'une permission pour Noël.

(Collection particulière)



Un bilan traumatique



Tourouvre

À une échelle encore inconnue, la Grande Guerre a généré une immense souffrance : 1,4 millions de morts, 3,5 millions de blessés militaires, peut-être un million d'invalides (amputés, mutilés, aveugles, sourds). Malgré les progrès de la médecine et de la psychiatrie, ainsi que l'aide financière de l'État, de nombreux Ornais rencontrent des difficultés pour se réinsérer dans la vie civile.

La sortie de guerre dans ses dimensions traumatiques

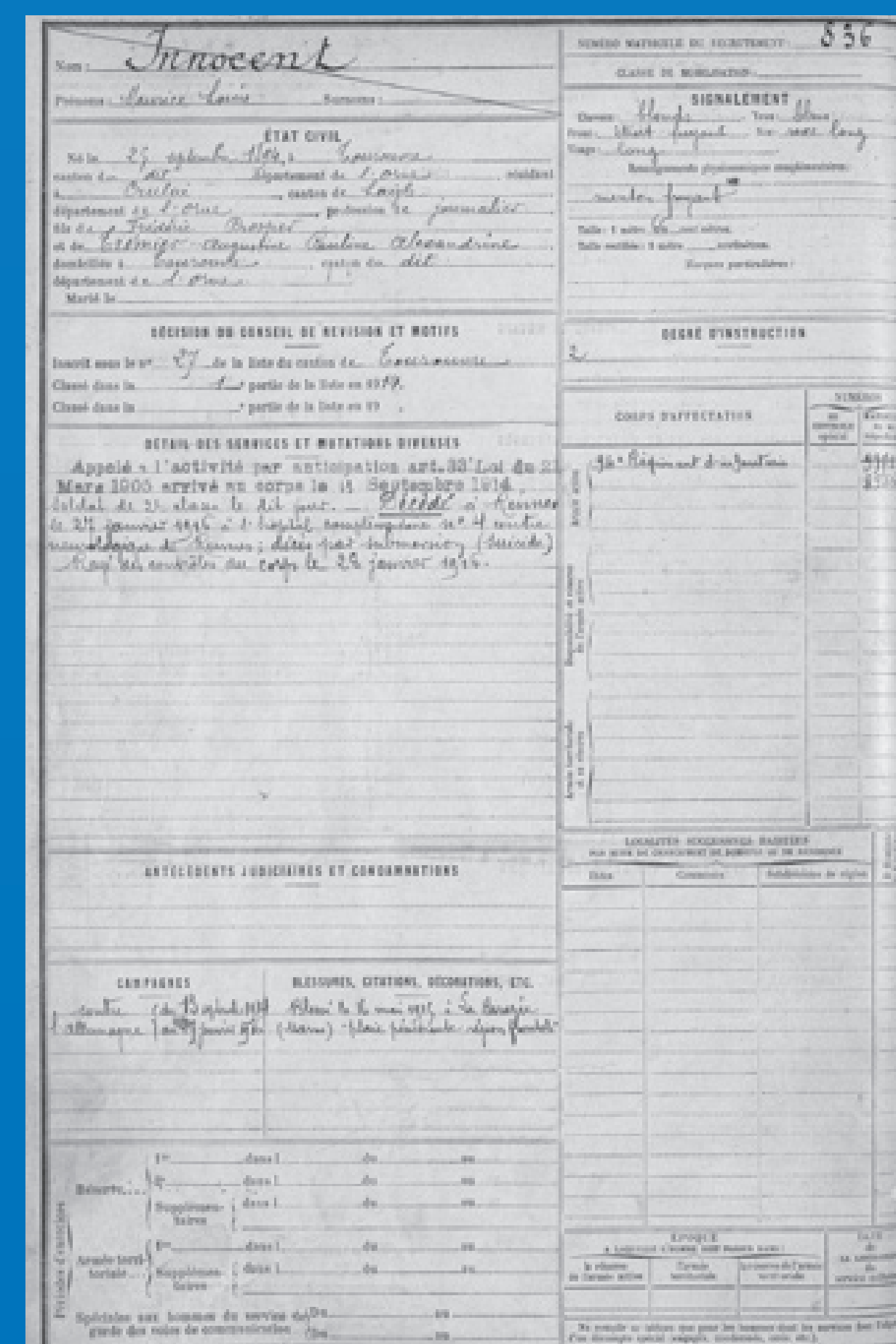
Quatre cents hommes natifs du canton de Tourouvre trouvent la mort lors de la Première Guerre mondiale : Crulai, Irai et Le Mage en comptent plus de vingt, Moulins-la-Marche et Longy-au-Perche plus de trente, Tourouvre 53. La sortie de guerre se traduit aussi par la mise en évidence de traumatismes physiques invalidants : blessures et maladies contractées durant le service. Plus difficiles à cerner, les traumatismes psychologiques, qui affectent des dizaines de soldats. « *De la froideur autiste d'hommes enfermés dans le mutisme à l'anxiété excessive, aux cauchemars nocturnes, les éprouvés de la guerre noient parfois leur mal-être dans l'alcoolisme ou l'expriment dans la violence conjugale* » (Carine Trevisan).

Sur le plan matériel, les « victimes de guerre » (loi du 31 mars 1919) et les veuves de guerre bénéficient d'un « droit à la réparation » des traumatismes sous forme de pensions.

La prise en charge des traumatismes

Les Ornais du service auxiliaire sont relativement épargnés. Les autres mobilisés subissent attaques et bombardements sur le front. Les balles, les éclats d'obus, les gaz leur infligent des traumatismes physiques, auxquels s'ajoutent en raison de la promiscuité de leur quotidien dans les tranchées des maladies (pneumonies, tuberculose, grippe...). Les autorités publiques, les structures hospitalières, le clergé et la Croix-Rouge viennent en aide aux blessés rapatriés dans le département. Tout en conservant les pratiques d'avant-guerre, la chirurgie et la médecine générale développent de nouvelles formes d'intervention : la radiologie, l'amputation « en deux temps », la mécano-thérapie, la pose de prothèses, les greffes dites « ostéopériostiques » pour les visages. Atteints de différents traumatismes dont le shell shock (choc émotionnel) des dizaines de combattants commotionnés sont soignés au centre neuropsychiatrique d'Alençon.

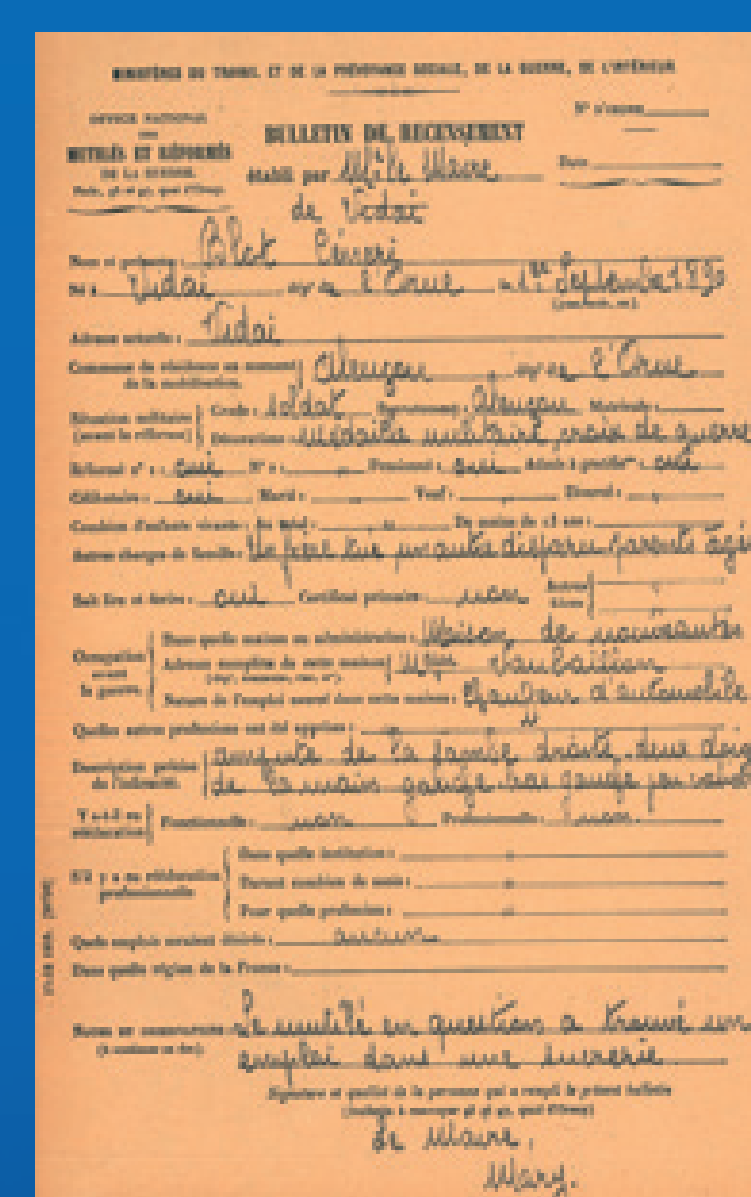
Face aux souffrances des combattants traumatisés et sous la pression des anciens combattants, l'État prend plusieurs mesures. La loi du 2 mars 1916 crée un Office national des mutilés et réformés. Le Comité départemental, installé à Alençon en 1919, a pour mission le secours et la rééducation. Dans ce dernier domaine, son action est toute relative. Préférant reprendre leurs anciennes activités, peu de mutilés ornais, moins de 2 % contre 6 % en France, demandent une rééducation. Les mutilés obtiennent le vote de la loi du 31 mars 1919 instaurant des pensions pour plus d'un million de bénéficiaires. En mai 1924, la loi oblige les entreprises à employer au moins 10 % de mutilés de guerre. La reconnaissance matérielle ne peut rien face aux difficultés rencontrées lors du retour à la vie civile : perte du rôle de soutien de famille, sentiment de perte de l'utilité sociale, renoncement au métier d'avant-guerre ou à la rééducation à des tâches réservées.



Fiche matricule de Maurice Innocent (1914-1916), blessé à la tête le 16 mai 1915 à La Harazée (Marne), il est évacué vers le centre neurologique de l'hôpital complémentaire de Rennes. Il se suicide le 27 janvier 1916 en se noyant dans la Vitaine. Son nom figure sur le monument aux morts de Tourouvre-au-Perche. (Arch. dép. Orne, R 1237)



Alençon, hôpital auxiliaire n° 23, groupe de blessés (Arch. dép. Orne, 46 Fi 37)



Bulletin de recensement de Céneri Blot, mutilé (sans date) (Arch. dép. Orne, R 913 / 3)



Maurice Cesné, blessé à la main gauche le 21 août 1914 lors de la bataille du Donon (Bas-Rhin), il est renvoyé au front le 30 novembre 1914 et tué le 22 juin 1915 devant la colline de Lorette (Pas-de-Calais). Son nom figure sur le monument aux morts de Longny les Villages. (Arch. dép. Orne, 2 Fi CP)



Constant Lequier

Habitant de Cahan, il est mobilisé le 3 août 1914 au 104^e régiment d'infanterie d'Argentan. Il arrive à Verdun le 9 août puis c'est le départ vers le front en Belgique. Il est blessé par un éclat d'obus et plusieurs billes de plomb à Ethe le matin du 22 août 1914.

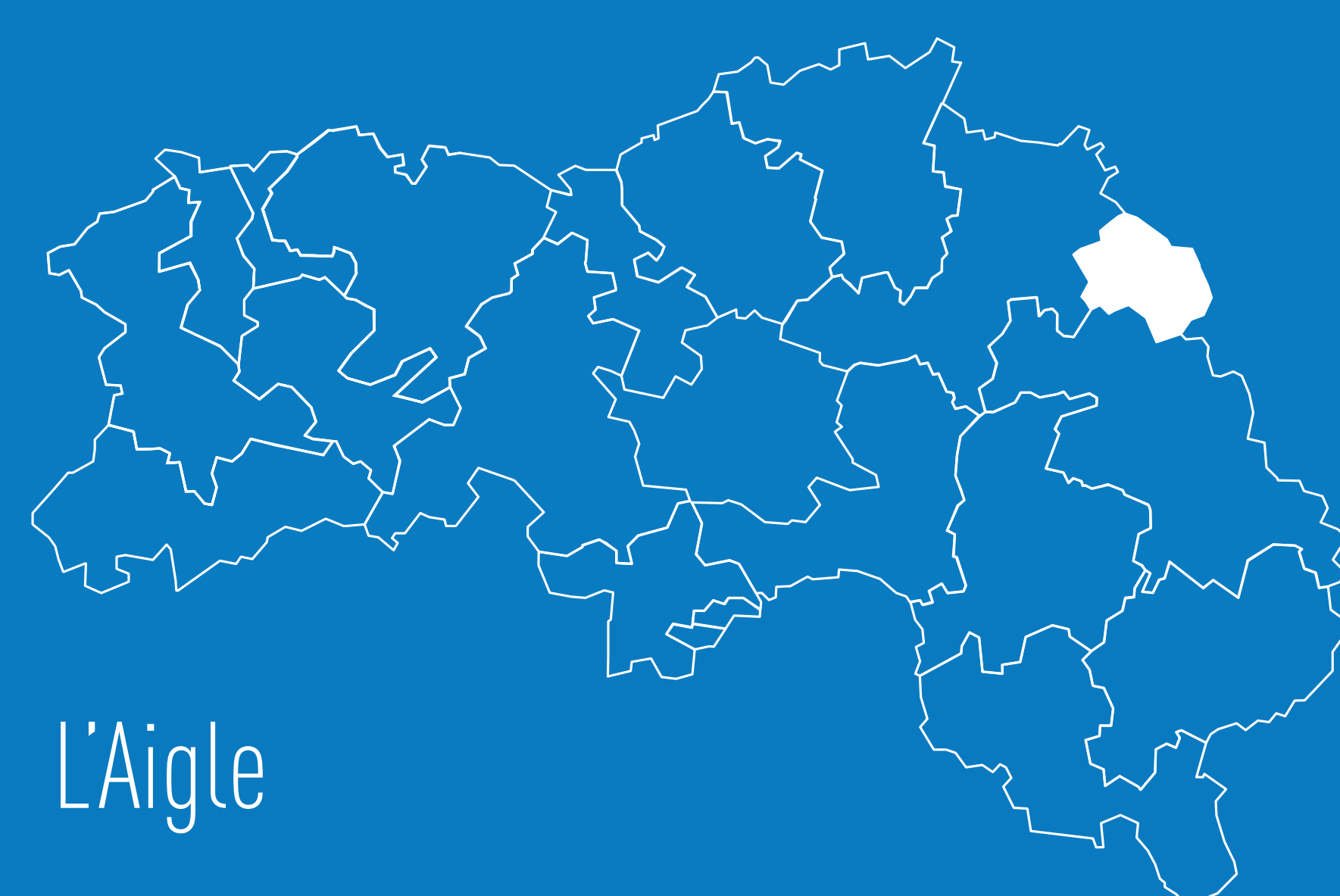
Pour échapper aux massacres il se cache dans une ferme du village d'Hamawé. Après quelques jours, il est fait prisonnier et envoyé en Allemagne à l'hôpital de Klein Wittemberg au sud de Berlin jusqu'en mars 1915, il est amputé de la jambe droite.

Envoyé au Camp de Wittemberg, il attend l'échange des prisonniers organisé par la Croix-Rouge. Il fait parti du convoi des grands blessés rapatriés du 4 Décembre 1915 « Constance Lyon » et retrouve son village en janvier 1916. Malgré sa jambe de bois il reprend son métier d'agriculteur.

Il décède en 1956 à l'âge de 68 ans de saturnisme, à cause d'une bille en plomb reçue à Ethe et qui n'avait pas été extraite.

(Collection particulière)

Photographies, récits et correspondances



L'Aigle

La production écrite et iconique de 1914 à 1918 représente une source précieuse pour la connaissance de la Grande Guerre. Avec le recueil de textes de Romain Darchy, *Récits de guerre 1914-1918*, publié en 2012, l'Orne dispose d'un témoignage aussi passionnant que *Les carnets de guerre*, de Louis Barthas (1879-1952), tonnelier de Peyriac-Minervois.

Les récits de guerre de Romain Darchy (1895-1944)

Né à Sancerre (Cher) le 26 juillet 1895 (classe 1915), Romain Darchy, second clerc de notaire, est incorporé le 19 décembre 1914 dans le 27^e R.I. (Dijon), puis versé dans le 408^e R.I. de 1915 à 1918. Après la Picardie (1915-1916), blessé et évacué devant le fort de Vaux en 1916, il revient au front dans le secteur d'Avocourt et de la cote 304 (près de Verdun) durant l'été 1917. Fait prisonnier le 15 juillet 1918 dans la Marne, il apprend l'armistice en captivité, avant de s'évader par la Hollande en décembre. Comme d'autres soldats, il utilise ses moments de repos pour tenir des carnets qui lui serviront avec ses lettres pour composer plusieurs récits.

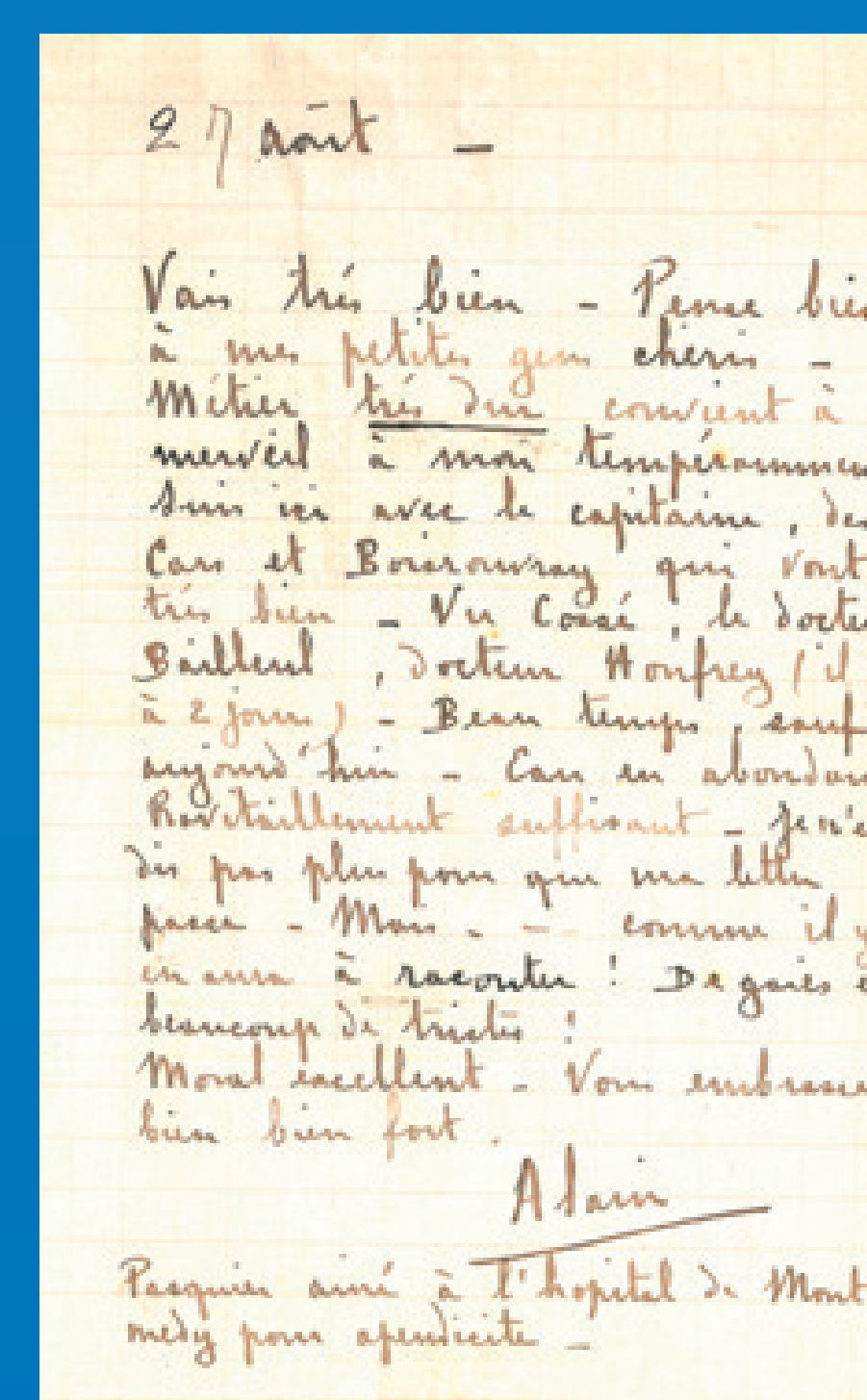
Ses « Récits de guerre » en quatre grandes parties représentent un témoignage d'une grande valeur, car il associe à la rigueur des faits des qualités littéraires dans ses descriptions et ses dialogues. Le fantassin de 1915 puis l'aspirant-officier, qui commande une section d'infanterie en 1917, plonge ses lecteurs dans le quotidien d'une guerre de position, dans les âpres combats autour du fort de Vaux où pendant plusieurs heures il a été enseveli. Simple expérience d'un mobilisé, sans référence à la Grande Histoire qui se joue, son témoignage cherche uniquement à faire comprendre « un tout petit peu et dans l'intime », le ressenti de ces millions de combattants.

Des témoignages de première main

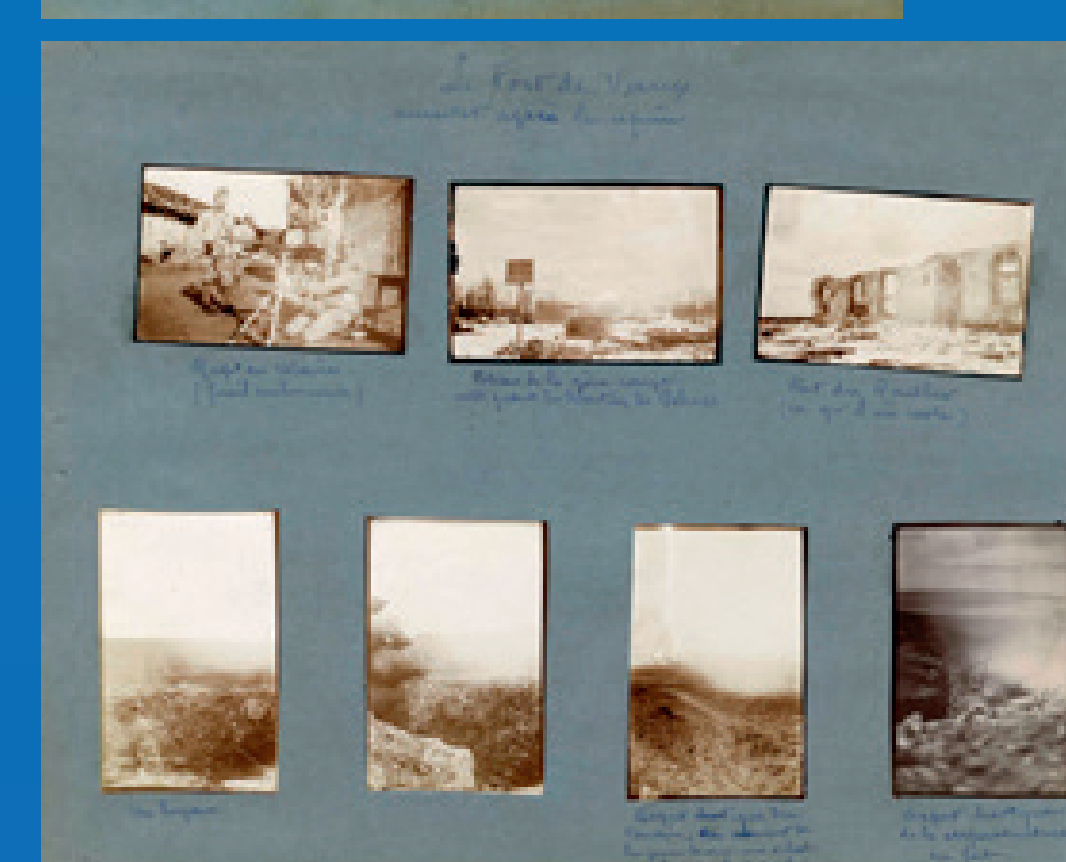
Des millions de lettres, des milliers de photographies, des centaines de récits, telle se présente l'immense documentation issue de la Grande Guerre. Une lettre c'est la vie, pas de lettre c'est l'inconnu et l'angoisse, car la correspondance maintient le lien entre le front et l'arrière, entre le combattant et ses proches. Qu'elle émane d'un élu comme Georges Roulleaux-Dugage, d'un officier comme Félix Besnard-Bernadac ou d'un simple piou-piou, elle permet de retrouver l'évolution des mentalités. Les lettres du front sont soit réalistes, soit plus pudiques car les soldats cachent leurs souffrances pour ne pas inquiéter, à l'instar de la correspondance échangée entre Alain Gicquel des Touches et sa famille ou entre Maurice Retour et son épouse. « *Les hommes ont peur d'être oubliés, de perdre leur amour, de perdre l'affection de leurs enfants* » (Éric Alary).

Les carnets de route et carnets de guerre écrits sans souci de masquer la réalité restituent à la fois le déroulement des opérations militaires et la vie quotidienne du combattant. Les récits de Romain Darchy, Henri Delaître, Henri Delaunay, de l'abbé Maurice Busson, d'un réserviste anonyme et de combien d'autres témoignent de l'expérience combattante, de la « brutalisation », de l'endurance, de la camaraderie dans le « groupe primaire », mais aussi de la lassitude et de l'ennui...

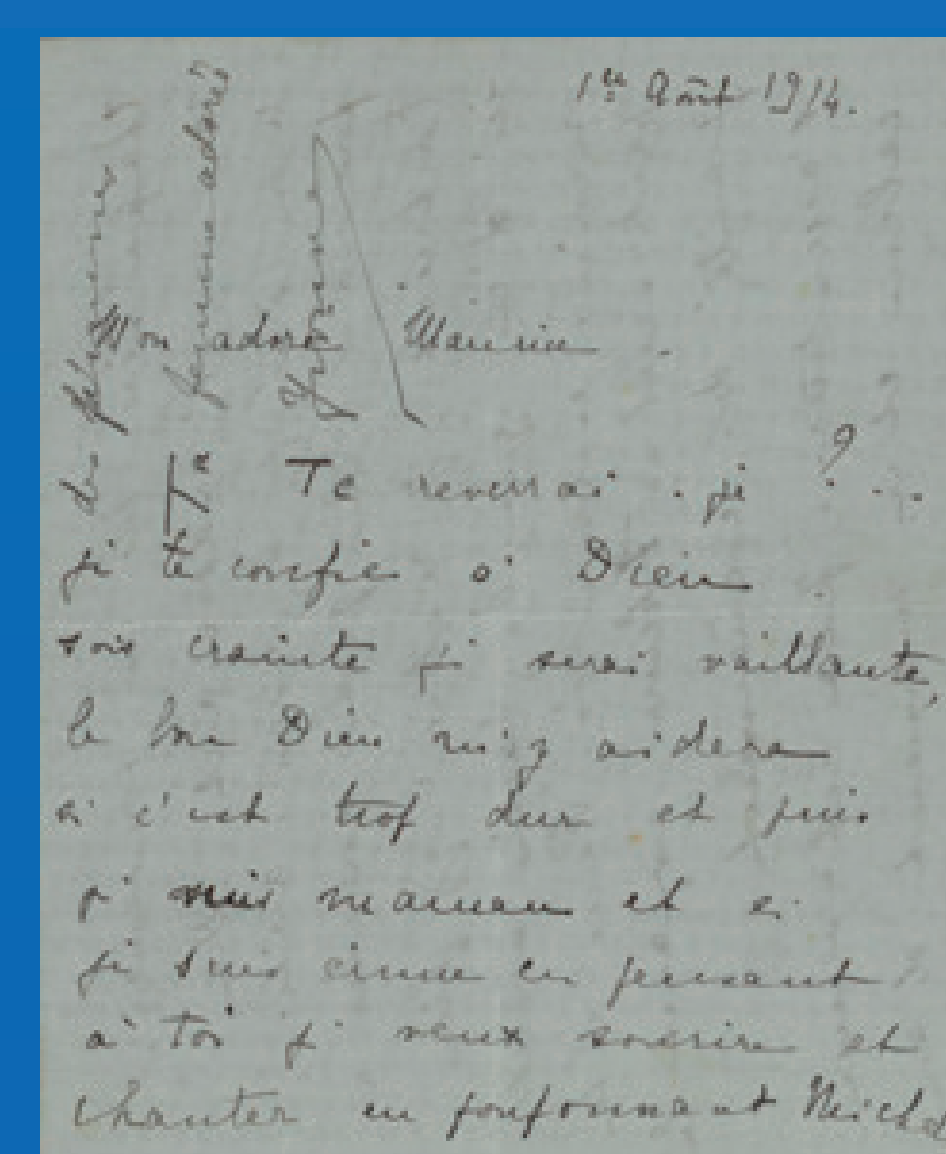
Autre témoignage qu'il ne faut pas négliger : la photographie. De la pose martiale en uniforme en 1914 aux clichés dans la tranchée ou à l'arrière ces photographies alimentent l'histoire de la Grande Guerre par l'image.



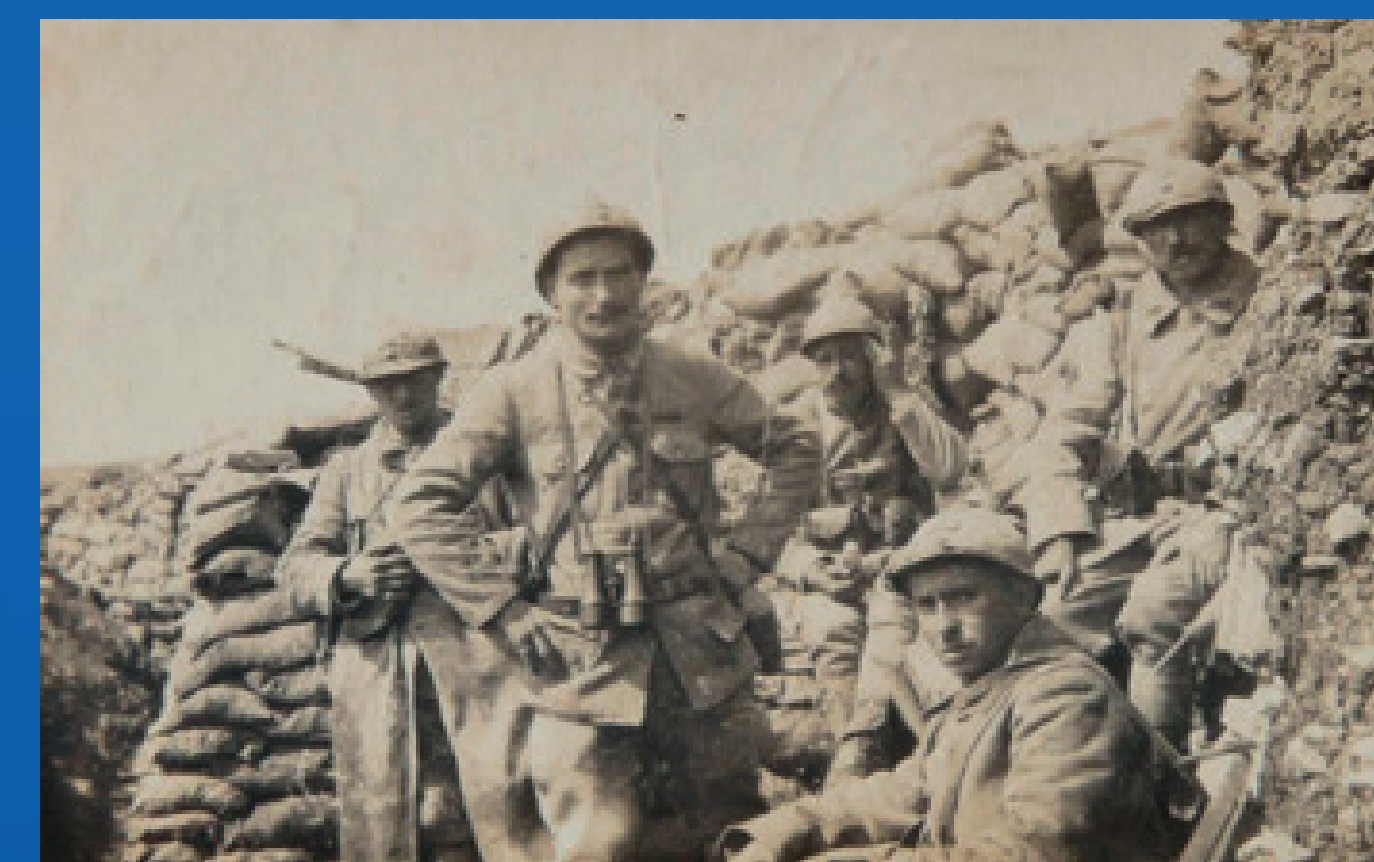
Correspondance d'Alain Gicquel des Touches, adjudant au 14^e régiment de hussards, adressée à son père (27 août 1914)
Les Archives départementales de l'Orne conservent l'intégralité de la correspondance d'Alain Gicquel des Touches (Arch. dép. Orne, 443 J 13)



Planches de l'album photographique d'Edmond Pasquier, sergent fourrier au 31^e régiment d'infanterie territoriale (Sans date)
(Arch. dép. Orne, 265 J 3)



Correspondance d'Yvonne Retour adressée à son mari, Maurice, capitaine au 205^e régiment d'infanterie, tué à l'ennemi le 27 septembre 1915 (1^{er} août 1914)
Les Archives départementales de l'Orne conservent l'intégralité de la correspondance échangée entre Maurice Retour et son épouse.
(Arch. dép. Orne, 550 J 5 / 1)



Romain Darchy (au centre), le jour de son vingt-deuxième anniversaire, dans une tranchée de la « cote 304. Avec quelques uns de nos poilus à six mètres des Boches au barrage de sacs de terre du boyau Skleinard commun avec l'ennemi » (26 juillet 1917)
(Collection particulière)

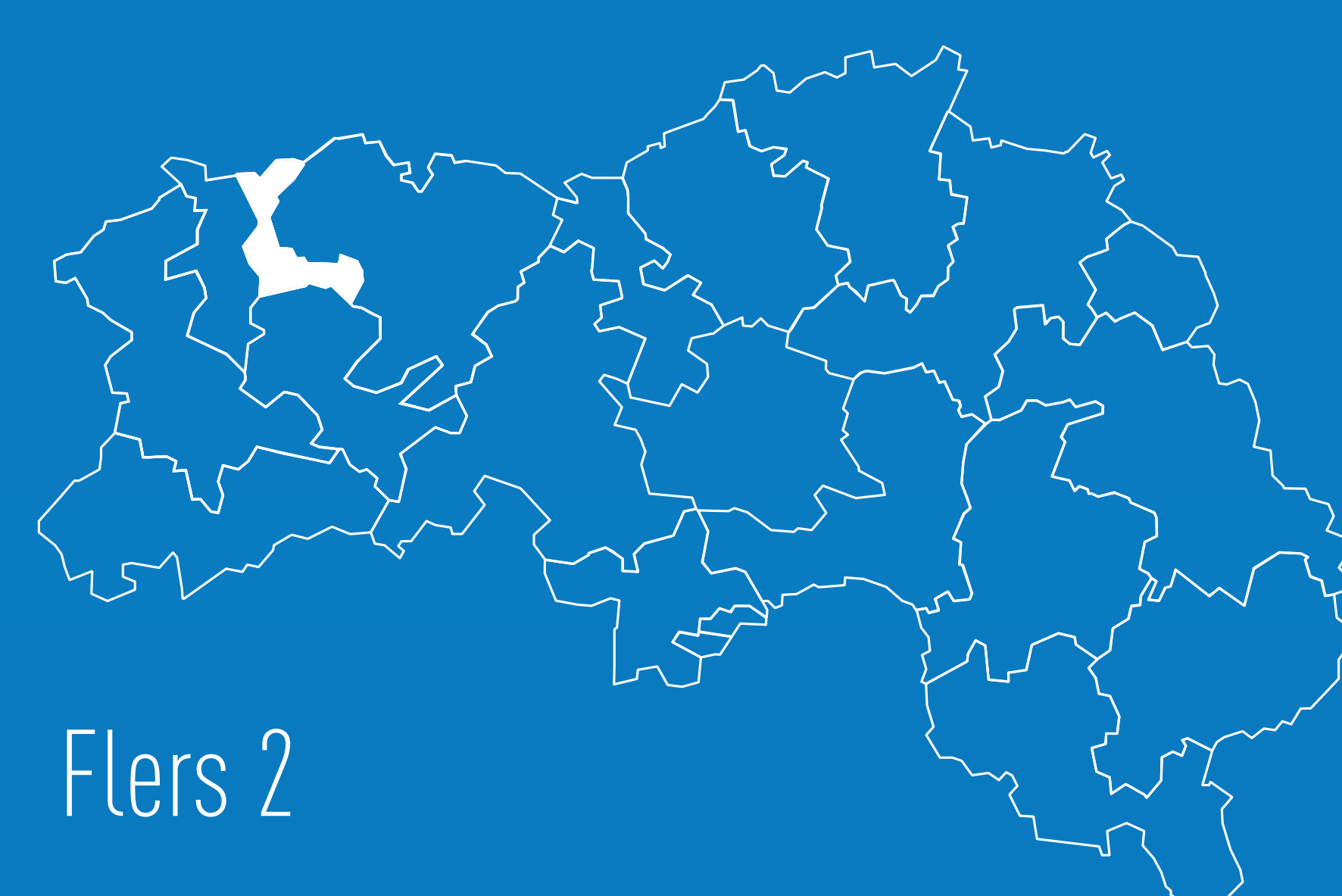
Paul Lancre

Paul Lancre est né à La Perrière le 7 juillet 1891. La méthode et la rigueur du documentaliste s'expriment dans toute son œuvre photographique : Paul Lancre légende très précisément les clichés qu'il prend. Déclaré inapte au service armé, il effectue son service militaire à partir du 1^{er} octobre 1913 en qualité de secrétaire d'état-major et du recrutement au bureau de recrutement de Mamers, où il se trouve lors de la mobilisation du 2 août et où il reste affecté pendant toute la guerre. Cette situation lui donne la possibilité de réaliser une œuvre photographique exceptionnelle.

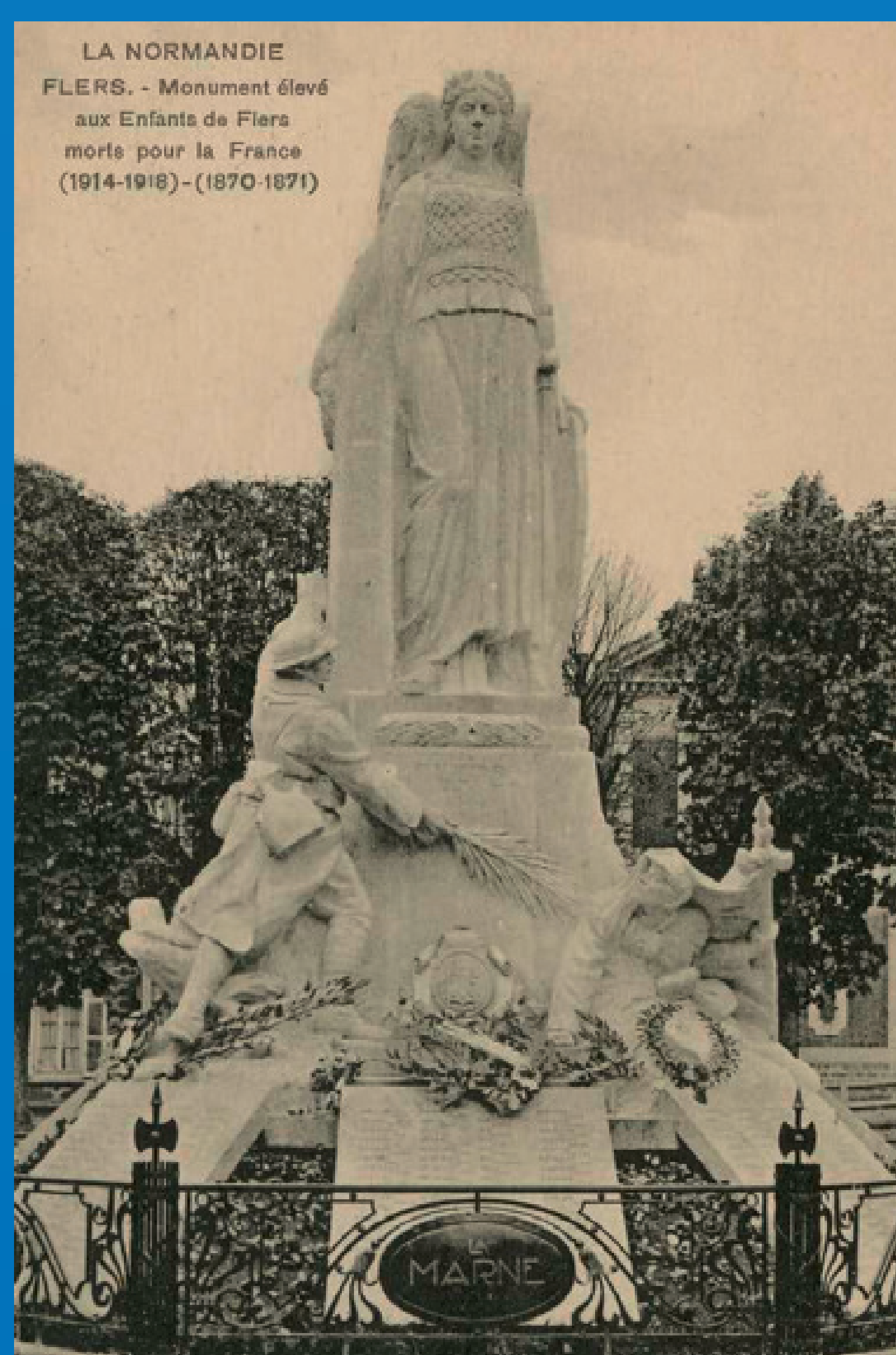
(Arch. dép. Orne, 86 Fi 5 / 532)



Les monuments aux morts



Flers 2



Flers, le monument aux morts (sans date)
(Arch. dép. Orne, 2 Fi CP 169/258)

Des lois pour honorer

Le 2 juillet 1915 naît la mention « Mort pour la France ». Les 17 novembre et 2 décembre 1918, le Parlement autorise les communes à ériger des « monuments commémoratifs ». Le 25 octobre 1919, une troisième loi instaure un livre d'or communal qui portera « *les noms des (...) morts pour la France, nés ou résidant dans la commune* ». Les lois fusionnent : le monument sera le livre d'or.

Aubusson, l'hommage classique du Bocage

Aubusson, 214 habitants en 1911, 45 mobilisés, 7 tués est généreuse : 3 600 francs collectés auprès du conseil municipal et des habitants pour une stèle commémorative.

Aubusson se démarque avec un poilu valeureux, en ciment armé, qui défie l'ennemi : « on ne passe pas ». Il est signé Marcel Pierre, qui sculpte également celui de La Ferté-Macé.

Aubusson inaugure son monument le 13 novembre 1921 : fanfare, messe, discours du maire mutilé de guerre, banquet des anciens combattants.



La Ferté-Macé, le monument aux morts (sans date)
(Arch. dép. Orne, 2 Fi CP 168/114)

Une oeuvre mémorielle

Maîtresses, les communes organisent des « *comités du monument* ». Landigou est moderne : les citoyens élisent trois femmes au comité. Emplacement, croquis, devis sont validés en préfecture.

Les communes ont recours aux souscriptions, une habitude. Les dons sont nombreux, élus et élites montrent l'exemple.

La presse invite à corriger les listes d'inscription. Les communautés locales contournent les lois : dans le canton de Flers, 16 % des inscrits ne sont pas titulaires de la mention « mort pour la France », natifs ou résidents. D'autres sont volontairement omis : horsains peu intégrés, marginaux, orphelins, ect. Sur son monument, la communauté se définit, intègre ou ostracise.

Du patriotisme au nationalisme

La défaite de 1871 est lavée : à Flers, le Poilu reprend le drapeau du mobile et, victorieux, le montre à Marianne. Le Poilu est souvent montré dans le Bocage, défensif, ou comme à Aubusson dans une posture offensive ou nationaliste. Dans l'est de l'Orne, signes plus « cocardiers », l'épée et le coq gaulois accompagnent le drapeau. À Tourouvre, le Poilu meurt au pied de la France qui tend un poing vengeur.



Monuments aux morts d'Alençon, Saint-Sulpice-sur-Risle et Tourouvre (sans date)
(Arch. dép. Orne, 2 Fi CP non coté, 456/20 et 1/820)

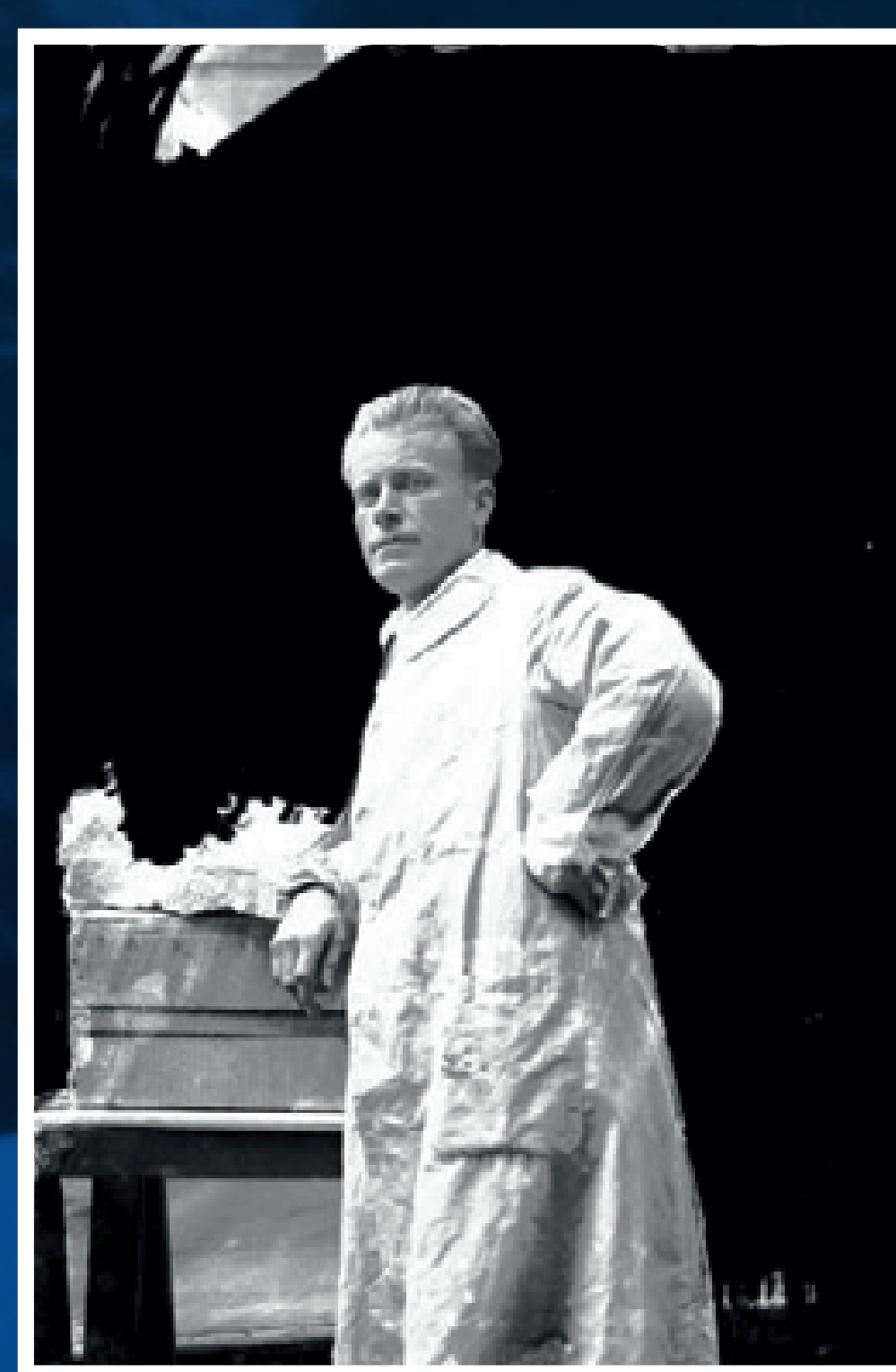


Monument aux morts d'Aubusson (sans date)
(Arch. dép. Orne, 80 Fi 283-284 et collection particulière)

Une autre lecture. L'épée ou l'olivier ?

À Saint-Sulpice-sur-Risle, Henri Roussaud, élève de Rodin, décrit une veuve montrant « *à son fils la relique sacrée de son papa, le casque du héros, tombé* ». L'enfant est nu, sans arme. Espère-t-il en la « *der des der* » ?

À Alençon, déesse de la guerre et de l'intelligence, Minerve tient d'une main une branche d'olivier, de l'autre une épée. Face à l'Allemagne, faut-il la diplomatie ou la grande fermeté ? Les deux avis existent, le second domine.



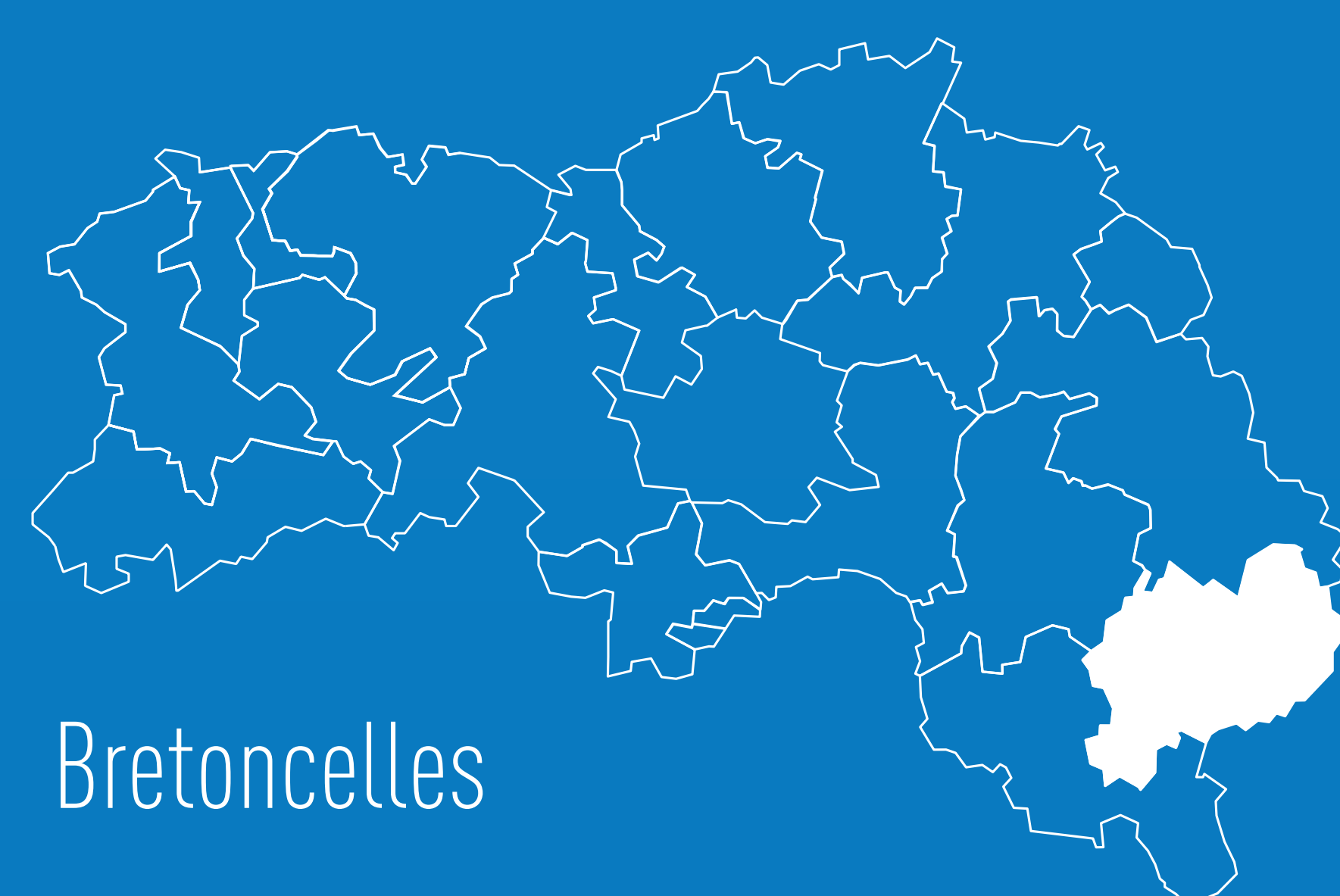
Marcel Pierre

Né à Bréel près d'Athis, fils de tailleur de granit, Marcel Pierre se consacre à la sculpture à partir de 1921. Installé à La Ferté-Macé, il réalise huit monuments pour le Bocage ornaï et un autre à Réveillon dans le Perche. Visages de pierre, visages de souffrance surtout.

L'artiste utilise les quatre faces du monument de La Ferté-Macé (1928) : La mobilisation, L'invasion, La bataille, La Victoire, où le poilu a les traits du capitaine Retour, tué en 1915.

(Collection particulière)

La mémoire de la guerre



Bretoncelles

Si le département de l'Orne n'a pas pour le premier conflit mondial de lieux mémoriaux comme les « champs de bataille », l'impact et le souvenir de la Grande Guerre se manifeste par des œuvres de différentes natures comme les vitraux de l'église de Préaux.

Mémoire de verre et mémoire de guerre

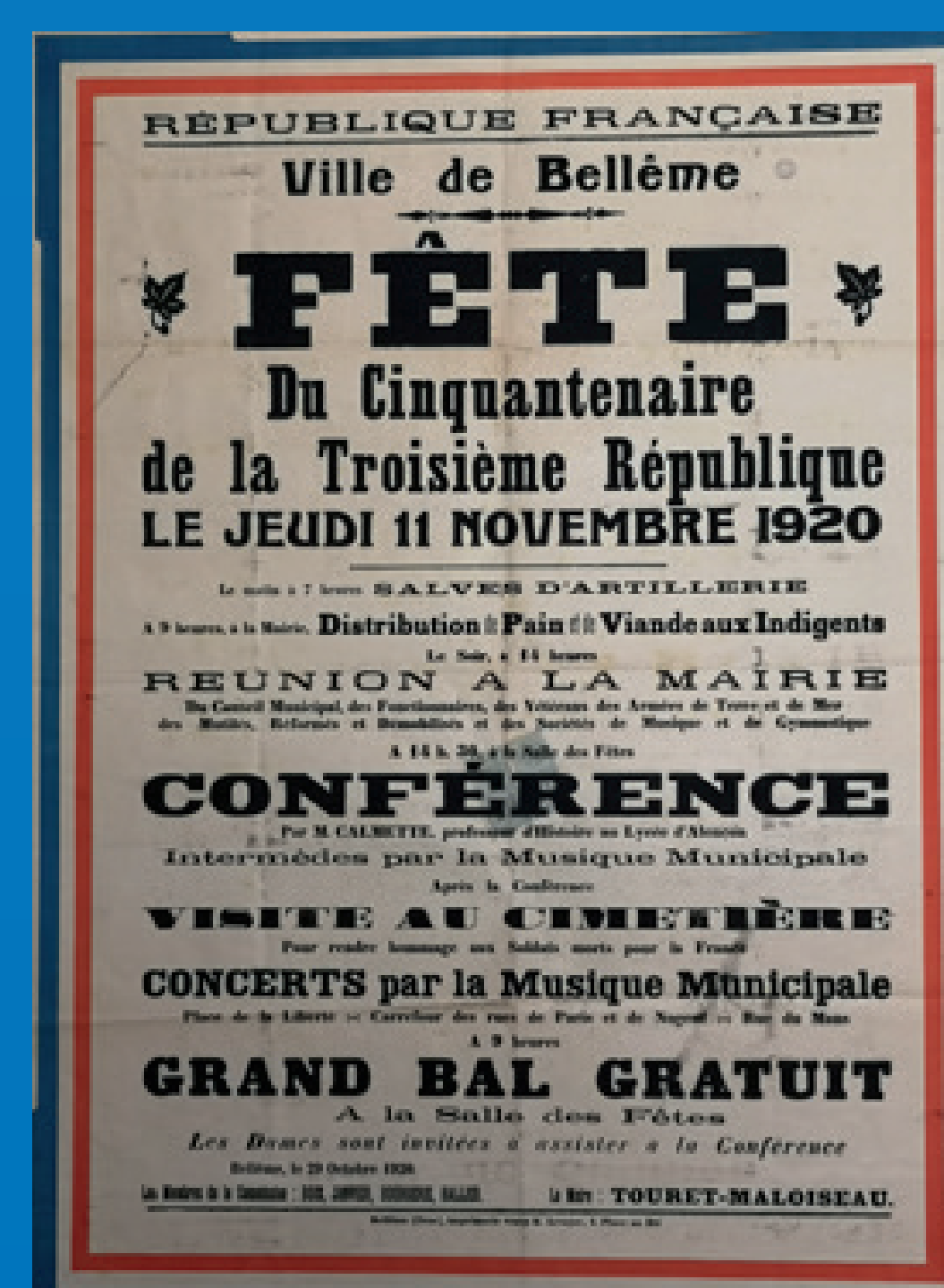
La mémoire des combattants de la Grande Guerre a été perpétuée dans des œuvres picturales -tableaux et vitraux - et sculpturales. Le canton de Bretoncelles renferme dans l'église Saint-Germain à Préaux (Préaux-du-Perche aujourd'hui) une œuvre unique et exceptionnelle sous forme de quatre vitraux financés par les paroisiens en 1918. Présenté dans l'ouvrage de Patrick Bard et Marie-Berthe Ferrer, l'un de ceux-ci, - le vitrail-mémorial posé au-dessus de la porte d'entrée - rend hommage aux morts en nommant 30 des 49 poilus de la commune et 18 d'entre-eux représentés à partir de photographies. L'un des trois autres vitraux concerne l'un des enfants de Préaux, l'abbé Riquet, aumônier des armées, tombé au champ d'honneur le 25 mars 1918.

Après 1918, plaques commémoratives et monuments - originaux comme celui de La Ferté-Macé - traduisent dans la pierre ou le bronze la reconnaissance de la France à ses « héros ».

Une mémoire plurielle

De 1914 à 1928, une mémoire de la Grande Guerre se constitue dans le département. Sans « lieux de mémoire » au sens strict de la notion, une série de manifestations de commémorations et de productions diverses témoignent de la volonté de rendre hommage aux morts et aux (sur)vivants du conflit. Tout commence par le rappel des grands événements de la guerre, présentés, expliqués dans la presse, dans les agendas et rappelés aux cérémonies de la Toussaint. À partir de 1919, des « cérémonies de reconnaissance », les fêtes des poilus sont organisées dans toutes les villes. En 1920, on associe la Victoire au cinquantième anniversaire de la naissance de la III^e République.

Les associations d'anciens combattants, dont l'Union nationale des combattants, tiennent congrès à Alençon et inaugurent en 1931 un musée du Poilu initié par Georges Lasseur dans la maison d'Ozé. Les anciens des régiments ornais entre-autres, proposent régulièrement des « pèlerinages » sur les champs de bataille d'Ethe (Belgique) ou de Verdun. Le monde de l'art n'est pas en reste. Comme Marcel Pierre, qui a réalisé les sculptures du monument aux morts de La Ferté-Macé, André Mare d'Argentan et Charles Léandre de Champsecret ont mis leur talent au service de la France. La guerre a nourri les débuts de l'œuvre de Fernand Léger, d'Argentan lui aussi, et les écrits pacifistes de Roger Martin du Gard et du philosophe Alain (Émile Chartier) de Mortagne.



Affiche pour la fête du cinquantenaire de la Troisième République à Bellême (11 novembre 1920)
(Arch. dép. Orne, M 85)



Alençon, maison d'Ozé, musée du Poilu (sans date)
(Arch. dép. Orne, 66 Fi 711)



Alençon, cimetière Saint-Léonard, carré militaire (2014)
(Collection particulière)



Uberty et Chaisserieau. Vitrail mémorial de l'église de Préaux-au-Perche (1918)
(Arch. dép. Orne, 4 Fi 337 / 7)

Georges Lasseur

Engagé sur le front dès le 23 août 1914, cet Alençonnais fut blessé en février 1915. Il participe à la campagne d'Italie en 1917-1918. Il reçoit plusieurs citations. Il fonde ce qui s'est d'abord appelé le musée du combattant, inauguré le 10 juillet 1931. Georges Lasseur a également donné le terrain sur lequel a été aménagé le square du Poilu à Courteille.

(Collection particulière)

